

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MANDCHOURIE

ET LA

DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 13 heures 30

PAR

JOHNSON LONG

Président : M. DE LA PRADELLE, Professeur.

Suffragants { MM. BASDEVANT, } *Professeurs.*
 { SCELLE, }
•

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (V°)

1933



LA MANDCHOURIE
ET LA
DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MANDCHOURIE

ET LA

DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 13 heures 30

PAR

JOHNSON LONG

Président : M. DE LA PRADELLE, Professeur.

Suffragants { MM. BASDEVANT, } *Professeurs.*
 { SCELLE, }
 { }

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (V*)

1933



INTRODUCTION

L'affaire de la Mandchourie a fait couler beaucoup d'encre et beaucoup de sang. Il semble, cependant, qu'elle demeure encore une énigme pour les observateurs européens. Influencés par des informations tendancieuses et pris au piège des prétextes diplomatiques, ils ont peine à en dégager une opinion impartiale et juste. La grande distance où ils se trouvent du théâtre du conflit ajoute déjà un peu d'indifférence à la complication de cette question. Et depuis l'occupation totale de la Mandchourie et du Jehol par l'armée japonaise, ils s'en occupent moins encore, estimant la question résolue par la force. On écarte ainsi le problème et on ne cherche plus à le comprendre. Et l'énigme reste toujours là.

Au cours du siècle dernier, les Puissances européennes étaient aux prises avec les difficultés de la question des Balkans, qui ne se résolut que par la dernière guerre mondiale. Actuellement, la question de la Mandchourie, c'est la question des Balkans transportée sur le Pacifique. En réalité, elle n'est que le prologue du problème du Pacifique, qui est à l'ordre du jour de notre siècle. L'attaque de Moukden, déclenchée par le Japon le 18 septembre 1931, sous le prétexte qu'une explosion avait démolì 75 centimètres du rail du Chemin de fer Sud-Mandchourien (1), n'est point un incident local. C'est le commencement de la deuxième étape de conquête, sur le continent asiatique, par le Japon, selon son plan d'expansion, la première étape s'étant terminée par l'annexion de la Corée en 1910. L'occupation militaire de la Mandchourie et la création de l'Etat fantoche « Mandchoukouo » ne peuvent rien résoudre. Elles aggravent, au contraire, de jour en jour la situation. L'armistice signé le 31 mai à Tankou pour suspendre l'invasion japonaise en

(1) V. Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 77.

Chine, ne signifie point que la paix est rétablie en Extrême-Orient. Après la conquête de la Mandchourie, le Japon a besoin de repos pour consolider la position acquise. A bout de ressources, il ne pourra reprendre la guerre, pour achever sa troisième étape d'expansion sur le continent asiatique, qu'après un laps de temps plus ou moins long. Mais aussitôt ses effectifs militaires renforcés, et les circonstances internationales le permettant, il ne tardera pas à reprendre l'offensive. En attendant, on parle de la coopération sino-japonaise. Ce n'est qu'un masque !

Le passé nous montre qu'une coopération sincère entre les deux pays est absolument impossible. Depuis 1894, la Chine a été dépouillée par le Japon de son Etat vassal, la Corée, ainsi que de ses territoires de Formose et des Pescadores. Mais l'ambition japonaise n'est jamais satisfaite. Ayant pris pied sur la péninsule de Liaotoung après la guerre russo-japonaise de 1904-1905, le Japon pratique toujours une politique d'expansion aux dépens de la Chine. Cette politique est tantôt pacifique, prend une forme douce et séduisante : c'est l'expansion économique ; on multiplie alors dans les trois provinces de l'Est les entreprises de mines et de forêts, parfois sous le nom d'une Compagnie sino-japonaise, en tentant ainsi la mainmise sur toutes les branches de la production industrielle. Tantôt cette politique prend une forme menaçante, brutale et violente : c'est l'expansion politique ou territoriale. Le Japon impose alors, par la force, à la Chine, des accords inégaux, lui arrache des concessions, et lui extorque des promesses. Quand tous ces moyens ne lui permettent encore pas d'atteindre son but, il s'immisce dans la politique intérieure de la Chine, crée des troubles locaux et accorde des subventions aux fauteurs de guerres civiles (1). Mais le patriotisme chinois devient de plus en plus fort et de plus en plus général, et l'acheteur de consciences ne peut plus trouver un vendeur. Alors, il emploie le moyen le plus direct et le plus abominable : c'est l'invasion militaire, c'est la guerre, guerre sans déclaration, et pire que la guerre tout court. Depuis le 18 septembre 1931,

(1) V. Documents communiqués par l'assesseur chinois à la Commission d'étude de la Société des Nations, n° 12. Memorandum sur les complots et les intrigues du Japon contre l'unification de la Chine.

jusqu'au 20 mai 1933, le chiffre total des enfants de la Chine, soldats et civils, tués et blessés par l'ennemi, s'élève à 222.000, sans parler des dégâts matériels (1). Bien que l'armistice soit signé, la situation, vieille de quarante ans, ne change pas, et même empire. La Chine doit toujours veiller à ne pas se laisser prendre aux pièges qui lui sont tendus par un voisin méchant; dans ces conditions, comment une coopération sino-japonaise peut-elle venir résoudre l'affaire de la Mandchourie?

Certes, la Chine aime bien la paix, mais elle ne peut accepter qu'une paix digne de sa grandeur, et non une paix d'humiliation. Elle est encore faible, c'est entendu. Mais, en dépit de toutes les immixtions étrangères, elle marche sans cesse vers son unification et ses forces s'accroissent. Dans le siècle dernier, les Puissances imposaient à la Chine des traités inégaux, des institutions, des territoires à bail, des concessions et des juridictions exterritoriales, et un mouvement de démembrement menaçait son existence même. Ce qui eut pour conséquence de réveiller l'âme de la nation tout entière. La révolution de 1911 est le premier effort du peuple chinois pour se libérer, en transformant son vieil Empire en une République jeune et moderne; le mouvement nationaliste qui a pris naissance en 1925 est le deuxième effort, et il fut couronné de succès par la suppression du Gouvernement de Pékin, qui était une sorte d'agence du Japon, par l'établissement du Gouvernement national actuel à Nankin. Depuis lors, un mouvement de remembrement de la Chine se produit. Les territoires à bail de Kiao-Tcheou et de Wei-hai-Wei, ainsi que des concessions de Tien-Tsin et de la vallée du Yang-Tse-Kiang, sont restitués à la Chine. Son autonomie douanière est restaurée. On envisage la révision des traités inégaux. Tout marche vers un avenir meilleur. Mais le Japon ne veut point d'une Chine unifiée et forte, qui pourrait barrer la route à sa politique d'expansion sur le continent asiatique: il profite de la crise économique mondiale et de la grande inondation en Chine pour déclencher la première attaque sur Moukden. Puis, la guerre fait rage, et

(1) Chiffre cité dans un article de *The China Weekly Review*, June 10, 1933, p. 49.

on connaît le reste. Bien que la Mandchourie et le Jehol soient tombés aux mains des militaristes japonais, il est impossible aux Chinois de laisser à jamais 30 millions de leurs compatriotes périr sous la domination étrangère. Ces provinces du Nord-Est sont, pour la Chine, plus importantes encore que l'Alsace-Lorraine pour la France, tant au point de vue économique qu'au point de vue stratégique. C'est une question de vie ou de mort pour le peuple chinois. Si la Chine veut demeurer la Chine, elle ne peut pas oublier ses territoires dérobés, sous peine d'être anéantie.

Il est évident que la Chine n'est pas encore assez forte militairement pour tenir tête, seule, à un agresseur armé jusqu'aux dents. Mais elle lutte et luttera de toutes ses forces pour son intégrité territoriale. Déjà, dans sa résistance héroïque et victorieuse aux envahisseurs, à Shanghai, avec une armée mal équipée, en face de trois mille fusiliers marins, de trois divisions et d'une brigade mixte de l'armée japonaise, elle a montré au monde sa vaillance, son esprit de sacrifice et la valeur de ses forces défensives. Dans les récents combats au Nord de la Chine, la perte des officiers et soldats chinois, s'élevant à 30.000 à Shanhaikwan, à 70.000 au Jehol, et à 50.000 le long de la Grande-Muraille, montre bien que le peuple chinois, soutenu par un patriotisme ardent, ne veut pas reculer devant les envahisseurs. Et ce ne sont pas seulement les soldats au front qui donnent leur vie pour défendre la Patrie, toute la nation lutte derrière eux et avec eux. Les souscriptions de fonds pour la guerre, les dons d'aliments et de vêtements aux soldats dans les tranchées, les achats d'avions militaires pour la défense nationale, sont faits spontanément par le peuple pour le salut national. Le mouvement populaire de boycottage économique des marchandises japonaises est une représaille. Tout cela prouve que tous les cœurs chinois palpitent pour une cause commune. Cette jeune République manifeste sa volonté de vivre en paix dans la grande famille des nations. La Chine se réveille, menacée par la force croissante d'un voisin méchant; elle veut se sauver à tout prix et au moyen de toutes ses forces.

Devant cette hostilité perpétuelle qui sépare deux peuples orientaux, l'un faisant la guerre pour son expansion, l'autre ne luttant que pour son existence, que feront les Puissances

européennes et américaines? Elles ne pourront pas, en tout cas, prendre une attitude indifférente. De deux choses l'une : ou bien elles prendront parti pour le Japon, en le laissant libre d'agir et en lui donnant des appuis financiers ou matériels ; ou bien elles prendront des mesures énergiques et collectives pour exécuter les dernières décisions de la Société des Nations, en vue d'assurer le retour de la Mandchourie à la Chine, et de sauvegarder la paix d'Extrême-Orient, voire la paix mondiale. Dans le premier cas — pour lequel on devine une tendance — les Puissances qui soutiennent financièrement le Japon pourront trouver sans doute leur compte en touchant une part d'intérêts. Mais ce sont plutôt les banquiers et les financiers qui en profiteront, et non pas les épargnants ; ces derniers courent certainement le risque de tout perdre, comme dans l'affaire des dettes russes. Car l'annexion déguisée de la Mandchourie par le Japon, ainsi que l'expansion forcenée de l'Empire du Mikado sur le continent asiatique, a fatalement pour conséquence de précipiter une grande conflagration mondiale. L'expansion territoriale du Japon menace, non seulement l'existence de la Chine, mais encore les possessions asiatiques de toutes les autres Puissances. La « doctrine de Monroe asiatique » ne sera qu'un prétexte pour fermer ce continent aux Blancs. Et l'expansion économique du Japon nuira plus sérieusement encore aux intérêts de toutes les nations industrielles du monde. Aujourd'hui, malgré des barrières douanières très élevées, les marchandises japonaises envahissent non seulement les marchés des colonies européennes, en Afrique et en Asie, mais encore les marchés du cœur même de l'Europe. Demain, après la mainmise totale du Japon sur la Mandchourie, pour y exploiter exclusivement et intensivement la main-d'œuvre et les matières premières au meilleur marché, la concurrence deviendra plus terrible encore, et les autres Puissances courront certainement le risque d'être mises hors de combat, tout au moins dans l'arène économique.

Le problème du Pacifique comporte donc deux sortes de conflits internationaux inévitables : d'une part, le conflit entre le Japon et la Chine, d'autre part le conflit entre le Japon et les autres Puissances, conflits ayant tous deux pour point de départ l'affaire de la Mandchourie. Désormais, si cet état de choses ne change pas, la guerre sera toujours imminente.

Déjà, la course aux armements navals est reprise entre le Japon et les Etats-Unis d'Amérique, sans parler de la préparation intensive de la guerre par la Russie soviétique. Où vont-ils, ces Etats armés jusqu'aux dents ? Sur l'Océan Pacifique, l'horizon est plein d'orages. Tout est sombre et inquiétant.

L'affaire de la Mandchourie demeure donc le nœud du problème du Pacifique, dont dépend la paix mondiale. Comment résoudre la question, par la force ou par le droit ? Voilà l'énigme de demain, qui intéresse tout le monde. Pour essayer de la déchiffrer, il faut pénétrer dans l'obscurité du problème, dans le passé et dans le présent. La clef qui permettra de voir un peu plus clair dans le problème, c'est la doctrine de la porte ouverte.

Il n'est point exagéré de dire que l'on ne peut comprendre l'affaire d'Extrême-Orient sans saisir préalablement le sens exact de cette doctrine. Depuis la fin du dix-neuvième siècle, dans les relations diplomatiques et économiques entre la Chine et les autres Puissances, parmi tant de conflits de droit et d'intérêts, et malgré les modifications de la situation internationale, les avatars de paix et de guerre, cette doctrine demeure, aujourd'hui encore, le pivot du problème du Pacifique. Malheureusement, elle est assez mal connue. Comme elle porte un nom qui semble l'expliquer elle-même, on tâche rarement de la définir d'une façon claire. Ainsi, à la Conférence de Washington (1921-1922), durant la dix-neuvième séance de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, à propos des difficultés qui pourraient surgir dans l'interprétation de la doctrine de la porte ouverte, le Président, M. Hughes, ne s'exprima qu'en des termes vraiment simplistes : « La porte ouverte est un principe très important, dit-il, mais on doit se rappeler que c'est une porte ouverte, et non une porte fermée » (1). Parfois, diplomates et journalistes en détournent ou mutilent le sens, par arrière-pensée ou par ignorance. Chacun en parle comme il l'entend, sans que rien soit précisé juridiquement. Or, cette doctrine a pour base des accords internationaux, et elle comporte les deux principes suivants, qui

(1) Conférence de la Limitation des Armements, Washington, 12 nov. 1921-6 fév. 1922, p. 1233.

sont incorporés dans le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922 :

1° Le principe de l'égalité de chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ;

2° le principe du respect de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi que de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

Nous les expliquerons au cours de cette modeste étude, dans un esprit objectif, et nous tâcherons de montrer les relations qui existent entre ces principes et la question de la Mandchourie. Il n'est point dans notre intention de faire ici des discussions académiques ; ce que nous voulons entreprendre, c'est analyser les faits, dégager les principes et mettre la vérité sur le boisseau.

Dans la première partie, nous examinerons les données économiques et démographiques de la Mandchourie, en ce qui concerne la doctrine de la porte ouverte.

Dans la deuxième partie, nous exposerons les données politiques et juridiques de cette doctrine, en relatant son origine et son évolution et en indiquant sa base juridique.

Dans la troisième partie, nous étudierons les applications de cette doctrine à la Mandchourie, tant dans les circonstances passées que dans les circonstances présentes.

Et avant de conclure, nous ferons une confrontation de la doctrine de la porte ouverte avec les autres doctrines, telle que la « doctrine du droit à vivre », la doctrine de Monroe asiatique et la doctrine de Stimson qui sont en vogue dans la presse internationale. Après avoir ainsi parcouru les faits historiques et actuels, il serait probablement possible d'entrevoir une solution rationnelle au problème du Pacifique.

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES ÉCONOMIQUES
ET DÉMOGRAPHIQUES DE LA MANDCHOURIE

CHAPITRE I

LA TERRE DE LA MANDCHOURIE ET SES PRINCIPALES RICHESSES

I. — La terre : Vue d'ensemble.

La partie Nord-Est du territoire chinois, que les étrangers considèrent comme une unité géographique sous le vocable européenisé « Mandchourie », est divisée administrativement en trois provinces, à savoir, Heilung-Kiang, Kirin et Liao-Ning (Fengtien). Les Chinois les appellent « les Trois Provinces de l'Est », mais cela ne leur donne aucun sens d'une unité quelconque, qui soit distincte des autres provinces du Nord ou du Sud. En effet, ces trois provinces sont à tous points de vue, comme les autres, sous l'autorité centrale du Gouvernement chinois et dans le même régime administratif. Pour plusieurs raisons, elles ne constituent pas non plus une unité économique. Chacune d'elles est une province immense et a sa spécialité de richesses naturelles. D'où la diversité des activités humaines et la variété des relations économiques avec d'autres parties du monde.

Le manque d'unité économique a surtout pour cause la terre elle-même. En effet, la terre de ces trois provinces, tout d'abord, nous frappe par son immensité. Située entre le 38° 43' et le 53° 40' de latitude Nord et le 117° 50' et 135° 20' de longitude Est du méridien de Greenwich, elle a une superficie totale d'environ 1.035.568 kilomètres carrés, c'est-à-dire une superficie deux fois et demie plus grande que celle du Japon, et trois fois plus grande que celle de la Grande-Bretagne. Elle est donc trop vaste pour constituer une unité économique.

La mer, les cours d'eau et les chaînes de montagnes concourent encore à cloisonner cette vaste terre féconde en plusieurs régions économiques.

Au Sud, c'est la province de Liao-Ning arrosée par le fleuve Liao, celui-ci navigable sur 800 kilomètres, et bordée par la péninsule Liao-Toung entre le golfe de Pé-Tchili et la Mer Jaune. Sur le golfe, la côte qui, depuis la Grande Muraille de Shanhaikwan jusqu'au Mont Lao-Tek-Shan, a 495 milles marins de long, est en général basse, sablonneuse et parfois bordée d'étangs, sauf la partie de la baie de Lien-Shan qui est très profonde. Les ports principaux sont ici Hulutao, dont les travaux de construction ne sont pas encore achevés et Yin-Kéou, le centre des commerces intérieurs entre les Trois Provinces de l'Est et les autres parties de la Chine. Sur la Mer Jaune, à partir du Mont Lao-Tek-Shan jusqu'à l'embouchure du Yalou, la côte, qui a une longueur de 360 milles marins, est généralement rocheuse et s'indente de profondes baies souvent bordées d'îles. On trouve par là les ports les plus importants de cette province, à savoir Dairen, Port-Arthur et Antoung. Tous ces ports sont plus ou moins bien situés, non seulement au point terminus d'une voie ferrée, mais encore au point de départ d'une ligne de la navigation maritime ou fluviale. C'est par ces bases que les forces économiques étrangères s'appuient et pénètrent dans le pays tout entier. C'est par ces débouchés que l'on tire les richesses de l'intérieur et les expédie au dehors. La région littorale de la Mandchourie joue donc un double rôle très important dans les commerces intérieurs et extérieurs.

A part les ports dont Diaren est le plus important, on peut trouver dans la vallée de Liao, des villes déjà industrialisées. Sans doute, les ateliers familiaux des petites entreprises gardent partout encore leur position, mais peu à peu, la technique nouvelle de grande envergure gagne du terrain. En effet, les distilleries et brasseries de Liao-Yang, les huileries de Tchang-Tou, les fonderies d'An-Chan et de Pensihu, sont déjà sous le règne du machinisme. Et surtout Moukden, le chef-lieu de la province de Liao-Ning, est devenu le centre des industries diverses, avec ses quinze mille ouvriers dont une grande partie est déjà équipée d'outillages modernes.

La zone d'industrie est cependant encore peu de chose, si on la compare à celle d'agriculture ; car, dans la province du Liao-Ning, sur une population de 16 millions d'habitants, le chiffre des cultivateurs s'élève à 6 millions 675 mille, tandis que celui

des travailleurs n'atteint que 756 mille. La vallée de Liaō est donc avant tout, une région agricole.

Au Nord-Est de Liao-Ning, on trouve la province de Kirin, bornée à l'Est par le fleuve Oussouri et la province maritime de la Russie, et au Sud par la rivière Tumen et la Corée. C'est la vallée de la Soungari, qui, en grande partie, constitue cette province.

Arrosé par un fleuve long de 2.400 kilomètres et navigable de Kirin à Karbine sur 690 kilomètres, le pays est une plaine alluvionnaire, où se trouvent les terres à céréales et à pois soja. Voilà encore une région aussi agricole que celle de Liao-Ning. Mais regardons la chaîne des Monts Changpai, il n'y a rien que des forêts, que l'Empereur Kien Long a eu le plaisir d'appeler « l'Océan des arbres ». En effet, ce qui caractérise la province de Kirin, c'est sa richesse forestière, beaucoup plus considérable que celle de Liao-Ning.

Cependant, cette province est encore bien loin d'être industrialisée. Son seul grand centre de commerce et d'industrie est la ville de Karbin, située sur la rive droite de la Soungari et sur le nœud du réseau des chemins de fer. Son industrie du bois est infime. Ses huileries de pois soja et ses moulins à vapeur, s'adaptant à la technique moderne, sont sans doute très connus, mais les autres branches de production sont encore en retard.

De Karbin, en traversant la Soungari, nous trouvons la province de Heilung-Kiang. C'est la terre dite riche en or.

Encerclée au Nord et à l'Est par le fleuve du Dragon Noir (Amour) qui est la frontière naturelle sino-russe, et garnie par deux chaînes de montagnes boisées, le grand Khingan à l'Ouest et le petit Khingan à l'Est, cette province a pour cœur la vallée de la Nonni, où palpitent et coulent les flots humains vers les diverses régions de plaine ou de montagne.

Vers le Sud, c'est la région agricole. Les paysans chinois, marchant le long de la Nonni, ont transformé en champs dorés de blé ou de pois soja la vaste plaine, où ne se trouvaient, il y a à peine deux siècles, que des pêcheurs, des chasseurs et des pasteurs nomades. Vers le Nord, on s'approche des forêts vierges et des montagnes dont les rivières charrient des paillettes d'or dans les sables.

Le centre des affaires est la ville de Tsitsikhar, le chef-lieu de la province de Heilung-Kiang. La main-d'œuvre y est abondante, mais on manque de capitaux. Les industries sont encore en enfance, bien que depuis 30 ans, cette région soit desservie par le chemin de fer.

Voilà schématiquement le cadre des diverses régions économiques qui constituent les Trois Provinces de l'Est de la Chine. Pour mieux estimer la valeur de ces terres, il faut encore en envisager les principales richesses.

II. — Les richesses agricoles.

La production et le développement des richesses agricoles sont ici particulièrement favorisés par les trois facteurs combinés. Tout d'abord le facteur géologique — les terres arables sont en grande partie des terrains quaternaires. Au Nord, dans la vallée de Nonni, ce sont des terrains de transport formés par des limons enlevés aux montagnes, charriés par les eaux et déposés sur les plateaux secondaires. Au bassin de la Soungari, on trouve des couches de lès jaune d'origine éolienne, mélangées aux sols alluvionnaires. Au Sud, dans la vallée de Liao, sauf la terre de la Péninsule, formée en grande partie de terrains siliceux, le sol est d'origine sédimentaire. En général, les terres de ces trois vallées sont très fécondes et ce qui fait leur fertilité, c'est qu'il y a dans le sol une proportion d'humus convenable à la culture, et encore que les matières nutritives, telles que l'acide phosphorique et la potasse, y sont riches. Il n'est pas exagéré de dire que les terres de la Mandchourie sont parmi les meilleures du monde.

En second lieu, le facteur humain — depuis plus de quarante siècles, les paysans du Nord de la Chine qui, après une journée de voyage pour traverser le golfe de Pé-Tchili, pénétraient dans la vallée de Liao et le reste de la Mandchourie, apportaient avec eux leur technique de l'agriculture, leur outillage et les semences des « cinq précieuses céréales » (le blé, le riz, le soja, le kaoliang et le millet) dont les Chinois connaissent la culture depuis plus de cinq mille ans. Par leur labeur et leur tenacité, par la force de leur solide organisation

familiale, ils défrichent les terres et les mettent en valeur. Au fur et à mesure qu'ils marchent vers le Nord, les terrains des pasteurs nomades cèdent à la culture sédentaire. Depuis 1915, les Chinois ont introduit dans la Mandchourie du Nord la technique européenne d'agriculture. Parmi eux, M. Li-Yun-Sau, un entrepreneur bien connu de Changhaï, a établi à Han-Lo, la première ferme modèle dotée des tracteurs et de l'outillage moderne. Dès lors, les richesses agricoles se développent sans cesse, tant en quantité qu'en qualité.

Enfin le facteur climatique — le climat des Trois Provinces de l'Est est purement continental, très chaud en été, très froid en hiver, mais cela ne fait pas de mal à l'agriculture ; au contraire, il la favorise, car les grands froids d'une longue période hivernale empêchent la génération des insectes nuisibles ; si un printemps, parfois tardif, ne fait pousser que bien peu les plantes, par contre, la saison des pluies en été donne toujours à la végétation une impulsion formidable. Dans la vallée de Liao, le travail des champs dure sept mois (d'avril à octobre), tandis que dans la vallée de Nonni, il ne dure que cinq mois. Et cela suffit, grâce à l'abondance des chaleurs et à la régularité des précipitations estivales. La sécheresse de l'automne favorise encore le travail des récoltes, la manutention et la conservation des produits agricoles.

C'est essentiellement à ces trois facteurs combinés que l'agriculture des trois Provinces doit sa prospérité. Et jusqu'à présent, cette prospérité ne trouve pas encore sa limite dans l'étendue du territoire. D'après l'évaluation de l'*Annuaire de Nord-Est*, 1931 la totalité des terres cultivables en Mandchourie dépasse 27 millions d'hectares ; la superficie cultivée étant estimée à 13 millions d'hectares environ, il resterait plus de 14 millions à cultiver. C'est surtout dans la province de Heilung-Kiang que la plus grande partie des terres non cultivées se trouve. D'après l'enquête qu'a faite de 1925 à 1928 le Bureau économique du Chemin de fer de l'Est chinois, la proportion de la surface cultivée à la surface cultivable serait de plus de 30 % pour Liao-Ning, de 18 % pour Kirin et de 8 % seulement pour Heilung-Kiang. En 1931, le même bureau a estimé que les terres disponibles seraient les plus nombreuses dans la Mandchourie du Nord, notamment dans la région Tsitsihar

(5.500.000 hectares), dans celle du Bas Soungari (2.500.000 hectares), le long de la ligne de l'Est (2.200.000), et sur les bords de l'Ussuri (2.000.000).

La terre de la Mandchourie est si vaste et si féconde qu'on l'appelle le grenier de la Chine. Le peuple chinois de la vallée du Fleuve Jaune, éprouvé par les inondations et la famine, a besoin de ce grenier pour se nourrir. La prospérité agricole ne rencontrerait pas de crise, si l'on développait l'agriculture selon la nature des choses, c'est-à-dire pour nourrir les hommes et non pour gagner de l'argent. Malheureusement ce n'est pas dans ce but qu'on travaille en Mandchourie. Depuis que les capitalistes japonais ont pénétré dans ce pays, ils ont abusivement spéculé sur les produits agricoles. Cela entraîne l'agriculture à la crise actuelle (1), dont les paysans chinois supportent les conséquences néfastes.

Si la prospérité ne dure pas constamment en Mandchourie, les principales richesses agricoles gardent toujours néanmoins leur importance. Les énumérer, c'est calculer la valeur de ces trois provinces.

Le haricot soja. — Ce précieux produit du sol, que Sir Alexander Hosie, en 1899, appela « la Richesse de la Mandchourie » est aujourd'hui bien connu de tout le monde. En Chine, d'après le Chou-King, on en a connu la culture depuis l'époque de Hou-Tsi (vers deux mille deux cents ans avant J.-C.), qui était ministre de l'Agriculture sous l'Empereur Yao. Dans le plus vieux manuel botanique chinois, le *Pen Ts'ao Kin*, écrit, dit-on, par l'Empereur Shen-Nung vers 2838 avant J.-C. on trouve également des descriptions de cette plante. Il est incontestable qu'avant et pendant l'époque de Confucius, le haricot soja était déjà devenu une matière courante de l'alimentation, car dans les livres canoniques, on en avait parlé assez fréquemment.

Aujourd'hui, l'utilité du haricot soja est immense comme matière comestible, il est une des nourritures principales pour les habitants des Trois Provinces de l'Est, ainsi que pour ceux

(1) Sur la crise économique en Mandchourie, v. documents annexés au rapport de la Commission d'Etude. P. 121.

du reste de la Chine. En effet, un plat de haricot soja cuit est aux Chinois ce qu'est un plat de macaroni aux Italiens. On s'en sert encore pour fabriquer de la crème, du fromage et de la sauce qui sont indispensables à la table. Il faut savoir qu'en Chine, généralement, il n'y a pas de laitages, la crème et le fromage sont fabriqués avec le haricot soja. La vigueur et la ténacité des laboureurs chinois sont, en grande partie, dues à cet aliment national, riche en matières azotées et qui ne coûte pas cher.

L'huile du haricot soja, hors son utilité alimentaire, tient une place très importante dans l'industrie. Au Sud de la Chine, elle est indispensable pour composer la matière imperméable de la laque et de l'encre d'imprimerie. En Occident, elle est généralement employée pour la fabrication des savons, des margarines, des siccatifs, sans parler de son utilité de lubrifiant. Quant aux tourteaux de soja, ils sont aussi utiles à l'élevage qu'à l'agriculture, étant de bons aliments pour les bestiaux et d'excellents engrais pour les terres.

Les haricots soja ne sont pas uniformes, on en compte environ cinq cents variétés. En général, on les classifie d'après leur couleur, en trois catégories : le jaune, le vert et le noir. C'est le jaune qui est le plus important. En 1931, le total des fèves jaunes récoltées en Mandchourie a atteint 5.360.150 tonnes, celui des autres espèces seulement 369.600 tonnes.

Si l'on tient compte d'un chiffre moyen des productions de ces six dernières années, on peut estimer la production annuelle de toutes espèces de fèves en Mandchourie à six millions de tonnes, ce qui constitue 70 % de la production chinoise et 63 % de la production mondiale.

La plupart de ces produits sont à exporter, soit en fèves brutes, soit sous forme d'huile et de tourteaux. En 1931, l'exportation de fèves a atteint 2.370.402 tonnes, celle de l'huile 131.293 tonnes et celle des tourteaux 1.646.646 tonnes. Encore ne sont pas compris dans ces chiffres les fèves exportées par l'U. R. S. S. via Sibérie.

Quant aux terres produisant les haricots soja, y compris les fèves jaunes et autres espèces, elles se trouvent dans les trois vallées. En 1931, dans les régions de la vallée de Liao, y compris Taonan et Tchang-Tchoun, sur les surfaces cultivées

de 1.947.950 hectares, on a récolté 2.407.710 tonnes. Dans les régions des vallées de la Soungari et de la Nonni, sur les surfaces cultivées de 2.566.730 hectares, on a récolté 3.138 840 tonnes (1). Donc on peut conclure : c'est au centre et au Nord de la Mandchourie, c'est-à-dire dans les régions loin de l'influence japonaise, que cette branche de culture est la plus développée.

Le kaoliang (holeus sorghum). — Dans la Chine septentrionale, la culture du kaoliang est encore plus ancienne que celle du haricot soja. D'après le *Tché-Yen*, le kaoliang était le roi des céréales ; son utilité pour les paysans est immense. Il leur fournit du pain et du vin. Ses chaumes qui atteignent parfois quatre mètres, ne sont pas moins utiles que ses grains, puisqu'on les emploie comme matière de construction pour recouvrir les murs et les toits et pour faire les clôtures des maisons à la campagne. Dans les pays froids les paysans s'en servent comme matière combustible. Avant 1920, la production du kaoliang était toujours au premier rang. Ce n'est que par l'accroissement des demandes de haricots soja dans le marché international, que la production du kaoliang a cédé la place. Cependant le « Roi des céréales » n'est pas définitivement détrôné. Eprouvés par la crise mondiale, les producteurs de haricots soja, qui ne peuvent plus trouver de marché pour leurs stocks, sont forcés de changer de culture et ils ne tarderont pas à augmenter la production du kaoliang dont la demande par les autres provinces de la Chine est toujours croissante.

Sauf le Nord de la province de Heilung-Kiang où le climat est trop froid, les terres du reste des Trois Provinces de l'Est sont en général favorables à la culture du kaoliang. C'est dans la vallée du Liao, que cette culture occupe la plus vaste surface. En effet, dans la proportion des districts produisant les principales céréales, celle du kaoliang est de 30 %, tandis que celle du haricot soja n'est que de 25,7 %. Quant à la production, en 1931, sur 2.980.490 hectares de terre consacrée à la culture du kaoliang, la récolte totale est de 5.290 tonnes. La plupart des

(1) Chiffres fournis par le chemin de fer Sud Mandchourien. V. Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude 1932 P. 125 & 126.

produits sont consommés sur place ; mais comme le besoin de cette denrée a augmenté dans les provinces de la Vallée du Fleuve Jaune, on a constaté que plus de 60 % de l'exportation va à cette partie de la Chine.

Les autres céréales. — Les autres céréales principales sont le millet, le maïs, le blé et le riz. Sur une surface de cinq milliards d'hectares cultivés, en 1931, la production totale de ces quatre céréales est estimée à 6.500.000 tonnes, dont le millet compte environ un tiers. Leur utilité est, avant tout, de fournir des aliments aux habitants et des matières premières à la meunerie locale. Le millet, cependant, qui occupe proportionnellement la troisième place parmi les céréales récoltées, c'est-à-dire le haricot soja et le kaoliang, est surtout destiné à l'exportation. La Corée importe une grande quantité de ce produit, inférieur au riz comme nourriture, pour remplacer ce dernier qu'elle exporte au Japon, au détriment de son propre peuple.

La production annuelle de maïs est estimée à 1.700.000 tonnes dont les deux tiers sont produits dans la vallée de Liao, et le total des surfaces consacrées à cette culture est de 987.710 hectares. Il y a deux variétés de maïs, le jaune et le blanc. Sauf une partie consommée par les meuneries pour fabriquer de l'amidon, ces produits servent largement pour nourrir les habitants locaux ainsi que ceux du Nord de la Chine. Sur les marchés aux céréales de Tien-Tsin et de Chantoung, le maïs de la Mandchourie du Sud occupe toujours une place importante.

Si le maïs pousse surtout dans le Sud, au contraire, le blé est favorablement produit dans le Nord, notamment dans la vallée de Soungari, où l'on sème au mois de mars ou avril et récolte à l'automne. Ici les semences des provinces de Shantoung et de Tchili sont particulièrement appropriées au climat. Malgré un certain risque de la sécheresse de printemps qui gêne la germination, ou de la rouille qui détruit la récolte, la culture du blé ne cesse de faire son chemin. En effet, la superficie des terres à blé a augmenté durant ces dernières années (en 1926, la surface cultivée est de 8.947 kilomètres carrés et en 1929 elle est de 12.830 kilomètres carrés). Le total de production, en 1931, est estimé à 1.384.120 tonnes.

Quant à la culture du riz, on a souvent exagéré l'importance

du rôle que jouent les paysans coréens dans cette branche d'agriculture. Il est vrai que dans certaines régions de Furshun, d'Antung et de Poin-Chek ils sont très nombreux. Mais les Chinois qui ne sont pas moins nombreux qu'eux ont commencé la riziculture beaucoup plus tôt qu'eux. Longtemps avant la migration en masse des Coréens, qui date de 1900, les Chinois ont pratiqué cette branche de culture dans le Sud de la province de Liao-Ning. Et depuis quelques années, ils ont profité des travaux d'irrigation, construits par le Gouvernement chinois, pour développer leur culture surtout au Sud de Moukden. En 1931, sur la surface cultivée de 200 millions d'hectares, le total de riz récolté pour les trois provinces est de 317.620 tonnes.

Après avoir examiné les diverses céréales, il faut que nous sachions leur quantité globale. D'après les chiffres fournis par le Chemin de fer de l'Est chinois, le total des céréales (y compris toutes espèces de fèves, kaoliang, millet, maïs, blé, riz et céréales diverses) produites en 1931 serait de 21 millions 232 mille tonnes.

Les chiffres donnés par le Chemin de fer Sud Mandchourien sont plus bas, le total des céréales récoltées en 1931 serait de 18.483.840 tonnes. Si l'on en soustrait le total de la consommation locale (pour la semence, la nourriture des hommes et celle du bétail) qui est estimé à 12.758.450 tonnes, l'excédent des céréales serait de 5.725.390 tonnes.

Voilà des chiffres bien éloquents pour montrer la force de production alimentaire dans les Trois Provinces.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore une quantité de richesses agricoles qui fournissent de bonnes matières premières aux industries.

Le coton et la soie. — Les matières premières utiles pour l'industrie textile, à part le lin, le chanvre et le jute, sont le coton et la soie. La culture du coton fut introduite dans la vallée du Liao au septième siècle quand l'armée chinoise de l'Empereur Tang dut se concentrer dans cette contrée pour faire la conquête de la Corée. Aujourd'hui le développement de cette culture est beaucoup plus considérable, mais il se borne encore aux deux provinces, le Kirin et le Liao-Ning, où le climat est assez favorable.

Durant l'été la chaleur est suffisante pour la végétation ; l'automne venu, le froid ne gêne pas la récolte, s'il s'agit du coton chinois qui met 100 à 130 jours à s'ouvrir, et dont la récolte peut se faire au début du mois d'octobre. Mais s'il s'agit du coton américain, qui met 150 jours à s'ouvrir, il sera détruit par le froid de l'automne avant la récolte. En 1929, on a estimé les terres à coton dans les deux provinces à 33.423 hectares. La production annuelle atteint à peine 15.000 balles. L'avenir de cette culture est évidemment limité par les conditions climatiques.

La soie tussor produite par les vers à soie qui se nourrissent des feuilles du chêne, est une matière importante à exporter. Elle est appréciée pour sa qualité solide et résistante. Aussi considère-t-on qu'elle est la meilleure matière pour fabriquer les ailes d'avion. C'est par ses provinces de Liao-Ning et de Shantoung que la Chine fournit au monde entier ce produit merveilleux. Dans les deux premières provinces, en 1929, la production a été estimée à 25 millions de yens. La valeur d'exportation de tussor est de 9.096.000 haikwan taels. Si l'on ajoute au précédent la valeur des cocons, des déchets et du tissu de soie tussor exportés, le total d'exportation s'élève à 11.566.220 haikwan taels.

Les bestiaux. — Pour les paysans chinois, l'élevage n'est qu'une dépendance de l'agriculture. Les bestiaux sont indispensables pour les travaux des champs et les transports des produits de la terre. Leur litière fournit aux fermiers un engrais excellent. Leurs bouches qui consomment beaucoup peuvent encore dans une certaine mesure atténuer la perte due à la surproduction agricole.

D'après les chiffres de l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, on peut compter dans les Trois Provinces trois millions de chevaux, un million de mulets, un demi-million d'ânes, un million soixante mille bovins, deux millions et demi d'ovins et sept millions de porcs, en tout quinze millions soixante mille têtes d'animaux domestiques.

L'élevage a donné à l'exportation des matières premières assez importantes ; telles sont les peaux de bêtes, les soies de porc et la laine ; la valeur totale de ces trois articles exportés en 1929 dépasse 8 millions 600.000 haikwan taels.

III. — Les richesses forestières.

Les richesses forestières en Mandchourie ne sont pas moins importantes que les richesses agricoles, puisqu'à elles seules, elles couvrent plus d'un tiers de la superficie entière. L'immensité des forêts n'a pas pour cause seulement la fécondité de la terre, mais encore l'interdiction séculaire au peuple d'y pénétrer. Les premiers Empereurs de la dynastie mandchoue avaient considéré les forêts de la province de Kirin comme des domaines sacrés, réservés à la chasse de la famille impériale, et inaccessibles à tout sujet de l'Empire, car c'est dans ces forêts que leurs aïeux avaient vécu — pour ne pas troubler les esprits qui errent encore là-bas, il faut, pensaient les Empereurs, fidèles au culte des ancêtres, protéger les bois contre tout défrichement. — C'est pourquoi les forêts vierges restèrent presque intactes pendant plus de deux siècles.

Aujourd'hui la province de Kirin voit ses forêts diminuer chaque jour. Une centaine de sociétés de bois leur font assaut ; leur exploitation est intensive, mais on est encore loin d'épuiser cet « Océan d'arbres » qui couvre plus de la moitié de la superficie de cette province.

Quant à la Mandchourie du Nord, la province de Heilung-Kiang garde dans les Monts du Khingan et du petit Khingan la plus grande partie des forêts de la Chine ; sauf les terres à cultiver et les régions que dessert la ligne du Chemin de Fer de l'Est, de la station de Manchouli à celle de Karbin, et où les exploitations de bois sont poussées très activement, le reste de la superficie de cette immense province est encore partout couvert de forêts.

L'ensemble des richesses forestières en Mandchourie se distribue dans les diverses régions comme suit :

Régions	Superficie en km. carrés	Bois sur pied en mètres cubes
Rive droite du Yalou et vallée du		
Hun-Kiang	9.728	102.604.000
Vallée de la Soungari	14.249	247.499.000
Vallée du Tumen	8 256	119.044.000
Vallée de la Hurka	6.297	119.200.000
Vallée du Labin	6.285	85.089.000
District de l'Est Chinois	26.291	254.369.000
Monts du Grand Khingan	153.853	1 585.740.000
Petit Khingan	99.174	991.088 000
District de Sang-Shing	52.492	740.570.000
TOTAL	376.625	4.245.200 000

La production annuelle de bois de charpente est estimée à 937.000 mètres cubes au minimum et à 1.520.000 mètres cubes au maximum. La répartition se fait dans les diverses régions comme suit :

Régions	Bois de charpente en mètres cubes
Yalou	370.000 à 600.000
Kirin	140.000 à 300.000
Chienta et Hunchun	57.000 à 140.000
Mandchourie du Nord	370.000 à 480.000
	937.000 à 1.520.000

Quant à la qualité des bois, elle diffère selon le genre des arbres, dont on compte plus de 300 espèces. Dans les forêts de Kirin, ce sont les cèdres, les chênes, les bouleaux, les châtaigniers, les frênes et les érables qui sont les plus répandus. Dans les monts du Grand Khingan, on remarque la prédominance des conifères, surtout des mélèzes.

IV. — Les richesses minières.

Les réserves de mines dans les Trois Provinces de l'Est ne sont pas toutes bien connues, surtout celles de la Province de Heilung-Kiang. Mais d'après les chiffres fournis par l'*Annuaire* de Man Mon 1932 sur la production minière, en tonnes métriques, on peut déjà apprécier la variété et l'abondance des richesses du sous-sol :

Produits	1929	1930
Houille	9.893.574	10.040.652
Anthracite	388.307	485.321
Schistes bitumeux		981.004
Huile minérale		47.814
Magnésite	31.681	29.016
Argile réfractaire	68.651	53.664
Stéatite :	40.000	25.726
Dolomite	103.000	116.925
Chaux	629.503	988.489
Silice	19.624	20.000
Minéral de fer	985.671	832.228
Fer sulfureux	5.057	3.028
Plomb	1.450	
Cuivre	750	840
Or	525	1.477 (en liang) (1)

Parmi les mines des produits mentionnés ci-dessus, il suffit d'indiquer les plus importantes, c'est-à-dire la houille, les schistes bitumeux, le fer et l'or.

Houille. — Les estimations de géologues sur les réserves de charbon en Mandchourie sont loin d'être d'accord. D'après l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, il y en a 1.583 millions de tonnes dans la province de Liao-Ning, 1.017 millions de tonnes dans la province de Kirin et 325 millions de tonnes dans la province de Heilung-Kiang, en tout 2.925 millions de tonnes. Les chiffres donnés par le service de statistique du Chemin de fer du Sud Mandchourien sont plus bas ; selon lui les réserves du charbon dans les Trois Provinces seraient de 2.352 millions de tonnes dont 60 % dans la province de Liao-Ning, 18 % dans la province de Kirin et 22 % dans la province de Heilung-Kiang.

Selon les estimations du *Geological Survey of China*, les réserves de l'ensemble des Trois Provinces de l'Est seraient de près de 4 milliards de tonnes dont 45 % dans la province de Liao-Ning, 29 % dans la province de Kirin et 26 % dans la province de Heilung-Kiang. Voici les chiffres par milliers de tonnes :

(1) Un liang = 37 grammes.

Provinces	Anthracite	Charbon bitumeux	Lignite	TOTAL
Heilung-Kiang.	6.000	618.360	407.000	1.031.360
Kirin.	2.000	968.000	155.000	1.143.000
Liao-Ning	169.667	1.609.901	15.000	1.794.568
TOTAL				3.968.928

La quantité des réserves est donc énorme, mais quelle est la qualité? Voici les résultats d'analyse chimique :

Gisements	Eau	Substances volatiles	Charbon fixe	Cendres	Soufre	Puissance calorifique
Chalainor	38,00	29,02	27,22	5,76	0,50	4874
Hokang	4,70	34,55	55,60	8,40	0,35	7900
Muleng.	3,10	23,12	52,08	16,40	0,60	6600
Mishan.	1,27	24,57	67,44	6,79	»	8000
Omu	7,68	28,68	47,73	15,91	»	6386
Kangyao	11,78	56,01	21,15	11,06	0,47	5445
Laotoukou.	10,22	27,58	50,07	12,13	0,40	»
Sian.	10,25	33,81	51,50	4,44	»	6956
Fuhsien	0,65	8,97	81,46	8,92	»	7805
Fuhsien	6,73	39,34	48,15	5,25	»	6780
Penhsihu	0,68	23,95	64,07	11,20	»	7508
Yentai	1,15	12,00	71,20	15,65	»	7198
Pataohao	9,83	34,33	48,22	7,62	0,12	7151
Tienschifukou.	1,01	10,49	66,95	21,55	0,42	7409
Shansungkang	0,93	22,03	73,64	3,40	0,74	8390
Shakustun.	3,29	32,75	53,41	10,29	0,59	7040

Ainsi on peut voir que la qualité du charbon est très variable selon la localité. L'importance de production est, aussi, inégale dans les divers gisements. A ce point de vue, ce sont les mines de Fushun qui tiennent le premier rang, car, en 1931, le total de production étant de 9.421.000 tonnes, elles ont fourni à elles seules 7.200.000 tonnes. Le deuxième rang est aux mines de Penhsihu qui ont produit près de 600.000 tonnes.

Schistes bitumeux. — Le manque de pétrole en Mandchourie est compensé par l'abondance des schistes bitumeux. Il en existe d'importants gisements dans les Trois Provinces. Actuellement ceux de Fushun seulement sont en exploitation.

Les schistes bitumeux couvrent les principales couches de la mine de charbon de Fushun par une épaisseur de 70 à 120 mètres,

cela permet d'en faire l'exploitation en même temps que celle du charbon dans des conditions favorables.

Cette exploitation ne date que de 1929. On a estimé la production annuelle à 55.000 tonnes d'huile brute, 40.000 tonnes d'huile lourde, 14.000 tonnes de paraffine brute.

D'après les services du Chemin de fer du Sud Mandchourien les dépôts de schistes bitumeux à Fushun s'élèvent à 5.400 millions de tonnes, pouvant fournir plus de 200 millions de tonnes d'huile.

Fer. — Les mines de fer sont surtout situées dans la province de Liao-Ning, où l'on trouve à Anshan, à Kungechangling et à Miaoerkou des gisements très importants. Sur le bord Nord-Est du fleuve Yalou, le long du chemin de fer de Moukden-Antoung et dans le territoire à bail de Kwantoung, il y a également des mines de fer. Dans la province de Kirin, on n'a découvert que des gisements de minerai pauvre; tandis que dans la province de Heilung-Kiang, les réserves de fer sont encore mal connues.

La qualité des minerais de fer est variable selon les gisements. En général, ils sont des hématites et des magnétiques, d'assez faible teneur en fer et de haute teneur en silice. Les minerais riches contiennent 68% à 70% de fer, tandis que les minerais pauvres ne contiennent que 34 à 40 % de fer. Et ces derniers sont plus considérables que les premiers.

La production de minerai de fer en 1930 serait de 883.497 tonnes (1). Presque tout proviendrait des mines d'Anshan de Penhsihu, qui ont fourni la même année 832.227 tonnes dont 523.893 tonnes de minerai pauvre et 308.334 tonnes de minerai riche (2).

Quant aux réserves, d'après l'évaluation du service d'études géologiques de Chine, juin 1932, elles atteindraient 1.457.000 tonnes de minerai pauvre pour la province de Kirin et, 11.107.500 tonnes de minerai riche et 776.310.000 tonnes de minerai pauvre pour la province de Liao-Ning; en tout 788.874.500 tonnes. Selon l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, qui

(1) Chiffres fournis par le service d'études du chemin de fer Sud Mandchourien.

(2) Chiffres fournis par le service d'études géologiques de Chine, juin 1932.

donne un chiffre plus élevé l'ensemble des réserves du minéral serait de 816.420.000 tonnes, pouvant fournir 279.207.000 tonnes de fer.

Or. — La Mandchourie est célèbre depuis des siècles pour sa production des sables aurifères. C'est surtout dans la vallée du fleuve Amour qu'on les trouve. De la région Nord-Ouest d'Aigun et de celle en amont du fleuve Nonni, les exploitations, malgré l'emploi de la technique médiocre, ont obtenu de bons résultats. D'après l'évaluation de la *Revue Chinese Eastern Railway Economic Monthly*, mars 1931, la production annuelle de l'or dans la province de Heilungkiang serait de 5.600 kilogr. à 8.200 kilogr. La réserve globale d'or, selon l'estimation d'un russe, M. Arnold, serait de 3.500.000 kilogrammes. Quant à la province de Kirin et de Liao-Ning, on a également trouvé des sables aurifères, surtout sur la rive droite du fleuve Soungari et en amont du fleuve Yalou, mais la quantité des réserves est encore mal connue.

Voilà sommairement la description de la terre des Trois Provinces de l'Est et le tableau de ses richesses principales. Cette partie du territoire chinois est si vaste et si féconde qu'elle est depuis 1894, devenue l'objet de la convoitise des Puissances voisines. Cependant chacune de ces dernières, qui cherchait à la conquérir pour accaparer ses richesses, a rencontré dans l'ordre international un obstacle bien sérieux qu'est la doctrine de la porte ouverte. La politique d'expansion d'une Puissance impérialiste a presque toujours pour but, la mainmise exclusive sur la terre qu'elle convoite, tandis que la fameuse doctrine lui oppose le principe de « l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie de toutes les Nations ».

CHAPITRE II

LA POPULATION DE LA MANDCHOURIE

Après la nature, c'est l'homme qui compte. Après l'exposé précédent sur la Terre des Trois Provinces et ses principales richesses, examinons donc le facteur de travail, le moteur des développements économiques, c'est-à-dire la population.

Il est impossible de comprendre la Mandchourie, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, si l'on ne tient pas compte des facteurs humains. Devant ce berceau de conflits internationaux, qui ont l'apparence compliquée, « De quoi s'agit-il ? demande-t-on. A qui la Mandchourie ? Ou bien, qui a travaillé pour le développement économique en Mandchourie ? Voilà autant de questions posées auxquelles on ne pourrait trouver de réponse exacte que sous la lumière des études démographiques.

Pour résoudre un problème, quelque compliqué qu'il soit, il vaut toujours mieux commencer par chercher des données simples. Dans les affaires de Mandchourie, c'est surtout les données démographiques qui importent. Comment peut-on pénétrer les ténèbres des conflits économiques entre les nationaux et les étrangers, si l'on néglige le peuple qui vit, depuis des siècles sur cette terre et de cette terre ? Et pour faire voir qui a le droit souverain de ce pays, ne faut-il pas encore de ce côté chercher la preuve ?

Nous étudions donc au point de vue économique l'état actuel de la population en Mandchourie, mais pour comprendre mieux le présent et éclairer le droit souverain de la Chine sur cette terre, nous commençons par examiner les faits historiques, car l'état actuel de la population n'est que le résultat total des mouvements de peuples du passé — passé millénaire et lointain sur lequel seules les études historiques peuvent jeter un peu de lumière.

I. — L'évolution des peuples en Mandchourie.

Le manque de l'unité économique des Trois Provinces de l'Est ne les empêche pas d'avoir une homogénéité du peuple chinois. Cette homogénéité, qui est une force attachant la Mandchourie à la Chine, a une longue histoire. Ce n'est pas à la date de 1644, que ces Trois Provinces ont fait partie de la Chine et que les Chinois ont commencé à y pénétrer, tel que certains auteurs le prétendent ; c'est plusieurs siècles avant. Il est vrai que la dynastie Mandchoue fut fondée en 1644 et que l'Empire chinois fut unifié. Mais avant cet événement historique, la Chine avait pendant bien des siècles, établi son droit de souveraineté sur cette partie de territoire, où le peuple chinois avait rempli sa tâche de civiliser les peuplades primitives qui se trouvaient dans les régions de la province de Kirin et de Heilung-Kiang. C'est par la civilisation et non par les armes que les Chinois les avaient conquis. Au fil des siècles, parmi les diverses tribus toungouses, qui s'alliaient fréquemment, par mariage, aux Tartares mongols, les flots de Chinois se répandaient, refluaient, inondaient et finissaient par tout absorber.

1^o PÉRIODE PRÉHISTORIQUE. — D'après des études récentes anthropométriques, les Toungouses sont physiquement assez similaires aux Chinois de la vallée du fleuve Jaune. Certains anthropologistes soutiennent qu'à l'époque préhistorique, les Toungouses que l'on trouvait en Mandchourie, auraient été des indigènes chinois de la vallée du fleuve Jaune, dans la Chine du Nord ; ils devaient émigrer plus tard vers le Nord-Est (1).

Cette thèse qui nous montre la première émigration chinoise vers la Mandchourie et la parenté des peuples chinois et toungouse, est largement confirmée par les faits archéologiques. Le savant J. G. Anderson, qui a étudié les objets exhumés d'une caverne à Sha Kuo T'un près de Fengtien (Moukden), a constaté, en 1923, que ce sont des débris qui se marquent

(1) V. *Paelontologia sinica*. Série D. Vol. I, fasc. 1 et 3.

nettement des traces de la civilisation de l'âge aénéolithique, et qui sont strictement similaires à ce qu'il a trouvé dans les fouilles de Yang Shao Ts'un au Nord-Ouest de la province de Honan, dans la vallée du fleuve Jaune. « Le dépôt de la caverne de Fengtien et l'emplacement de Honan, conclut-il, sont non seulement approximativement contemporains, mais aussi du même groupe de la culture ethnologique que je donne le nom de The Yang Shao Culture ».

Le Professeur Davidson Black a fait à son tour des études approfondies sur les débris squelettiques découverts dans les deux emplacements. D'après lui, à l'âge aénéolithique, les habitants des deux localités étaient essentiellement homogènes. « Il est donc difficile, écrit-il, d'éviter la conclusion que les peuples de Sha Kuo T'un et de Yang Shao Ts'un se conformaient à un type essentiellement similaire à ce que représentent les Chinois du Nord d'aujourd'hui ».

Dans un autre emplacement de la Mandchourie du Sud, on a également trouvé des poteries et des squelettes humains de l'âge néolithique qui portent le nom de l'homme P'i-Tzu-Wo. Sur cette trouvaille, le savant professeur japonais Kenji Kiyono et ses associés, après avoir fait des études minutieuses, ont émis cette conclusion suivante : « Par les faits mis ensemble, on peut soutenir que l'homme P'i Tzu Wo était sous bien des rapports aussi différents du Chinois moderne que du Coréen moderne, tout en étant très similaire aux hommes Sha-Kuo-Tun et Yang Shao Ts'un. Cependant, si nous prenons en considération les relations de la structure du corps entre l'homme P'i Tzu Wo et toutes les races humaines modernes, nous avons le droit de dire que l'homme P'i Tzu Wo est dans ses caractéristiques physiques le plus similaire à la race chinoise moderne et qu'il est bien probable que cet homme à l'âge de pierre de P'i Tzu Wo était un des ancêtres des Chinois modernes » (1).

Grâce aux études anthropométriques et aux récentes découvertes archéologiques, nous nous permettons de constater que le peuple chinois s'installait dans la Mandchourie méridionale depuis l'époque préhistorique et que les peuplades toungouses

(1) *Archæologia Orientalis*, Vol. I, P'i-Tzu-Wo.

qui jouaient certains rôles importants dans l'histoire chinoise n'étaient que les descendants éloignés des plus anciens émigrants chinois, qui, vers l'âge aénéolithique ou néolithique, étaient sortis de la Vallée du fleuve Jaune pour aller à la Vallée du Liao, soit à cause des inondations, soit à cause d'autres calamités locales.

2° PÉRIODE ANCIENNE (depuis l'antiquité jusqu'à 1368). — Cette période se caractérise par une longue lutte du peuple chinois, qui, parmi les tribus toungouses, établissait à plusieurs reprises la souveraineté de l'Empire chinois sur une grande partie de la Mandchourie. Tout en s'appuyant sur leur civilisation supérieure, les Chinois ne pouvaient pas encore aller jusqu'à absorber toutes les tribus indigènes. Cependant l'expansion de la culture chinoise en Mandchourie ne cessait d'augmenter malgré les changements de dynastie et de familles régnantes. D'après le *Chou-King*, les plus anciennes annales chinoises, la terre de la vallée du fleuve Liao était divisée administrativement en deux provinces : l'une située à l'Est du fleuve Liao s'appelait Tching Tchéou, l'autre à l'Ouest s'appelait You Tchéou. Sous l'Empereur Yao (2261 ans avant J.-C.) le chancelier Ta Yu ayant classifié la qualité des terres de l'Empire et les répartitions de l'impôt foncier en neuf catégories, Tching Tchéou était la troisième comme qualité de terre et la quatrième comme classe de l'impôt ; You Tchéou avait ses terres au cinquième rang, mais payait l'impôt de première classe, grâce à une culture extensive (1). Ainsi donc, selon les annales authentiques chinoises, il y a plus de quatre mille ans que le peuple chinois cultive les terres de la Mandchourie méridionale qui faisait alors partie intégrante de l'Empire chinois.

C'est en 1134 avant J.-C. que le prince Chi Tzu, lorsque son frère le roi Tchou fut détrôné par le roi Wou de la dynastie Tchéou, s'enfuit avec ses cinq mille hommes en Corée ; il y fonda la Chosen (ou Ch'aosien) Etat vassal de l'Empire chinois. Ses héritiers furent fidèles à la dynastie Tchéou pendant des siècles. Son tombeau se trouve encore aujourd'hui à Steijo,

(1) V. *Hou Wei, Yu Kong Tchoui Tchi* (en Chinois), 1705.

grande ville de la Corée septentrionale. Par ce fait on peut voir qu'à cette époque le peuple chinois s'établit non seulement dans la Mandchourie du Sud, mais encore dans la Corée même.

La Mandchourie septentrionale était alors peuplée par les Sushèns, les plus anciens aïeux probables des futurs Toungouses. Ils étaient connus surtout par leur art de la fabrication des flèches armées d'une pointe en pierre, que leur chef envoyait fréquemment à la cour des rois de la dynastie Tchéou comme des tributs.

A la fin de la dynastie Tchéou, quatre siècles avant J.-C. après avoir annexé une partie du territoire de la Corée, l'Etat Yèn de l'Empire chinois a mis la Mandchourie septentrionale, qui portait alors le nom de province de Liao TOUNG, sous le même système administratif que celui de la Chine du Nord-Est.

Cent ans après, l'Empereur T'sin Shih Hwangti avait réorganisé la Mandchourie du Sud, la Corée d'Ouest et le Jéhol en quatre provinces. L'Empereur Wu (140-88 avant J.-C.), le Jules César chinois de la dynastie Han poussait encore plus loin, jusqu'à mettre sous son sceptre une grande partie de la Corée, divisée administrativement par lui en deux provinces. Et de la Mandchourie du Sud, il élargit son Empire au Nord jusqu'à la vallée de Soungari qu'il organisa également en deux provinces : la Hsüent'u et la Chenfan que couvrent les provinces actuelles de Kirin et de Liao-Ning.

Ainsi pendant quatre cents ans, une grande partie de la Mandchourie, sous le régime administratif de province, faisait partie intégrante de l'Empire chinois. Sous la dynastie Han, l'influence de la culture chinoise sur les tribus toungouses était si grande, qu'ils appelaient les Chinois « Hanjens (les hommes de Han) et imitaient leurs mœurs. Faisant comme les Hanjens, les Toungouses se mettaient en deuil pendant trois ans après le décès de leurs parents et pratiquaient le culte des ancêtres. Aussi devaient-ils, au moins dans la Mandchourie du Sud, parler la langue chinoise, car d'après Tang-Yen, un traité sur les dialectes, écrit par Yan-Hong, au début de l'ère chrétienne les peuples de la Corée septentrionale parlaient la même langue chinoise que ceux de l'Etat Yèn (actuellement les provinces de Tchili, du Jéhol et de Liao-Ning).

Il faut remarquer que sous l'Empire chinois de Han, dans la Mandchourie du Nord parmi les Toungouses, le Fuyü, un peuple agricole de la plaine de la vallée de Soungari, était sous la protection de l'autorité chinoise à l'abri des agressions des barbares occidentaux et que le peuple sushèn, qui portait alors le nom de Yilou, occupait la contrée Nord-Est de Kirin était dans un état encore plus primitif. L'Empereur de la dynastie Han chargeait un Haut Commissaire de les contrôler.

A partir du milieu du quatrième siècle jusqu'à l'an 667, la Mandchourie était dans un état de confusion. L'Empire chinois qui alors fut divisé en deux, ne gardait que la suzeraineté nominale sur cette partie de territoire, où les peuplades Siempi et Kaokouli se révoltaient l'une après l'autre pour constituer un Etat autonome.

Quand l'Empire chinois fut unifié sous la dynastie T'ang, la Mandchourie et la Corée toute entière étaient rentrées à la Chine. Pendant 89 ans (668 à 758) elles furent sous l'administration chinoise comme les autres provinces.

Puis les tribus khitans se soulevaient dans la Mongolie orientale et menaçaient les provinces chinoises. Ta Chuyung, un sous-officier de l'armée chinoise et originaire de la tribu Moho quitta son poste et rentra dans sa tribu pour organiser la défense. Alors le Gouvernement de l'Empire T'ang le nomma maréchal de cavalerie à la Garde gauche, prince de Pohai et Gouverneur de la province Hukhan. C'est lui qui unifia Fuyu, Sushèn et les autres tribus toungouses pour constituer la Principauté de Pohai. Son système d'administration fut copié de l'Empire T'ang auquel il payait des tributs et envoyait des étudiants pour apprendre la culture chinoise (1).

De la fin de la dynastie T'ang jusqu'au début de la dynastie Ming, il y eut une période de 458 ans pendant laquelle la Mandchourie était gouvernée par des chefs des peuples non chinois qui, tantôt reconnaissaient la souveraineté chinoise, tantôt s'en révoltaient. Depuis l'an 927, après la conquête de la Principauté de Pohai, les Khitans constituaient l'Etat Lao

(1) V. Liou Yin : *Histoire de T'ang*, chapitre 219. Ouvrage chinois écrit vers la première moitié du dixième siècle de l'ère chrétienne.

qui dura deux siècles. Puis les peuplades Nü-Chens, les descendants des tribus mohos, après avoir conquis l'Etat Liao, établit en 1125 l'Etat Chin, qui était à son tour renversé en 1215 par les Mongols. Les Empereurs mongols faisaient alors comme les Empereurs des dynasties Han et T'ang, en organisant la Mandchourie dans le même système administratif que celui des autres provinces de l'Empire chinois. Si pendant ces 458 ans, ce n'était pas le Chinois qui gouvernait la Mandchourie, ce n'est pas vrai de dire que la Mandchourie n'était pas chinoise, car les Chinois y étaient très nombreux et les peuples régnants, les tribus toungouses étaient depuis la dynastie Han jusqu'à la dynastie T'ang, des sujets de l'Empire chinois. Ils n'étaient pas des étrangers ni au point de vue politique, ni au point de vue de la culture. D'ailleurs à cette époque, le mariage entre divers peuples était tout à fait libre, la distinction des races ne se manifestait dans aucun domaine. Sous le drapeau ainsi que dans le Gouvernement, les Chinois et les peuples régnants faisaient le service militaire et remplissaient les hautes fonctions publiques sur le même pied d'égalité (1).

3^e PÉRIODE MODERNE (depuis 1368 jusqu'à 1808). — Cette période se caractérise par le rétablissement de la souveraineté de l'Empire chinois sur toute la Mandchourie et par l'avancement d'assimilation des tribus toungouses au peuple chinois. On verra comment se soulevait le peuple mandchou et comment il était absorbé par les Chinois.

C'est en 1368, après le renversement de la dynastie mongole que l'Empire des Ming fut fondé par les Chinois. Le premier Empereur Hungwu restaurait vers 1371-12 la Mandchourie méridionale. Son fils Yunlo continuait son œuvre et achevait la conquête dans la Mandchourie septentrionale et une partie de la Sibérie (2). Dès lors la Mandchourie toute entière fut réintégrée dans l'Empire chinois.

Le système administratif de la Mandchourie, sous l'Empire

(1) V. Li. chi, *Mandchuria in History*, 1932, p. 27-30.

(2) D'après le *Ta Ming Che lou* (recueil de l'histoire des Ming), en 1409, l'Empereur établit le « Toussu de Nurgan » (gouverneur de Nurgan), dans la région près de l'embouchure de l'Amour avec une armée de 95.000 hommes pour garder les frontières.

Ming, était dominé par les dispositions militaires. On établit deux « Toussus » gouverneurs qui possédaient les pouvoirs civils et militaires. Le « Toussus » de Murgan était le gouverneur de la Mandchourie septentrionale et le Toussus de Liao-Toung était le gouverneur de la Mandchourie méridionale. Sous les deux gouverneurs on divisait administrativement le territoire en deux tchéou (départements) 23 oueis (villes de garnisons), 184 oueis indigènes (garnison organisée par des indigènes) et un grand nombre de « seoh » (postes militaires) (1).

A cette époque, la population de la Mandchourie méridionale était purement chinoise. Le développement de la navigation chinoise avait certainement beaucoup contribué au mouvement de population de la province de Shantoung vers la Péninsule de Liao-Toung, car avec le vent favorable au voilier, on pouvait terminer le voyage en 24 heures.

En Mandchourie septentrionale, dans la Vallée du Mutanchiang ou Hurka, les peuplades de Nuchêns, postérité des Suhêns et des Mohos se divisaient en trois groupes ; les Yên-yen nuchên, les Haisi nuchên, et les Chientchéou nuchên. Tous ces Toungouses plus ou moins sinisés étaient alors devenus les sujets de l'Empire Ming, encadrés dans l'organisation des « oueis indigènes » dont les fonctions administratives étaient confiées au chef indigène de leur tribu. La charge pouvait être héréditaire, mais une autorisation spéciale de l'Empereur chinois à cet effet était nécessaire.

C'était dans un des « oueis indigènes » parmi les tribus de Tchientchéou Nuchêns à l'Est du Mont Changpai (actuellement le district de Touen Hwa de la province de Kirin) que les ancêtres des Empereurs de la dynastie mandchoue avaient servi pendant plusieurs générations la dynastie Ming comme d'humbles fonctionnaires portant le titre de « Toutu » (ou commandant). En 1412, l'aïeul de la famille impériale mandchoue, qui s'appelait Munko Timur, était pour la première fois désigné par l'Empereur chinois Yunlo comme « Toutu » du ouei gauche du Tchientchéou. Son petit-fils Man-Fo héritait de son titre et de son poste en 1432. Deux générations

(1) V. Tian Tchîn Tchi, *Li Tai Yen Ko Piao* (Tables de géographie historique divisions administratives), 1814.

plus tard, le commandant Nurhachi se distinguait comme le vrai fondateur de la dynastie mandchoue.

Nurhachi fut, pendant une période de sa jeunesse, élevé par le général chinois Li Cheng Liang et plus tard, il servit dans l'armée chinoise comme garde personnel du général. A 24 ans, il vengea la mort de son père et de son grand-père tués par une tribu voisine. Il n'avait alors à sa disposition que cinq cents hommes et treize armures léguées par ses parents. Comme il était bon soldat, l'Empereur chinois lui accorda en 1583 le titre honorable de « Général de Dragon Tigre » en plus de la fonction héréditaire de « Toutu d'oueï gauche de Tchienchéou » Nurhachi témoignait sa fidélité à l'Empereur chinois en allant plusieurs fois à Pékin lui rendre hommage, en lui payant des tributs chaque année au mois d'octobre, du miel, des fourrures et des « jensens » (racines d'une plante, appréciées comme médicament tonique). Pendant une période de 20 ans il se montra un serviteur loyal de l'Empire Ming. Ce n'est qu'à partir de 1606 qu'il suspendit le paiement des tributs. Dix ans plus tard il se révolta ostensiblement en déclarant l'autonomie de sa tribu mandchoue dans la province de Kirin.

D'où vient ce nom « Mandchou » ? Originellement c'est le nom du premier saint bouddhiste qui signifie le « bonheur splendide ». Par révérence, des bouddhistes tibétains adressaient chaque année, à Nurhachi des vœux religieux en l'appelant « le mandchou Khan », ce qui veut dire « le Prince du bonheur splendide » ; comme ce vocable plaisait à tout le monde, il ne tarda pas à passer du titre de chef de la tribu à la tribu elle-même. C'est pourquoi dans *l'Etude sur l'origine des Mandchous*, livre composé sous les auspices de l'Empereur Kieng long, on a écrit que « Mandchou » est le nom de la tribu et non le nom du pays.

La tribu mandchoue, au temps du père de Nurhachi, n'était qu'une agglomération de cinq familles établies dans la région de Ningouta. A partir de l'an 1601, Nurhachi militarisait toutes les tribus nuchéns sous son commandement. Et en 1615, il établit le fameux système de « bannière ».

L'essentiel de ce système est de soumettre tous les habitants d'une région à une administration militaire et civile. Au point de vue militaire, les hommes de chaque bannière étaient divisés

en cinq Kou-shan, chaque Kou shan en cinq Tche lai, chaque Tche lai en cinq Gneo lok et chaque Gneo lok était composé de 300 soldats. Mais ce n'est pas tout ; il ne faut pas compter seulement les effectifs sous une bannière, mais encore leur famille, car d'après la loi militaire de Nurhachi, à l'âge de 16 ans, tout jeune homme était assigné à l'armée, mais un seulement sur trois membres d'une famille devait partir pour faire la guerre. Le reste n'était que des suppléants qui étaient soumis également à la loi militaire et à diverses corvées. Au point de vue administratif chaque unité de « bannière » dans une région était placée sous les ordres d'un gouverneur général et deux vice-gouverneurs, qui possédaient non seulement des pouvoirs militaires, mais encore le pouvoir judiciaire dans la circonscription territoriale de la bannière. En plus, il y avait deux autres vice-gouverneurs qui dirigeaient l'armée en expédition et s'occupaient des affaires civiles du territoire occupé.

Grâce à ce système de « bannière », l'assimilation des peuples chinois et mandchous fonctionnait à merveille. La population des tribus mandchoues étant peu nombreuse, en vue d'augmenter les effectifs de son armée, Nurhachi s'efforçait par tous les moyens de ranger sous ses « bannières » les Chinois de la Mandchourie méridionale. Au début, il les embauchait comme mercenaires, et les payait fort bien pour faire venir encore les autres. En temps de paix, les Chinois et les Mandchous cultivaient la terre ensemble ; en temps de guerre, ils étaient mobilisés sous une même bannière.

A partir de 1618, Nurhachi déclenchait la guerre contre l'armée impériale. Après avoir pris les villes de Fushun et de Tieliang, son armée marchait vers le Sud, et occupait Moukden en 1621. Là où Nurhachi avait pris une ville, il organisait la population chinoise sous le système de « bannière ». Si la ville était exposée à une reprise par l'armée impériale, il la faisait évacuer et forçait la population chinoise à aller s'établir au milieu des Mandchous. Les prisonniers de guerre étaient tous bien accueillis ; aux généraux chinois en captivité, on faisait honneur par un nouveau grade et un mariage avec une princesse mandchoue. Ainsi Nurhachi mariait sa nièce au général Li Yon Fanet, ordonnait aux seigneurs mandchous de marier leurs filles aux officiers chinois. Quant aux soldats chinois prisonniers

on leur faisait épouser les filles du peuple mandchou et on les rangeait sous une bannière.

La politique d'assimilation pratiquée par Nurhachi fut continuée par son fils Abkai qui poussa la guerre jusqu'à la Grande Muraille. En 1632, après l'occupation de Tai-Ling-Ho, région de Kingtchéou, Abkai fit transporter un grand nombre de prisonniers chinois dans la région de Moukden et donna des ordres à son Commissaire du peuple : « Distribuez les Chinois de Tai-Ling-Ho sous nos bannières : sous chaque colonel, 50 hommes, sous chaque capitaine 15 hommes et sous chaque lieutenant 10 hommes, donnez-leur à tous un foyer à Moukden et recrutez dans notre pays des milliers de jeunes femmes destinées à les épouser. Le reste des Chinois sera patronné par nos seigneurs, donnez 4 ou 5 Chinois à chaque seigneur qui est chargé de les marier et de les bien nourrir ». En 1634, Abkai donnait encore une instruction aux officiers chinois : « A tous les Chinois ainsi qu'aux Mongols qui sont venus sous nos bannières dit-il, j'accorde une femme, un foyer, des domestiques, des terres et des bestiaux » (1).

Théoriquement cette politique consistant à englober tant de Chinois dans le milieu mandchou aurait dû avoir pour conséquence l'assimilation des Chinois aux Mandchous. Or ce fut le contraire qui se produisit : les Chinois, s'appuyant sur une civilisation supérieure, devenaient un bloc intact. Ils étaient d'ailleurs beaucoup plus nombreux que les premiers, même sous les bannières mandchoues. Les bannières jadis seulement au nombre de quatre, étaient passées rapidement à huit, et puis on établit encore, à part, des bannières chinoises « sous le nom de Han chun ». La cause de ces réformes avait sans doute pour but d'adapter l'organisation militaire à l'accroissement des effectifs chinois.

Il faut remarquer qu'à l'apogée du système des bannières, les Chinois et les Mandchous sous l'appellation commune de « Chi-jen » (hommes de bannières), ne se distinguaient plus les uns des autres. Ils se mariaient entre eux. Ils touchaient les mêmes

(1) *Hoang Tchuo Kai Koe Fang Lio* (chinois), T. 15, p. 13 et T. 18, p. 2.

subsides ; ils constituaient une classe militaire et privilégiée à eux, en face de la population civile chinoise. En Chine, on ne parle d'ailleurs jamais de Mandchous, mais de « Chi-jen » ; ces deux termes ne s'identifient point. Depuis les Chi-jen, qui se composaient de Chinois, Mongols et Mandchous, mélangeaient leur sang entre eux, les vrais Mandchous avaient pour ainsi dire vécu.

Ainsi en 1644, l'avènement du trône de l'Empire chinois du petit-fils de Nurhachi ne peut pas, en réalité, être interprété tel que beaucoup d'écrivains le prétendent comme une conquête de la Chine par un peuple étranger, mais simplement une succession de dynasties ; l'Empire chinois restait le même que sous la dynastie Ming, sans changements de territoire. Il n'y a pas de conquête étrangère, puisque en fait c'était un général chinois qui allait inviter l'armée mandchoue à venir à Pékin au secours de l'Empereur Ming, assiégé par des rebelles. Ensuite, l'armée mandchoue, « les hommes de bannières » étant en grande partie chinoise, les Mandchous sinisés eux-mêmes étant des sujets chinois sous la dynastie Ming et le pays, la vallée de Soungari, faisant depuis longtemps partie intégrante du territoire chinois, dans ces conditions il ne s'agit évidemment pas de la conquête d'un peuple étranger, mais simplement d'une guerre civile qui amenait un changement de famille régnante dans le même Empire. De cette vérité historique, un auteur américain Owen Lattimore a ainsi timidement interprété : « Ce n'est pas de trop de dire que la dernière conquête de la Chine par les Mandchous était plutôt un triomphe d'une plus forte fraction régionale dans une guerre civile de la Chine colossale qu'une invasion extérieure » (1).

D'ailleurs le changement de dynastie en 1644 a contribué beaucoup à l'assimilation des deux peuples tant en Mandchourie que dans les autres provinces de la Chine.

Au début du règne de l'Empereur mandchou en Chine, on a estimé le chiffre des nouveaux venus à Pékin à 2.000 membres du clan mandchou et 80.000 « hommes de bannière » (2). Leurs familles devaient plus tard les rejoindre pour vivre

(1) Owen Lattimore, *Mandchuria, Cradle of conflict*, 1932, p. 46.

(2) Adachi Kinaosuke, *Mandchuria, a survey*, 1925, p. 38-40.

plus heureuse dans la capitale chinoise. Puis comme les révoltes chinoises se multipliaient partout, l'Empereur mobilisait tous les « Chi-jens » en réserve pour aller dominer la Chine méridionale, la Mandchourie était ainsi désertée. La dépopulation devenait tellement aiguë, que depuis 1653, l'Empereur Shun Chih était obligé de prendre des mesures pour recruter des Chinois du Nord pour aller cultiver la Vallée du Liao. On accordait pour cent colons chinois 20 bœufs ainsi que des semences, des terres gratuites et la nourriture mensuelle et on nommait sous-préfet tout Chinois qui avait recruté cent cultivateurs et les avait établis. Ces mesures ne prirent fin qu'en 1683 (1).

La Mandchourie après cette période de 15 ans de colonisation officielle par les Chinois, voyait encore se diriger chaque année vers elle des milliers de criminels politiques chinois, déportés dans les régions de la Vallée de l'Amour et dans les régions du Ningouta, surtout pendant le règne de l'Empereur Kiun-Shih (1662-1721). D'après les constatations d'un écrivain mandchou Sei-Tching, la population de Heilung-Kiang, à l'époque de son temps (1810) était composée surtout des déportés chinois et des « hommes de bannière. Sous les bannières parmi les Mongols et les Mandchous, des « Han Chuns » (militaires chinois) originaires de la province de Shantoung. En dehors des bannières, tous étaient Chinois : les forçats, les déportés et les descendants des criminels politiques et des généraux révoltés. On les enrôlait pour travailler comme gardes du fleuve, serviteurs des postes ou cultivateurs serfs dans les domaines publics. Selon la loi, tout déporté, s'il avait été mis en liberté par la grâce de l'Empereur, et s'il ne voulait pas rentrer dans son pays natal, pouvait s'enrôler comme cultivateur libre dans les domaines publics, ou bien, il pouvait s'inscrire au statut des « Min-jens » (civil chinois) dans la région de Bétonna (actuellement le district de Fou-Yu de la province de Kirin) ; sinon il était expulsé comme un « fao-min » (vagabond). « Or, à présent, écrit l'écrivain mandchou, il y a de nombreux fao-min et commerçants chinois qui s'établissent dans la ville de Tsitsikar malgré la loi. »

(1) Sei-Tching, *Heilung-Kiang Wei Ki* (en chinois), 1810. Livre III, p. 3 et suiv.

Ainsi donc, depuis 1644, il y avait dans l'Empire chinois deux grands courants de peuples qui se déplaçaient en sens inverse : les uns, les hommes de bannière venant de la Mandchourie vers la Chine méridionale et les autres, les Chinois, non seulement de la province de Shantoung et de Tchili, mais encore des provinces méridionales, encouragés ou forcés à partir pour la Mandchourie du Nord jusque dans la vallée de l'Amour. A la longue, l'assimilation des Mandchous par les Chinois, selon la nature des choses, était devenue de plus en plus complète. Cependant il est exact que l'Empereur Kien-Lung (1736-1794) n'aimait pas beaucoup ce phénomène, il imposa une certaine restriction au mouvement de population, mais seulement vers le Nord-Est. D'après son édit de 1776 (1), il était interdit de rentrer dans la région de Kirin, et non pas, dans la Mandchourie entière. Pour quel motif prenait-il cette mesure contre les vagabonds seulement dans la région de Kirin et non ailleurs ? C'est parce que dans cette région, il existait certaines forêts, réservées aux hommes de bannières pour leur monopole, celui de recueillir la précieuse plante médicale « jensen » et pour l'usage des chasses et l'entraînement militaire. Si on laissait entrer les vagabonds, les intérêts des « hommes de bannières » seraient lésés. Malgré cela il est pourtant évident qu'en dehors des forêts réservées, les Chinois non vagabonds étaient légalement libres de coloniser toutes les terres mandchoues.

L'édit de 1776 tombait d'ailleurs bientôt en lettre morte. Les Chinois des provinces du Shantoung et du Tchili poussés par les souffrances de la famine se réfugiaient à la Péninsule du Liao-Toung, défrichaient des forêts de Kirin et pénétraient jusque dans la Mandchourie septentrionale. Dans la région de Kirin, au berceau même de la dynastie mandchoue, en 1783, il y avait déjà 142.220 Chinois.

Dans les six villes de Heilung-Kiang, le total des habitants en 1808 était de 136.228 âmes dont les « hommes de bannières » (y compris les Han-Chun chinois) ne formaient que 10.300 (2). Ainsi, au début du 19^e siècle, les Chinois constituaient déjà la majorité de la population de la Mandchourie septentrionale.

(1) Tchén-Tchun, *Ki-lin-Thong-Tchi* (en chinois), 1891. Livre I, p. 34.

(2) Sein-Tching, *Heilung-Kiang Wei Ki* (en chinois), 1891. Livre I, p. 4.

4° PÉRIODE CONTEMPORAINE (depuis 1808 jusqu'à nos jours). — Cette période longue d'un siècle et quart se caractérise par l'abolition de toutes les restrictions légales au mouvement de la population en Mandchourie et par l'assimilation totale du peuple mandchou au peuple chinois.

Au début du 19^e siècle ou même avant, la loi qui interdit aux « vagabonds chinois » d'entrer dans les forêts réservées de Kirin était pratiquement tombée en désuétude, car les seigneurs de bannières eux-mêmes étaient intéressés dans les louages de terres aux colons chinois, qu'ils introduisaient d'ailleurs et établissaient, malgré la loi, auprès d'eux. Ces faits devenaient tellement fréquents pendant le règne de l'Empereur Tao Kwang (1821-1850) que le général Fou-Tchun, gouverneur de Kirin, non seulement ne tenait plus compte des anciennes restrictions, mais encore allait plus loin, jusqu'au recrutement officiel des Chinois, en 1824, pour la colonisation de la région de Fou-Yu (1).

Dès lors, au lieu de la restriction, la politique d'encouragement avait été définitivement adoptée par les Empereurs.

Le gouverneur de Kirin, le général Min-An, avait obtenu en 1878 l'autorisation impériale de désaffecter toutes les forêts réservées aux « hommes de bannières » et de les accorder aux colons chinois pour défricher. En 1880, l'Empereur Kwang-Hsu promulgua encore un édit pour encourager le mouvement de population vers le Nord-Est. Voici les principales dispositions :

« 1° La terre arable sera vendue au prix de quatre « chuan » pour chaque « mou », mais la quantité de terre qu'une seule personne est en droit d'acheter n'excèdera pas 1.000 mou (un mou égale 6.144 ares). Ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter, mais qui désirent cultiver la terre payeront une taxe de 600 sapèques pour chaque 100 mou de terre.

« 2° Les terres publiques incultes seront données au peuple pour être défrichées et cultivées. Ceux qui cultiveront ces terres seront exemptés du paiement de l'impôt foncier pendant les cinq premières années, après quoi, ils seront tenus de payer un impôt de 660 sapèques pour chaque 100 mou de terre. Après un certain nombre d'années déterminé suivant l'étendue plus

(1) Tchun Tchun, *Ki-Lin-Thong Tchi* (en chinois), 1891, Livre 31, p. 62.

ou moins grande de la terre défrichée, la terre deviendra la propriété privée du cultivateur.

« 3^e Ceux qui désirent émigrer dans les régions *limitrophes de l'Oussuri* méridional, où le climat est extrêmement rigoureux et où la terre est pauvre, seront exempts non seulement de l'impôt foncier, mais auront le droit d'obtenir des autorités un subside individuel de 32 taels chacun » (1).

Il importe de remarquer que l'édit de 1880 n'était point une des causes de l'assimilation de deux peuples, mais simplement un des effets, car déjà en 1884-1886 l'abbé Hue avait constaté pendant son voyage en Mandchourie l'homogénéité des habitants chinois. « Il serait vain, écrit-il, pour n'importe quelle personne de rechercher aujourd'hui en Mandchourie, une seule ville, un seul village qui ne soit pas entièrement composé de Chinois. Vous pouvez maintenant traverser la Mandchourie jusqu'au fleuve Amour sans vous rendre compte que vous n'êtes pas en voyage dans une province de la Chine » (2).

L'assimilation était donc déjà une chose faite, il était inutile de réserver encore les forêts de Kirin à l'ancienne classe militaire privilégiée qui ne rendait plus de services à l'Empire et qui était pour ainsi dire, immergée totalement dans l'immense masse de la population chinoise. L'Empereur mandchou ne cherchait alors qu'à mettre en œuvre, par les bras des paysans chinois, les terres non utilisées ou abandonnées par les descendants des « hommes de bannières ». C'est le sens de l'édit de 1880 qui couronnait simplement une assimilation déjà accomplie.

Depuis la fin du dernier siècle, les Chinois, d'ailleurs, n'ont cessé de peupler les Trois Provinces. Après le commencement des travaux du Chemin de fer de l'Est chinois, en 1897, beaucoup d'ouvriers venaient de la Vallée du fleuve Jaune pour y chercher du travail. Leur nombre aurait été beaucoup augmenté en 1900 par les « troubles des Boxers ». Puis la guerre russo-japonaise de 1904-1905 avait surtout double effet : d'un côté,

(1) Cité dans le document N° 17, présenté par l'assesseur chinois à la Commission d'Etude, Peiping, 26 juin 1932, p. 13.

(2) Abbé Hue, *Travels in Tartary, Thibet and China* (1844-1845), V. I, p. 108.

de déplacer les habitants chinois de la Péninsule de Liao-Toung à la Mandchourie septentrionale, et d'un autre côté, d'alarmer le Gouvernement chinois du danger éventuel de perdre les Trois Provinces s'il ne prenait pas des mesures pour renforcer la population par une colonisation intérieure. Ainsi, pendant la seule année 1908, on distribuait 6.300.000 mou de terre aux colons chinois venant des provinces de Shantoung et du Tchili.

Quatre ans après, la dynastie mandchoue tomba, la République chinoise proclama l'égalité et l'union de ses peuples. Les frontières de l'Empire chinois restèrent les mêmes ainsi que l'administration des provinces, seulement les exodes massifs des paysans du Shantoung, du Honan et du Hopei ont beaucoup accru la population des Trois Provinces de l'Est. Voici un tableau (1) qui montre le phénomène :

Année	Arrivées colons	Départs colons	Colons demeurés
1923	433.689	240.565	193.124
1924	482.470	200.045	282.435
1925	532.770	237.746	295.024
1926	607.352	323.694	283.658
1927	1.178.254	341.959	936.295
1928	938.472	394.247	544.225
1929	1.046.291	621.897	424.394
1930	748.213	512.793	255.420

Quelles sont les causes ? Ce sont : la famine, les inondations et avant tout, la surpopulation des provinces en question qui poussent les misérables paysans vers le Nord-Est. Depuis le 18 septembre 1931, le mouvement de population a été suspendu, mais il fut tel que le total des habitants chinois des Trois Provinces était estimé en 1931 à 30 millions.

Aujourd'hui, les Trois Provinces sont occupées par l'armée japonaise et portent le nom de « Mandchoukouo », nom trompeur, derrière lequel il n'y a pas une population mandchoue, pas même une minorité qui soit de sang pur mandchou, même chez Pou-Yi, l'Empereur déchu et le soi-disant régent du Mandchoukouo, qui ne sait pas le mandchou et dont le chinois est la langue maternelle. Son sang même est au reste partiellement

(1) Chiffres publiés par la Compagnie du Chemin de fer Sud Mandchourien.

chinois, puisque parmi ses ancêtres, il y a au moins trois empereurs, Kangsi, Chiaching et Taokuang, nés d'une mère qui avait les liens du sang chinois (1). Voilà des faits assez méconnus du public européen.

Mais pour les observateurs impartiaux, la vérité est claire comme le jour. Ainsi le comte Sforza qui a fait plusieurs voyages dans les Trois Provinces a constaté la disparition des Mandchous et de leur langue. « Dans la Mandchourie d'aujourd'hui, écrit-il, en 1931, plus aucune trace du vieux langage mandchou : seulement au Peling — où près de vieux temples délabrés sont les tombeaux des ancêtres de la dynastie Ching — les inscriptions funéraires sont en caractères mandchous. Personne ne sait plus les lire, seul un vieux savant italien, qui demeure là en haine de l'Europe, me les traduit ; aucun autre en Mandchourie n'aurait pu le faire. » (2)

Récemment, la Commission d'Etude a constaté le même phénomène. Seulement, elle a eu tort de ne pas dire toute la vérité. « Les Mandchous ont été presque entièrement assimilés par les Chinois, est-il écrit dans son rapport, toutefois il existe encore à Kirin et à Heilung-Kiang de petites colonies de Mandchous, sans importance politique et, quoique bilingues, ils sont nettement restés des Mandchous ». Ce qui est inexact dans le rapport, c'est de considérer comme des Mandchous les « Chi-jen » (hommes de bannières). Il est vrai que l'on peut trouver encore des descendants des « Chi-jen » en petites colonies à Kirin et à Heilung-Kiang, car trois siècles avant, les « chi-jen » étaient composés non seulement de Mandchous, mais encore en grande partie de Chinois (3). Par leur mariage et leur vie de communauté, les deux races ne se distinguent plus guère. Aujourd'hui dans le langage courant des Trois Provinces, le nom de « mandchou » n'existe même pas. Ce qui reste encore, c'est le seul vocable « Chi-jen » qui ne conserve qu'un vague souvenir de la vie commune des hommes de bannières chinois-mandchous dans le passé, et pas du tout celui de la distinction de deux races. Ce fait est si vrai que dans

(1) V. Li Chi, *Mandchuria in history*, à Summary, Peiping, 1932, p. 38.

(2) Comte Sforza, *Chine et Japon en Mandchourie* (Revue de Paris 1^{re} décembre 1931).

(3) Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 120.

les soi-disant « petites colonies mandchoues » la conscience de race ne se manifeste pas. A cet égard, la Commission d'Etude, cette fois a bien raison de faire cette constatation : « ils se sont si bien assimilés aux Chinois que bien qu'on ait fait des efforts pour recruter des Mandchous pour l'administration et stimuler la conscience de la race mandchoue, l'appui que le nouveau Gouvernement peut se procurer de ce côté n'est pas suffisant pour lui donner le moindre titre à représenter le peuple ».

Quoiqu'il en soit, le peuple mandchou ethnologiquement n'existe plus. C'est la « race qui a fini sa destinée et disparaît, écrit Roger Lévy, faute d'avoir su ou daigné s'armer pour les luttes économiques de ce temps ». (1) Voilà devant nous, la Mandchourie sans Mandchous. Mais comment se compose la population actuelle des Trois Provinces ? Nous l'étudierons dans la section suivante.

II. — L'état actuel de la population en Mandchourie.

La population actuelle des Trois Provinces de l'Est se compose essentiellement de Chinois. Sur l'ensemble de 30 millions d'habitants en 1930, la proportion des Chinois (2) serait près de 97 %. Rien que de ce chiffre, la Mandchourie est chinoise. Au *point de vue économique*, on a constaté que parmi ces Chinois, il y aurait près de 16 millions d'hommes actifs, dont 70,5 % de paysans, 12,8 % d'ouvriers, 9,7 % de commerçants, 5,7 % de professions libérales et 1,3 % de militaires et gendarmes (3). Ce sont donc les paysans chinois qui dominent, par leur labeur, l'économie des Trois Provinces.

1. — La Mandchourie n'a-t-elle pas souvent été appelée la terre du haricot soja ? Et le développement économique de ce pays ne dépend-il pas étroitement de la production de cette principale richesse ? Or, qui la produit ? « Aucun agriculteur japonais ne cultive cette légumineuse dans les Trois Pro-

(1) Roger Lévy, *A qui la Mandchourie* 1932, p. 140.

(2) *The Manchuria Year Book*, 1931, p. 7.

(3) Chiffres établis par l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, p. 178.

vinces, constata Etienne Dennery en 1930, et ce ne sont pas les intermédiaires nippons qui l'amènent dans les grands marchés de Tchangtchouen ou de Karbin ». Ce sont simplement les Chinois. Et dans tout le domaine agricole, les producteurs sont le même peuple. « Le nombre des fermiers japonais est infime dans les territoires concédés à bail du Kouang Toung lui-même, pour mille fermiers chinois, il n'y avait pas, en 1926, un fermier japonais. Et pourtant dans l'ultimatum envoyé à la Chine en 1915, les Nippons avaient spécifié, comme l'une de leurs 21 demandes, le droit d'obtenir pour les colons des concessions de terres dans les Trois Provinces » (1).

Certes, la force productive des paysans chinois domine l'économie du pays, mais ils ont leur faiblesse, c'est que beaucoup d'entre eux sont illettrés. D'après les statistiques de l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, la proportion du nombre des illettrés sur la population totale s'élève à 70 %. Cependant malgré leur ignorance, ils savent lutter pour améliorer leur vie. Ils se sont organisés en syndicats agricoles pour étudier leurs intérêts et les défendre. D'ailleurs ils puisent leur force de lutte et de résistance surtout de leur organisation qui, au fond, n'est pas autre chose qu'une coopérative de production agricole renforcée par des liens de parenté. Chaque famille paysanne groupe parfois une dizaine ou une vingtaine de membres actifs qui s'entraident dans le travail.

C'est encore par cette force que les paysans ont silencieusement résisté à la mainmise économique et politique des étrangers sur cette partie du territoire chinois. Parlant de la politique d'expansion du Japon en Mandchourie, le comte Sforza a bien constaté que « peu à peu, les illusions commencèrent à faiblir parmi les Japonais à l'esprit plus critique. Pourquoi? Simplement parce que la force de résistance passive et anonyme des masses chinoises en apparence non organisées avait eu raison des savants desseins des politiciens et des industriels japonais ».

A cet égard, la Commission d'Etude a également constaté le même phénomène. Pour voir quelle est l'attitude des fermiers

(1) Etienne Dennery, *Foules d'Asie*, 1931 p. 101.

envers le Mandchoukouo, le nouveau régime créé et maintenu par la force japonaise, la Commission a fait parler des témoins qui ont expliqué de la façon suivante pourquoi la population agricole est hostile au Mandchoukouo (quelques-unes des lettres émanant de cette catégorie d'habitants confirment d'ailleurs cette explication) : « les fermiers ont de bonnes raisons de croire que ce nouveau régime entraînera une augmentation de l'immigration des Coréens et peut-être des Japonais. Depuis l'établissement du « Mandchoukouo », les Chinois assurent que les Coréens ont souvent cessé de payer leur fermage, qu'ils ont saisi des terres appartenant aux Chinois et que les Japonais ont obligé les Chinois à vendre leurs terres à un prix défavorable... Venant s'ajouter à une défiance congénitale vis-à-vis des Japonais, conclut la Commission d'Etude, ces raisons matérielles ont amené plusieurs témoins à nous dire que les fermiers chinois — qui constituent la très grande majorité de la population de la Mandchourie — souffrent du nouveau régime, ne l'aiment pas et adoptent à son endroit une attitude d'hostilité passive » (1).

En fait, l'hostilité des fermiers chinois envers le nouveau régime n'est pas que passive. Elle se manifeste parfois sous forme de révoltes armées. A la suite des misères de l'invasion depuis septembre 1931, il y a partout des soulèvements de paysans qui se dressent contre leur ennemi pour protéger leur foyer et leur terre. L'armée japonaise bombarde souvent leurs villages par avions militaires et les massacre sous le nom de « bandits ». Ces bandits « mandchous » que l'on a rendus fameux dans la presse européenne, ne sont en réalité que de braves paysans chinois patriotes. Ils résistent toujours aux forces envahissantes. « Le Japon peut, en Chine, conquérir des territoires, dit Léon Archimbaud, un des meilleurs connaisseurs avertis des affaires d'Extrême Orientales en France, il lui sera, en revanche, impossible d'assimiler les hommes, de faire abstraction de cette solide paysannerie chinoise, ferme comme un roc ».

(1) Léon Archimbaud, *La Chine en face de l'Etranger* (Revue du Pacifique, 15 mai 1933).

2. — Passons au domaine industriel, les ouvriers chinois ne sont pas moins hostiles au « Mandchoukouo » que les paysans. Cette hostilité est assez importante, si l'on tient compte de leur nombre imposant. D'après l'*Annuaire du Nord-Est* 1931, dans toutes les Trois Provinces, il y aurait près de 2 millions de travailleurs, y compris les journaliers, les coolies et les domestiques. D'après l'*Annuaire de Mandchourie et Mongolie* 1932, dans le territoire à bail de Kwantoung, la zone du chemin de fer et les villes où il y a le Consulat japonais, bref dans la Mandchourie du Sud, où il y a 678 usines et exploitations minières, on a constaté qu'il y avait 84.908 ouvriers qualifiés, dont 77.519 Chinois, 6.633 Japonais et 756 Coréens. Les ouvriers chinois dépassent donc 91 % et les ouvriers japonais ne constituent que 7,8 %. Parmi les travailleurs, en dehors d'usine, tels que les maçons, les constructeurs, les porteurs, les manœuvres et les dockers, qui sont au nombre de 111.584, on y compte 108.328 Chinois, 2.138 Coréens et 882 Japonais seulement. En tout, dans un total de près de 200.000 travailleurs en Mandchourie du Sud, la proportion des Chinois dépasse 94,6 %. Ainsi donc, c'est la force de travail des ouvriers chinois qui est le principal facteur des développements économiques de cette contrée.

Pourtant, sous l'exploitation intensive des capitalistes japonais et le manque de protection efficace d'une législation industrielle, la vie des ouvriers chinois dans le territoire à bail du Kwantung ainsi que dans la zone du Chemin de fer du Sud Mandchourien est loin d'être supportable. En 1930, il y avait 35 cas de grève pour une durée de 114 jours. Les causes principales de ces grèves étaient surtout pour protester contre les mauvais traitements des patrons japonais et l'insuffisance du salaire. Or parmi ces 35 cas, il n'y en eut que quatre qui obtinrent satisfaction à leur demande.

Les ouvriers chinois, pour le même travail, sont moins payés que les ouvriers japonais et ils sont obligés de travailler plus longtemps. Bref, il existe une inégalité de salaires et de durée de travail.

Voici un tableau qui montre le salaire des ouvriers à Dairein (mai 1932) (1) :

PROFESSION	JAPONAIS			CHINOIS		
	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen
	yen	yen	yen	yen	yen	yen
Charpentier . . .	4,50	2,50	3,10	1,20	0,75	0,95
Maçon . . .	4 »	3 »	3,10	1,10	0,85	0,95
Menuisier . . .	4 »	2,70	3 »	1,15	0,80	0,95
Tailleur . . .	3,67	1,10	2 »	2,30	0,60	1,23
Couvreur . . .	3,50	2,50	2,95	1,15	0,70	0,90
Fondeur . . .	4,60	1,50	2,92	1,76	0,37	0,77
Coolie . . .				0,75	0,40	0,55

Ce phénomène, en fait, existe non seulement à Dairein, mais encore dans toute la zone du Chemin de fer Sud Mandchourien, partout où il y a des ouvriers chinois et japonais travaillant côte à côte. Quant à l'inégalité de durée de travail, on peut la voir dans le tableau suivant (2) :

Industries	Ouvriers chinois (heures de travail)	Ouvriers japonais (heures de travail)
Textile et teinturière . . .	13,40	10,53
Mécanique et fabricants de meubles . . .	10,45	9,35
Chimique et huileries . . .	10,40	10,27
Alimentaire et distillerie . .	11 »	9,48
Industries mixtes . . .	13 »	10,10
Industries spéciales . . .		9 »
Moyenne . . .	11,28	9,58

Qu'en pensez-vous ? Au moment où l'on parle à Genève de 40 heures de travail par semaine, il y a de pauvres êtres humains qui sont intensivement exploités par les capitalistes japonais, et dont beaucoup de femmes dans l'industrie textile, travaillant plus de treize heures par jour.

Avec ces inégalités de salaire et de durée de travail, il est inutile de dire qu'entre les ouvriers japonais et les ouvriers

(1) V. l'Annuaire de Mandchourie et Mongolie, 1932, p. 423-25

(2) V. l'Annuaire de Mandchourie et Mongolie, 1932 p. 424

chinois, il y a toujours une hostilité sournoisement entretenue, sans parler de la lutte entre les ouvriers chinois et les patrons japonais.

Même entre les patrons chinois et les patrons japonais, c'est-à-dire entre les industries nationales et les industries étrangères, la lutte n'est pas moins acharnée. D'après le Comte Sforza, dans l'arène de lutte économique en Mandchourie, les Japonais ont avoué leur échec. « Pendant mon dernier voyage en Mandchourie, j'ai été frappé par le courage avec lequel des Japonais ayant là de grandes responsabilités politiques et économiques, considéraient la réalité : « l'échec de tant d'entreprises industrielles japonaises en Mandchourie est dû surtout au manque d'étude, d'effort et d'union de la part de nos directeurs et de capitalistes. Les Japonais ont trop souvent cédé à leur tendance à compter sur la chance et à leur désir de succès immédiats. Et ainsi ils ne peuvent lutter contre les Chinois si redoutables en dépit de leur lenteur » (1).

En dehors de cette lutte économique, les facteurs raciaux et moraux, c'est-à-dire les sentiments patriotiques sont encore en cause. Il en résulte qu'un antagonisme profond se maintient entre la population chinoise et les intrus japonais. C'est pourquoi ayant étudié sur place la population de Mandchourie et l'opinion publique envers le soi-disant « Mandchoukou », création du Japon, la Commission Lytton a constaté que « en général, l'attitude de la population des villes est un mélange d'acceptation passive et d'hostilité ».

3. — Quant aux éléments étrangers en Mandchourie, on a compté environ 800.000 Coréens dont la plupart se trouvent dans le district de Chientao, sur la frontière coréenne, environ 150.000 Russes, résidant notamment dans les régions de Karbin, et environ 24.000 Japonais concentrés principalement dans le territoire à bail du Kwantung et la zone du Chemin de Fer Sud-Mandchourien. Si l'on estime le chiffre global des Japonais, Russes et autres étrangers à 400.000, le nombre total des étrangers (y inclus les Coréens) serait porté à 1.200.000.

(1) Comte Sforza, *Chine et Japon en Mandchourie* (revue de Paris. Déc. 1931).

Parmi les éléments étrangers, il importe d'examiner les colonies de Japonais et Coréens. Les Japonais se concentrent surtout dans le territoire à bail de Kwantung, où leur nombre atteint 115.000. Dans la zone du Chemin de fer il n'y en a que 96.000 et en dehors de la zone concédée, seulement 13.000 qui se dispersent dans les villes sous l'autorité administrative chinoise.

Il faut remarquer que la plupart des Nippons ne font en Mandchourie qu'un séjour de quelques années. Etant fonctionnaires, industriels ou négociants, après avoir gagné un peu d'argent, ils ne tardent pas à retourner au pays natal, où la vie est beaucoup plus agréable. Cette nostalgie des Nippons est tellement un obstacle pour la politique de colonisation de leur gouvernement en Mandchourie qu'en fait, il est rare de trouver des Japonais établis définitivement dans les Trois Provinces pour toute la vie. Même dans le territoire à bail, il n'y avait en 1930 que 725 cultivateurs qui se sont pour ainsi dire, accrochés à la terre mandchoue.

Pour les Coréens, le cas est tout différent ; ils sont surtout des paysans et s'occupent de la culture du riz. Leur vie est beaucoup plus stable. Depuis l'annexion de la Corée par le Japon en 1910, jusqu'à nos jours, le nombre total des Coréens établis en Mandchourie s'élèverait à 300.000. Pourquoi cet exode formidable ?

La cause principale serait la politique coloniale du Japon à l'égard de la Corée. Une politique de violence qui dépouillait et décimait les Coréens, les poussait aux soulèvements d'indépendance, dont le plus général portait le nom de « Mansei » en 1919 (1). Depuis cette date, le régime administratif n'est pas moins sévère. Au début de 1930, dans les prisons de la capitale coréenne, le chiffre total des criminels politiques dépassait 3.000 (2). Les Coréens qui, sous la surveillance des gendarmes japonais omniprésents, ne peuvent vivre en paix chez eux préfèrent émigrer en Mandchourie.

Mais il y a encore autre chose. Les paysans coréens sont non seulement ruinés par les impôts écrasants qui ont passé presque

(1) V. les atrocités japonaises en Corée dans *l'Indépendance de la Corée et la Paix* p. 2, publié par le Bureau d'Information Coréen en 1919.

(2) V. une déclaration du Parti d'Indépendance de Corée publié dans *The Chinese Nationalist Daily*, à San Francisco, le 28 février 1930.

du simple au triple entre 1917 et 1927, mais encore parfois privés des moyens de vivre. On a favorisé les immigrants japonais dont le chiffre est passé de 171.000 en 1910 à 501.000 en 1930 ; dans toutes les branches de production les Coréens se voient obligés de céder leur place au peuple vainqueur, aidé par la Banque de Chosen et par l'autorité japonaise. « Une seule famille japonaise repousse cinq familles coréennes, ont fait observer des intellectuels coréens » écrit M. M. Amano, auteur japonais, dans son livre *Le problème des Coréens dans le Chientao* (1).

Il faut remarquer que les grandes sociétés foncières japonaises, notamment « l'Orient Development Company », auraient accaparé les terres. D'après le Docteur Edmund Bruner, de l'Université de Colombia, qui, en 1927, a fait une enquête sur la vie rurale en Corée, dans quelques comtés du Sud, la propriété japonaise, d'après les rôles d'impôts, s'élèverait à plus de la moitié des terres. Et dans les comtés du Nord, les inondations périodiques, la sécheresse et les famines ont encore contribué à provoquer l'exode.

Les émigrants coréens une fois installés en Mandchourie, s'ils observaient la loi et les coutumes du pays, ne feraient pas mauvais voisinage avec les autochtones chinois. Etant donné qu'il y a encore des terres arables, la concurrence économique entre les deux peuples n'est pas bien sérieuse ; d'ailleurs, on a de la sympathie pour les malheureux parmi lesquels beaucoup sont des réfugiés politiques. « C'est dans l'intérieur, ou dans des régions échappant au contrôle du Japon et des Japonais qu'existent les organisations anti-japonaises qui bénéficient de la sympathie ou du patronage des Chinois, tandis que, malheureusement, les Coréens qui exercent des métiers illicites et immoraux vivent et prospèrent dans les zones du Chemin de fer du Sud Mandchourien et dans les villes, et jouissent de la sympathie des autorités japonaises » (2). Ainsi donc ce qui déplaît aux Chinois, c'est cette dernière catégorie de Coréens, qui ne se livrent qu'à la contrebande. Aux premiers, les honnêtes paysans

(1) V. documents annexés au rapport de la Commission d'Etude, p. 279.

(2) Traduction de l'ouvrage de M. Kim Sam Min. *La misérable condition des Coréens en Mandchourie* (en japonais), communiquée par le bureau de l'assesseur japonais à la Commission d'Etude.

et les exilés politiques, au contraire, les Chinois ne manquent pas de faire bon accueil.

L'amitié et la collaboration des deux peuples mécontenteraient sans doute l'autorité japonaise qui ne cherche qu'à provoquer des malentendus entre eux pour en tirer des profits ; c'est pourquoi depuis quelques années il y a certains troubles fâcheux dont les causes sont plus ou moins insignifiantes. Sans l'instigation des Japonais, les incidents ne seraient jamais devenus graves.

Malgré les entraves mises par les autorités japonaises, beaucoup de Coréens tentent de se faire naturaliser Chinois. Voici un témoignage rapporté par un membre de la Commission Lytton : « J'ai l'impression que plus de 80 % des Coréens, dans les régions situées le long du secteur oriental du Chemin de fer de l'Est chinois, y compris Mishan et Tungninghsien, dans la partie orientale de la province de Kirin, loin du chemin de fer, se sont fait naturaliser. Dans un village que j'ai visité, à quelque distance de Lishnchen (Kirin) les habitants ont déclaré qu'ils étaient tous devenus citoyens chinois et tous, à l'exception de quelques personnes âgées, s'habillaient à la chinoise. Il n'y a pas de raison spéciale pour qu'ils restent Japonais, étant donné qu'il n'y a pas de Japonais dans le pays, qu'aucune protection ne leur est accordée et qu'ils n'en ont besoin d'aucune. Ils ne comptent pas retourner en Corée, sauf si la Corée devient indépendante. La catégorie de Coréens qui se trouvent dans la région de Karbin et qui se livrent à la vente de la morphine et des substances opiacées constitue une exception à cette règle, car ces Coréens jouissent de la protection du consulat japonais. » (1).

Ainsi ce n'est donc qu'une question de temps pour que tous les émigrants coréens soient, comme les Mandchous, assimilés à l'immense population chinoise.

Enfin, du long exposé précédent, nous pouvons résumer ceci : au cours de l'évolution des peuples dans les Trois Provinces, l'assimilation des Mandchous aux Chinois est un fait accompli

(1) Cité dans les documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude, p. 239.

et la population actuelle est essentiellement chinoise. Mais alors d'où vient le « Mandchoukouo » ? Il ne vient certainement pas du mouvement séparatiste des Mandchous, puisque ethnologiquement parlant, il n'y a pas actuellement même pas de Mandchous distincts des Chinois. Il ne vient pas non plus de la population chinoise, puisque la Commission d'Etude après une enquête sur place est parvenue à la conclusion suivante : « en général, les Chinois n'appuient pas le Gouvernement « Mandchoukouo » que les Chinois de Mandchourie considèrent comme un instrument dans les mains des Japonais » (1). Il vient donc simplement de la politique d'expansion du Japon. Le « Mandchoukouo » n'est qu'une façade édifiée par l'Etat-major nippon pour déguiser son acte d'annexion des Trois Provinces chinoises. Le Japon, en effet, convoite non seulement les terres mandchoues et leurs richesses, mais les 30 millions de population qui pourrait fournir à ses capitalistes une grande réserve de main d'œuvre et un immense marché pour écouler ses produits industriels. Voilà pourquoi le Japon crée, maintient et contrôle par son armée l'Etat fantoche qu'il entend garder exclusivement pour lui seul. Evidemment cet acte qui a pour moyens l'invasion, la guerre non déclarée et l'occupation militaire, non seulement viole la volonté de la population des Trois Provinces et brise leur vie économique, mais encore porte atteinte à l'indépendance, et la souveraineté ainsi qu'à l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, pour le maintien desquels est constitué justement le second principe de la Doctrine de la Porte ouverte.

(1) Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 121.

DEUXIÈME PARTIE

LES DONNÉES POLITIQUES ET JURIDIQUES
DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

CHAPITRE III

L'ORIGINE DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

1. — Dans les chapitres précédents, nous avons mentionné en passant les deux principes qui constituent la doctrine de la porte ouverte, à savoir ; en premier lieu, l'égalité des chances en matière commerciale et industrielle pour les nations dans leurs relations avec la Chine, et en second lieu le respect de l'indépendance et de la souveraineté, ainsi que de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Avant d'étudier l'application de ces principes à la Mandchourie, il importe, au point de vue politique et juridique, d'examiner l'origine des deux principes de cette doctrine, qui a pour base des traités signés par la Chine et les Puissances du monde.

Le premier principe n'est pas une nouveauté dans le droit international, puisque, au fond, ce n'est qu'une application plus large du principe de la clause de la nation la plus favorisée, étendue du domaine du tarif douanier au domaine du commerce et de l'industrie. Ce qui est de même nature, c'est la garantie faite par une unité économique internationale à une autre, de lui appliquer le même traitement qu'elle a appliqué ou qu'elle appliquera à toute unité économique internationale (1). Ce qui est différent, c'est que, pour le principe de l'égalité de chance, le champ d'application est plus large, et que le manque de réciprocité dans la stipulation est au détriment de la Chine et au profit des Puissances.

L'origine de ce principe appliqué en Chine se trouvait dans des traités imposés à la Chine par les Puissances. C'est l'Angleterre qui, la première, basa ses relations commerciales avec la Chine sur le principe de l'égalité de chance. Après avoir imposé, à coups de canon, à la Chine, l'achat de son

(1) V. Josef Ebner. *La clause de la nation la plus favorisée en droit international public*, 1931, p. 92.

opium provenant des Indes, l'Angleterre lui fit signer des « traités inégaux ». Dans le traité supplémentaire de Hou-men-tchai (8 octobre 1843) entre la Chine et la Grande-Bretagne, à la suite du traité de Nankin (29 août 1842), on intégra le principe dans les termes que voici :

« ART. VIII. — L'Empereur de Chine ayant gracieusement accordé « à toutes les nations étrangères dont les sujets ou citoyens ont jusqu'ici fait le commerce à Canton le privilège de se rendre, dans des buts commerciaux, aux quatre autres ports de Fou-Tchéou, Amoy, Ningpo et Shanghai, aux mêmes conditions que les Anglais, il est convenu, en outre, que s'il plaît à l'Empereur d'accorder, par la suite, d'autres privilèges ou immunités à n'importe lequel des sujets ou citoyens de ces nations étrangères, les mêmes privilèges et immunités seraient étendus et accordés aux sujets britanniques. Mais il est entendu que les demandes et requêtes ne devront pas être formulées à ce sujet, sans nécessité » (1).

Pendant que l'on communiquait le traité supplémentaire de Hou-men-tchai au Parlement, la Reine Victoria aurait fait une déclaration, disant notamment :

« Tout au cours de mes négociations avec le Gouvernement de Chine, j'ai uniformément répudié l'idée d'obtenir quelques avantages exclusifs. Il est bien dans mon intention de donner une faveur égale aux entreprises industrielles et commerciales de toutes les nations » (2).

Un an plus tard, les Etats-Unis suivirent l'exemple de la Grande-Bretagne, en stipulant dans le traité de paix, d'amitié et de commerce, à Wang Hiya (Juillet 3, 1844), ce qui suit :

« Citoyens des Etats-Unis... ne sont, dans aucun cas, soumis aux tarifs douaniers autres ou plus élevés que ceux que l'on demande ou demandera au peuple de n'importe quelle nation... Et si la Chine concède, désormais, à une autre nation des avantages ou privilèges additionnels, de quelque description que ce soit, les Etats-Unis et leurs citoyens auront droit à une

(1) British and Foreign State Papers, vol. 31, p. 133.

(2) Moore, *international Law Digest*, vol. 5, p. 418.

participation complète, égale et impartiale, aux mêmes conditions » (1).

C'est encore dans le même esprit que l'article 27 du traité franco-chinois du 27 juin 1858 fut conçu : « à l'égard du tarif, aussi bien que pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les traités existants, ou qui seraient ultérieurement conclus, il demeure bien établi que les négociants, et en général tous les citoyens français en Chine, auront droit toujours et partout au traitement de la nation la plus favorisée ».

Ainsi donc le principe de l'égalité de chance, en matière commerciale et industrielle, a certainement pour origine la clause de la nation la plus favorisée, figurant expressément ou tacitement dans les traités existants en Chine avant 1899, date de la naissance de la doctrine de la porte ouverte.

Quant au deuxième principe — respect de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi que de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine — c'est un credo fondamental du droit international même. L'idée fondamentale de la doctrine de Monroe, formée en 1823, n'a pas d'autre but que de garantir l'intégrité territoriale de l'ensemble des Etats de l'Amérique considérée comme un bloc par rapport à l'Europe. Depuis le Congrès de Panama de 1826, les Etats de l'Amérique latine ont convenu qu'ils doivent mutuellement respecter leur indépendance et la garantir contre l'immixtion de l'Europe. Dans la seconde moitié du 19^e siècle, où le principe de non-intervention était déjà considéré comme un dogme, il n'est pas surprenant qu'il ait été appliqué aux relations diplomatiques et commerciales avec la Chine.

Ainsi, dans les articles additionnels du traité de Tien-Tsin (28 juillet 1868), entre la Chine et les Etats-Unis, on peut trouver ce principe incorporé dans le texte :

« Il est convenu, en outre, que, dans le cas où un droit ou intérêt quelconque, dans une région de la Chine, seront par la suite accordés aux Etats-Unis ou à leurs citoyens par le Gouvernement chinois, pour des objectifs commerciaux, cette concession ne devra en aucun cas être considérée comme

(1) British and Foreign State Papers, vol. 32, p. 791.

dépouillant les autorités chinoises de leur droit de juridiction sur les personnes et les biens dans les dites régions, excepté dans la mesure où ce droit leur serait expressément retiré par traité » (2^e paragraphe de l'Art. 1).

« Les Etats-Unis, désavouant et décourageant toujours toutes les pratiques de direction et d'intervention inutiles de la part d'une nation dans les affaires ou l'administration intérieure d'une autre nation, désavouent librement par les présentes tout droit ou intention d'intervention dans l'administration intérieure de la Chine, en ce qui concerne la construction de voies ferrées, de télégraphes ou autres perfectionnements matériels à l'intérieur du pays..... » (Art. VIII).

Quelle est la portée exacte du principe contenu dans ce traité ? Voici les commentaires de son auteur, M. Hamilton Fish, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis :

« Le grand principe que soulignent les articles de juillet 1868 c'est la reconnaissance de l'autorité souveraine du Gouvernement Impérial à Pékin sur le peuple de l'Empire Chinois, et sur ses relations sociales, commerciales et politiques avec les Puissances occidentales.

« Bien qu'il confirme la « juridiction interterritoriale », conférée par de précédents traités aux fonctionnaires européens et américains sur les personnes et les propriétés de leurs compatriotes, il reconnaît en même temps l'intégrité territoriale de la Chine et empêche d'étendre au delà de son motif originel cette juridiction » (1).

D'après cette étude sur les relations diplomatiques de la Chine avec les Puissances, il est évident que le principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité de la Chine, ainsi que celui de l'égalité de chance, existaient séparément bien avant la naissance, ou plutôt le baptême, de la doctrine de la porte ouverte. On a déjà, dans les traités, les deux principes. Pourquoi donc, plus tard, découvrait-on la fameuse doctrine ? Qu'y a-t-il de nouveau dans cette dernière ? Et de quoi s'agit-il ?

Cette doctrine prouve l'exactitude du proverbe : « Sous le

(1) U. S. Foreign Relations 1870, pp. 304, 305.

soleil, il n'y a rien de nouveau ». Mais tout de même, s'il y a, dans cette fameuse doctrine, quelque chose d'original, ce n'est pas chacun des deux principes en soi, c'est leur coordination en bloc sous le nom pittoresque de la porte ouverte, destinée à faire face, pendant la dernière année du 19^e siècle, à une situation spéciale de la Chine.

2. — Examinons donc les circonstances dans lesquelles cette doctrine a pris naissance. Tout d'abord, il ne faut pas croire que la doctrine avait pour but d'ouvrir la Chine. Il ne s'agit pas de cela. La Chine n'a jamais été un Empire fermé. Même dans l'antiquité, elle avait déjà des relations commerciales avec les pays occidentaux. (1) Horace, le célèbre poète latin (64-8 avant J.-C.), ainsi que Pline et Ptolémée, auraient parlé de la Chine sous les noms divers de Sin, Chin, Sinoe et Seres. La soie chinoise se trouvait sur le marché de Rome et se vendait au poids contre de l'or pur. Et le fer chinois était fort apprécié par Pline, qui cependant désapprouvait l'usage de la soie chinoise, considérée comme une matière de luxe. Ce n'est pas un fait étonnant, puisque, d'après les annales de la dynastie Han, vers l'an 138 avant l'ère chrétienne, le grand explorateur chinois, Chang-Tchien et ses compagnons, envoyés par l'Empereur Won-Ti, auraient déjà établi des relations diplomatiques avec les pays situés sur les bords des fleuves Jaxartes et Oseus. Plus tard, le général chinois Pan Ch'ao, pendant le dernier quart du premier siècle, avait mené son armée vers l'Ouest, presque aux frontières de l'Empire romain. Au début du 15^e siècle, Tchen Ho et ses hommes, émissaires de l'Empereur Ming, avaient, par la route des mers, atteint la côte orientale de l'Afrique, après avoir séjourné aux Indes et en Perse. Ainsi donc, l'Empire chinois, non-seulement ne ferme pas ses portes, mais encore tente, à plusieurs reprises, d'ouvrir celles des pays occidentaux.

Il est vrai qu'avant la publication du livre de Marco Polo (1254-1323), les Européens savaient peu de chose de la Chine. Il est également vrai que, malgré l'accueil bienveillant fait

(1) V. Hosea Ballou Morse and Harley Farnsworth Mac Nair : *Far Eastern International Relations*, p. 14.

aux navigateurs portugais et aux missionnaires italiens au 16^e siècle, la Chine n'était pas en relations très intimes avec les pays européens. Ceci s'explique, en fait, par le manque des moyens de communications rapides à cette époque entre l'Occident et l'Extrême-Orient, et il n'y a pas lieu de présumer que l'Empire chinois avait hermétiquement fermé ses portes aux étrangers. D'ailleurs, après la guerre de 1839-42 avec l'Angleterre, celle de 1859-60 avec la France et l'Angleterre, et celle de 1894 avec le Japon, la Chine avait formellement ouvert tous ses ports, maritimes et fluviaux, aux commerces extérieurs. Les relations diplomatiques étaient rétablies. Les congrégations de toutes sectes envahissaient le Céleste Empire, par leurs missionnaires. Les peuples de toute nation signataire d'un traité avec la Chine pouvaient voyager librement dans toutes les parties de la Chine, à la condition d'être munis d'un passeport. La Chine n'était pas fermée, avant comme après ; pourquoi donc, en 1899, déclarait-on encore, à l'égard de la Chine, la doctrine de la porte ouverte ?

Or, en fait, quand John Hay, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, lançait en 1899, au monde, sa fameuse doctrine, il ne s'agissait pas d'ouvrir la porte de la Chine, puisqu'elle était déjà grande ouverte. Il s'agissait simplement et précisément d'ouvrir la porte des territoires à bail ou des soi-disant « sphères d'intérêts » que les Puissances avaient ou prétendaient avoir en Chine.

Pour mieux comprendre comment cette doctrine était mise à jour, il faut nous reporter aux circonstances de l'époque. Pendant la période de la seconde moitié du 19^e siècle, où la dynastie mandchoue marchait à grands pas vers le déclin, il y avait deux sortes d'institutions, fondées sur la force et imposées à la Chine par les Puissances : les soi-disant « sphères d'intérêts » et les territoires à bail. Toutes deux, si elles étaient poussées plus loin, tendraient à fermer les portes de la Chine.

Qu'entend-on d'abord par une « sphère d'intérêts », ou une « sphère d'influence » ? C'est uniquement une fiction de politique, et non point de droit, que les Puissances, au temps de la pratique de la théorie léonine de l'équilibre, avaient prétendu, contre toute justice internationale, et sans engagement du côté de la Chine, établir, ou essayé d'établir, au moyen d'une

déclaration de non-aliénation ou d'un accord entre deux Puissances autres que la Chine, sur certaine partie du territoire chinois, sous prétexte qu'elles y avaient des intérêts spéciaux. Le procédé de la déclaration de non-aliénation consistait en une simple demande faite par une Puissance à la Chine de ne pas aliéner à aucune autre Puissance une telle région déterminée de l'Empire chinois, parfois au nom du maintien de l'intégrité territoriale de la Chine. Le Gouvernement chinois ne pouvait que répondre « non », en indiquant clairement que la Chine n'aliénerait jamais à aucune Puissance la partie de son territoire en question. Mais la Puissance demanderesse, pleine d'arrière-pensées, entendait par là faire connaître à ses rivaux qu'elle avait ses « influences » dans ladite sphère, sur laquelle elle était prête à jeter son dévolu, si ultérieurement une occasion lui paraissait favorable. Il ne s'agissait donc pas là du droit des gens, mais bien plutôt d'un chantage international. Le second procédé pour établir ces soi-disant « sphères d'intérêts » n'était pas moins scandaleux. Un complot se faisait entre deux ou plusieurs Puissances, afin de préparer pour l'avenir un partage des zones économiques chinoises ; et cela se faisait à l'insu de la Chine, ou malgré ses protestations. Les « sphères d'intérêts » n'étaient pas occupées effectivement par les Puissances, mais simplement envisagées par elles sur le papier, et considérées comme des régions réservées à leurs capitaux ou à leurs activités économiques. Chacune avait exclusivement sa part, reconnue par une démarche diplomatique de l'une et de l'autre. Par exemple, le 28 avril 1899, la Grande-Bretagne et la Russie s'engageaient réciproquement à définir et à respecter les sphères qu'elles avaient prétendu établir en Chine. La région au Nord de la Grande-Muraille était reconnue à la Russie, par l'Angleterre, comme sa propre « sphère », et de son côté l'Angleterre entendait garder la vallée du Yang-Tze pour la sienne. Voici le texte principal de leur accord :

« 1^o La Grande-Bretagne s'engage à ne chercher, ni pour son propre compte, ni pour ses sujets, ni pour d'autres, aucune concession de chemin de fer au Nord de la Grande-Muraille de Chine, et à ne pas obstruer, directement ou indirectement, les demandes pour des concessions de chemin de fer, dans cette région, soutenues par le Gouvernement russe.

« 2° La Russie, de son côté, s'engage à ne rechercher, ni pour son propre compte, ni pour ses sujets, ni pour d'autres, aucune concession de chemin de fer dans le bassin du Yang-Tze, et à ne pas obstruer, directement ou indirectement, les demandes pour des concessions de chemin de fer dans cette région, soutenues par le Gouvernement de la Grande-Bretagne » (1).

Mais, au point de vue du droit, cette sorte d'arrangement, tout-à-fait incompatible avec la souveraineté et avec l'intégrité de la Chine, n'oblige, en aucun cas, la Chine à l'observer, puisqu'elle ne signe jamais de traités avec les Puissances en instituant les soi-disant « sphères d'intérêts ». Quant aux territoires à bail, c'est encore pire, car ces derniers étaient fondés sur une sorte de contrat de louage, donnant droit aux Puissances d'occuper effectivement les territoires pendant une durée déterminée. Généralement, pour donner une explication juridique à cette institution, on recourt à la théorie d'une cession déguisée. Ce n'est cependant pas tout-à-fait exact, puisque la Chine, dans ses contrats, n'exprimait jamais sa volonté de céder ces territoires, sur lesquels elle conserve toujours son droit de souveraineté. En réalité, cette institution ne peut avoir un fondement juridique, puisqu'elle est purement le fruit de la violence. Naturellement, elle était inaugurée par l'Allemagne. Le 6 mars 1898, elle prit le Kiao-Tchéou à bail pour 99 ans. Trois semaines après, la Russie suivit son exemple en prenant Port-Arthur et Dalny à bail pour 25 ans. Le 2 juin, la France obtint un bail de 99 ans pour Kouang-Tchéou-Wan. Le 9 juin et le 1^{er} juillet, l'Angleterre obtint le bail de Kowloon pour 99 ans, et celui de Wei-Hai-Wei pour 25 ans. Pendant la durée du bail, la Chine était privée de ses droits d'administration sur les territoires en question. Mais, en vertu du principe du maintien de l'intégrité de la Chine, on doit lui restituer ces régions avant l'expiration du bail, car ce sont des « institutions territoriales imposées à la Chine uniquement par la force, et qui, si elles sont politiquement explicables, sont injustifiables au regard du droit des gens » (2). Mais qui donc s'occupe

(1) Hertslet's *Treaties between Great Britain and China and between China and Foreign Powers*, 1908, vol. 1, n° 104, pp. 586-587.

(2) Jean Escarra, *la Chine et le droit international*, 1931, p. 113.

du droit à cette époque où « tous ont le pistolet braqué sur la gorge de ce Gouvernement pour obtenir de lui les concessions ? » (1)

Il semble que ce soit le Gouvernement des Etats-Unis qui ait pris parti pour le droit des gens. En effet, les Etats-Unis ne prirent aucune initiative pour coloniser la Chine. Ils ne firent pas la guerre à la Chine pour lui imposer la consommation de l'opium. Leurs soldats n'allèrent pas en Chine pour piller le Palais d'Eté, au nom de la civilisation. Ils n'eurent pas de « sphères d'intérêts » dans l'Empire Céleste. Tandis que les Puissances européennes harcelaient le Gouvernement pour réclamer des territoires à bail, les Etats-Unis ne lui adressèrent aucune demande. S'ils ne se déclaraient pas soldats du droit des gens, du moins ils ne faisaient aucun mal à la Chine.

Bien entendu, à l'égard de la Chine, les Etats-Unis n'oublèrent jamais leurs propres intérêts. Ils s'occupaient, en fait, moins du droit des gens que de leurs affaires de commerce. Devant la situation créée par les Puissances européennes, les intérêts commerciaux des Etats-Unis pouvaient être éventuellement en danger. Car, d'après les institutions de territoires à bail, ou de « sphères d'intérêts », chaque Puissance entendait occuper exclusivement pour elle une partie de l'Empire chinois, sur lequel autant de cloisons économiques se dresseraient et autant de portes se fermentaient aux unes et aux autres des Puissances qui en auraient pris possession. Et assurément toutes les portes seraient fermées aux Etats-Unis qui n'avaient point de territoires à bail. Voilà la situation très grave à laquelle les dirigeants des Etats-Unis devaient faire face.

Mais que fallait-il faire ? Fallait-il que les Etats-Unis s'arrangent à être un convive des Puissances européennes en prenant un morceau de l'Empire chinois ? Il n'y restait pas grand'chose à leur goût. D'ailleurs, après avoir avalé Hawaï et les Philippines, leur appétit était déjà grandement satisfait. M. Conger, ministre américain à Pékin, écrivait dans ce sens au secrétaire d'Etat, John Hay, le 1^{er} mars 1899 :

(1) Paroles de M. le député Denys Cochin, prononcé le 24 novembre 1899, à la Chambre, lors de la discussion de la politique française à l'égard de la Chine.

« Il ne reste rien, en effet, pour les Etats-Unis, excepté la province du Tchili. Celle-ci, avec Tien-Tsin comme entrepôt pour toute la Chine du Nord, est destinée à être, dans l'avenir, commercialement une des plus précieuses possessions permanentes en Orient ». Or, il n'y avait rien à faire, en fait, même dans la région de Tien-Tsin, ouverte déjà depuis longtemps par traité au commerce de toutes les nations, et où les autres Puissances avaient déjà leur concession depuis 1861. Les Etats-Unis ne pouvaient s'installer exclusivement dans la province de Tchili sans avoir une guerre en vue avec les rivaux. Ayant déjà fait la guerre avec l'Espagne en 1898, ils n'avaient aucune envie d'en entreprendre une autre dans les années à venir. « C'est pourquoi, conclut M. Conger dans sa correspondance, la possession permanente d'un territoire (excepté pour une station de charbon s'il en était besoin) en Chine n'est pas désirable » (1). C'est pourquoi John Hay cherchait un autre moyen pour sauver la situation.

John Hay avait choisi le moyen diplomatique. Il allait proposer aux Puissances d'adopter la fameuse doctrine de la porte ouverte. Il savait bien que sa proposition ne rencontrerait pas d'objections sérieuses, puisque cette doctrine ne comportait que des principes déjà appliqués en Chine. D'ailleurs, pour la Chine comme pour les autres Puissances, il y avait intérêt à maintenir, du moins provisoirement, ces principes.

Tout d'abord, la Chine, — qui à cette époque n'était pas assez forte pour se débarrasser de toutes les obstacles à son développement qui lui avait été imposés par la violence, — ne demandait pas mieux que l'on observe à son égard le principe du respect de son indépendance, de sa souveraineté, ainsi que de son intégrité territoriale et administrative. Quant au principe de l'égalité de chance, c'est une contre-partie du précédent ; bien entendu, appliqué, à la Chine tout entière, il est plutôt une chaîne à sa souveraineté, mais, comme il n'était appliqué que dans les territoires à bail, ou les soi-disant « sphères d'intérêts », la Chine devait l'accepter. Ainsi, le 8 avril 1899, avant la déclaration de John Hay, à l'occasion d'une séance de la Session annuelle de l'Académie américaine des Sciences

(1) Dennis, (A. L. P.), *adventures in American Diplomacy*, 1896-1906, p. 208.

politiques et sociales, le Dr Wu Ting Fang, ministre chinois aux Etats-Unis, avait prononcé un discours en faveur de la porte ouverte, en disant notamment :

« C'est toujours la politique de la Chine de traiter également toutes les nations étrangères. Elles sont, littéralement parlant, toutes les nations les plus favorisées. Le maintien d'une « porte ouverte » est exactement dans la ligne de sa politique... Elle souhaite la bienvenue sur ses côtes aux peuples de toutes les nations. Ses portes sont ouvertes à tous, et elle traite tout le monde, sans distinction de race, de couleur, de nationalité, ni de croyance. Son peuple fait le commerce avec tous les étrangers. En retour, elle ne demande qu'à être traitée de la même manière. Elle a besoin de la paix, d'être laissée tranquille, et non pas d'être molestée par des demandes déraisonnables » (1).

Si l'on tient compte de la date, c'est bien le Dr Wu Ting Fang, et non pas John Hay, qui baptisait la politique de la porte ouverte, puisque ce dernier ne déclarait cette politique que cinq mois plus tard.

En ce qui concerne les Puissances, leurs intérêts, à l'égard de la Chine, n'étaient point identiques, mais leurs attitudes, en face de la doctrine, avaient un point de contact. La France manifestait alors un esprit franchement pacifique. Ainsi, à la Chambre des Députés, pendant la séance du 24 novembre 1899, M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères, envisageant le « partage de la Chine », s'exprima en ces termes : « C'est possible, Messieurs, et même facile... sur le papier (*applaudissements*). Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et l'absorption par quelques milliers d'Européens de cette masse énorme me paraît moins commode... » Après avoir montré qu'il n'y avait aucun intérêt pour la France à démembrer la Chine, le Ministre des Affaires Etrangères conclut ainsi : « Ne s'ensuit-il pas que nous devons nous attacher à maintenir la Chine ouverte à la libre lutte des intelligences et des capitaux du monde entier ? »

Le député Denys Cochin, très partisan d'une politique d'expansion économique, était au fond bien d'accord avec

(1) V. Bureau of Statistic Reports, U. S. Treasury Department, 1899, pp. 2200-2201.

M. Delcassé. « Mais comment procéderons-nous ? dit-il. Est-ce en faisant des conquêtes, ou même en délimitant des sphères d'influences ? En aucune façon, et je suis tout-à-fait d'accord avec M. le Ministre des Affaires Etrangères lorsqu'il nous dit « Nous n'avons pas de conquête à faire en Asie ; notre empire asiatique, deux ou trois fois grand comme la France, est bien assez considérable... Quant au reste, la politique de la porte ouverte est-elle celle que j'accepte pour la Chine ? Absolument. Je crois l'avoir dit assez : je ne suis pas pour la conquête, ni même pour les sphères d'influences. Ce que je demande, c'est que la porte soit ouverte et surtout que, cette porte étant ouverte, nous entrons » (1).

Si les Français voulaient entrer en Chine pour gagner de l'argent, les Anglais ne demandaient pas autre chose, car l'Angleterre est avant tout un pays de négociants. Quel intérêt y aurait-il eu pour eux, si le marché intégral de la Chine avait été morcelé par les Puissances ? En outre, si la guerre économique qu'elles se seraient faite, à cause des murailles douanières sur les territoires à bail et les soi-disant « sphères d'intérêts », était devenue une guerre tout court, le commerce de la Grande-Bretagne n'aurait-il pas subi une perte ? Etait-il sage de partager la Chine pour obtenir un petit morceau de territoire, au lieu d'avoir devant soi un immense marché tout entier ? Evidemment non. C'est pourquoi le 1^{er} mars 1898, la Chambre des Communes vota la résolution suivante : « qu'il est d'importance vitale pour le commerce et l'influence britanniques que l'indépendance du territoire chinois soit maintenue » (2). Pendant la discussion de cette proposition, avant de passer au vote, G. N. Curzon, alors sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, avait fait ces remarques : «..... les principes qui ont souligné la politique du Gouvernement ont toujours été les mêmes. Le premier, c'est le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Chine. Le second, c'est la préservation de nos droits, obtenus par les traités. Et le troisième, c'est le principe du commerce libre. Nous croyons que l'intégrité de la

(1) Archives Diplomatiques, publiées sous la direction de M. Louis Renault, 1899, pp. 289, 307, 309.

(2) Parliamentary Debates, 4 th. Ser. vol. 54, pp. 309, 340.

Chine, que la motion nous demande de sauvegarder, est probablement assurée, parce que la Chine est grande ouverte aux intérêts et aux commerces du monde entier, et non point parce qu'elle est transformée, pour ainsi dire, en compartiments étanches, séparés et fermés, dont chacun porte une étiquette distincte ou appellation propre » (1).

Il est vrai que les autres Puissances, autres que les Etats-Unis, la France et l'Angleterre, n'étaient pas toutes de cet avis. La politique de la Russie et du Japon notamment n'avait alors d'autre but qu'une expansion territoriale ; le Japon préparait d'ailleurs activement une guerre contre la Russie. Mais l'intérêt de ces Puissances était cependant de maintenir le *statu quo* en Chine provisoirement, pour consolider leurs positions respectives récemment acquises.

3. — C'est dans une telle ambiance internationale que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, John Hay, lança au monde la fameuse doctrine. Dans l'instruction du 6 septembre 1899 que donna Hay à M. Vignand, à Paris, on peut voir que la politique de la « porte ouverte » était officiellement déclarée. Voici le texte (traduction) de cette instruction :

« N° 664

DÉPARTEMENT D'ETAT

Washington, le 6 septembre 1899.

« MONSIEUR,

« Je vous envoie, ci-inclus, pour votre information confidentielle, la copie des instructions que j'ai envoyées à cette date aux ambassadeurs des Etats-Unis à Londres, à Berlin et à Saint-Pétersbourg, par suite du désir de ce Gouvernement que les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la Russie fassent une déclaration formelle de la politique de la « porte ouverte » dans les territoires occupés par eux en Chine.

« Je suis, etc...

Signé : JOHN HAY »

Cette note est très importante, puisqu'elle indique nettement et clairement que cette politique ne s'applique que dans les territoires occupés par ces Puissances. Bien entendu, il ne

(1) Ibid., pp 338-339.

s'agit pas seulement des trois Puissances, puisque quelques jours plus tard, la même démarche était également faite à Paris, à Tokio et à Rome.

La doctrine de la porte ouverte était ainsi inaugurée, sous forme d'une circulaire diplomatique envoyée aux Puissances du monde. Dans les diverses instructions que donna John Hay aux ambassadeurs des Etats-Unis, les textes étaient légèrement différents. Mais le contenu était essentiellement le même. Voici la note envoyée à M. Buck « ambassadeur des Etats-Unis au Japon (traduction) :

« N° 263

DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Washington, 13 novembre 1899.

« MONSIEUR,

« Ce Gouvernement, animé du désir sincère d'assurer au commerce et à l'industrie des Etats-Unis, et de toutes les autres nations, l'égalité parfaite de traitement pour leur trafic et navigation dans les limites de l'Empire chinois, spécialement dans les soi-disant « sphères d'influence ou d'intérêts » réclamées par certaines Puissances européennes en Chine, a considéré que le moment était opportun de faire des représentations dans ce sens à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne et à la Russie.

« Afin d'atteindre l'objet qu'il a en vue : supprimer les causes possibles d'irritation internationale et rétablir la confiance si essentielle au commerce, il paraît hautement désirable à ce Gouvernement que les Puissances réclamant « sphères d'intérêt et d'influence » en Chine, donnent les assurances formelles suivantes :

1° De ne pas intervenir, en aucune façon, dans tout port ouvert par traité au commerce étranger, ni dans tout intérêt investi dans toute soi-disant « sphère d'intérêt », ou dans tout territoire à bail qu'elles ont en Chine ;

« 2° D'appliquer le tarif actuel des droits de douane chinoise, fixé au traité, à toute marchandise livrée à main ou expédiée par bateau à tous les ports, tels que ceux situés dans la soi-disant « sphère d'intérêt » (les ports francs exceptés), sans tenir aucun compte de la nationalité des marchandises. Les droits de douane devront être perçus par le Gouvernement chinois ;

« 3° De ne prélever, pour les bateaux d'autres nationalités fréquentant tout port de la soi-disant « sphère d'intérêts », des droits de mouillage plus élevés que ceux imposés aux bateaux de leur propre nationalité. Et de ne faire payer à la marchandise aux citoyens ou aux sujets des autres nationalités, transportée sur les chemins de fer construits, contrôlés ou régis, dans une telle « sphère », des tarifs de transport plus élevés que ceux qu'elles font payer à une marchandise similaire appartenant à leurs nationaux et pour un parcours semblable.

« La politique poursuivie par Sa Majesté allemande en déclarant Tsing-Tao (Kiae-Chao) port franc et en aidant le Gouvernement chinois à y établir une douane, ainsi que l'ukase de Sa Majesté russe du 11 août dernier, faisant de Dalny (Talien-Wan) un port franc, sont considérés comme des preuves que ces Puissances sont disposées à envisager favorablement une proposition, par laquelle elles reconnaîtraient ne vouloir intervenir, en aucune façon, dans la jouissance, par le commerce de toutes les nations, des droits et des privilèges garantis pour elles par les traités existants avec la Chine.

« Les assurances répétées du Gouvernement britannique concernant sa politique ayant pour but de maintenir en Chine la liberté de commerce pour le monde entier, garantissent, croit-on, le consentement de cette Puissance à nos propositions. On croit, avec autant de confiance, que les intérêts commerciaux du Japon seraient grandement servis par la déclaration ci-dessus mentionnée, qui sont en harmonie avec les assurances données à ce Gouvernement, à plusieurs reprises, par le représentant diplomatique de Sa Majesté japonaise à cette capitale.

« Vous êtes prié de soumettre au Gouvernement de Sa Majesté japonaise les considérations ci-dessus, et d'attirer sur elles son attention le plus tôt possible, en exprimant l'ardent désir de votre Gouvernement qu'il veuille bien accepter ces propositions et aider à leur acceptation par les autres Puissances.

Je suis, etc...

Signé : JOHN HAY. » (1)

(1) Carnegie Endowment for International Peace, *Manchuria, Treaties and Agreements*, pp. 56, 57.

A cette note du Gouvernement des Etats-Unis, le Ministre des Affaires Etrangères du Japon répondit, le 26 décembre 1899, en ces termes : «.. que le Gouvernement impérial n'hésitera pas à donner son consentement à une proposition si juste et si bonne du Gouvernement des Etats-Unis, à condition que toutes les autres Puissances intéressées l'acceptent de même » (2).

Après avoir reçu les autres acceptations des Puissances européennes, sauf de la Russie, dont la réponse ne mentionnait pas l'uniformité des droits de mouillage et des tarifs de chemins de fer, John Hay envoyait, le 20 mars 1900, une note aux ambassadeurs des Etats-Unis dans les diverses capitales, pour informer les Gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités que la politique de la porte ouverte était adoptée par le consentement des Puissances, que le Gouvernement des Etats-Unis considérait comme « final et définitif ».

Ainsi naît la doctrine ; ses formules sont fort simples. Après examen des trois articles ci-dessus, on peut remarquer les points essentiels suivants :

1° Dans le 1^{er} article, il y a notamment deux choses à retenir : tout d'abord, le domaine d'application de la doctrine est limité aux territoires occupés, ou plutôt convoités par les Puissances ; ensuite, la non-intervention réciproque dans les intérêts des Puissances dans les soi-disant « sphères », a pour but de maintenir entre eux une concurrence internationale libre uniquement dans le domaine économique, et d'éviter par là la main-mise exclusive par une Puissance seule sur tous les domaines.

2° Dans le deuxième article, il s'agit de l'application tacite du principe de la porte ouverte de respecter le droit de souveraineté de la Chine sur les territoires occupés ou convoités par les Puissances. C'est le Gouvernement chinois qui doit percevoir les droits de douane pour assurer l'égalité de traitement à toutes les Puissances.

3° Le troisième article complète le deuxième en ajoutant à l'égalité des tarifs en matière de navigation celle des tarifs en

(2) op. cit. p. 58.

ce qui concerne les transports par chemin de fer. Tout cela fait partie du principe de l'égalité de chances. Par l'application de ce principe, les intérêts économiques des Puissances se trouvaient ainsi nivelés, canalisés et équilibrés. Chacune d'elles n'avait plus de raison de fermer aux autres la porte d'une soi-disant « sphère ».

Il importe de remarquer que, dans les trois articles, les mentions entre guillemets des « soi-disant sphères », n'ont pas pour but de reconnaître ou de légitimer leur existence illégale, mais simplement de les mettre à l'index et de les abolir tacitement par les dispositions ainsi envisagées. Car, avec l'introduction de la nouvelle politique, les prétendues « sphères » avaient pratiquement perdu leur raison d'exister.

Par conséquent, la doctrine de la porte ouverte, mise en pratique sous ces formules, est avant tout une force collective qui s'oppose au monopole ou à la politique d'expansion de certaines Puissances sur une partie du territoire chinois. En d'autres termes, elle est l'entrave qui arrête dans l'intérêt de tous, la course des Puissances pour le démembrement de l'Empire Céleste.

Ce n'est pas cependant une doctrine chinoise. Car la Chine ne pouvait pas accepter une note diplomatique mentionnant l'existence des « soi-disant sphères d'intérêt » dans son territoire ; encore moins pouvait-elle proposer la doctrine diplomatiquement. C'est sans doute pour ce motif que la Chine ne pouvait pas se mêler aux démarches entreprises par John Hay. Elle n'est pas non plus, à strictement parler, une doctrine américaine, bien que les dirigeants des Etats-Unis en soient vraisemblablement les champions. Car les principes de cette doctrine ne sont pas tous originaires du nouveau continent ; la politique basée sur cette doctrine est, en quelque sorte, la cristallisation des consentements, voire des engagements, de toutes les Puissances. Désormais, elle leur servira à toutes de ligne de conduite, dans les territoires occupés ou convoités par elles dans l'Empire Céleste, et ne sera pas seulement la politique extérieure des Etats-Unis à l'égard de la Chine.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

Depuis sa mise au point en 1899 jusqu'à l'heure actuelle, la doctrine de la porte ouverte ne cesse d'évoluer. Elle grandit parallèlement aux avatars de la situation politique d'Extrême-Orient. D'une formule diplomatique incertaine et vague, elle devient à la longue nette et précise. Comme elle a pour ennemi la force internationale qui tentait de démembrer l'Empire chinois, une lutte acharnée s'engage. Elle est toujours du côté du droit des gens. Trois fois elle est rejetée, deux fois rétablie. Chaque fois renaissant de ses cendres, elle devient plus ferme et plus vigoureuse, il est encore trop tôt pour se rendre compte si la dernière violation qu'elle a subie en 1931 ne l'a pas mortellement atteinte. Pour entrevoir son avenir, si tant est qu'elle doive en avoir un, il importe de faire un examen rétrospectif de son passé. Voici les trois grandes périodes qu'elle a péniblement traversées :

I. — L'enfance de la doctrine, depuis 1899 jusqu'à 1905.

Un an après sa naissance, la doctrine avait déjà été mise à l'épreuve de la force. Ce fut l'année tragique de 1900, qui vit le soulèvement des Boxers contre les immixtions étrangères en Chine, mouvement nationaliste maladroitement et aveuglément conduit, mais provoqué par un sentiment patriotique qui mérite d'être respecté. C'était, en effet, la première manifestation populaire de la nation chinoise opprimée, qui, par sa force propre, ouvrait les yeux aux Puissances ; celle-ci était disposée à croire que la Chine était une baleine morte, facile à couper en morceaux. Mais l'existence même de l'Empire chinois fut menacée par l'ensemble des forces des Puissances qui intervinrent en Chine. Alarmé par la situation, John Hay, qui avait

l'intention de proposer aux Puissances de négocier la paix avec le Gouvernement chinois, envoya, le 3 juillet, un télégramme circulaire aux représentants des Etats-Unis à Vienne, à Londres, à Paris, à Rome, à Saint-Pétersbourg et à Tokio, pour maintenir fermement la doctrine de la porte ouverte. En voici un passage important :

« La politique du Gouvernement des Etats-Unis est de chercher une solution pouvant rétablir la sécurité permanente et la paix en Chine, préserver l'intégrité territoriale et administrative chinoise, protéger tous les droits garantis aux Puissances amies par les traités et par la loi internationale, et sauvegarder pour le monde entier le principe de l'égalité et de l'impartialité du commerce avec toutes les parties de l'Empire chinois » (1).

Sous l'impulsion de cette politique, « l'affaire des Boxers » fut réglée à l'amiable, tant bien que mal. Mais la Russie, qui nourrissait alors l'arrière-pensée de pêcher en eau trouble, occupa militairement la Mandchourie. Et malgré les protestations de la Chine et des autres Puissances, elle ne tint pas sa parole d'évacuer ses troupes du territoire chinois. Son activité était manifestement contraire à la doctrine de la porte ouverte.

Pour contrecarrer la politique d'expansion de l'Empire des Tsars dans la Chine du Nord, la Grande-Bretagne conclut, le 16 octobre 1900, avec l'Allemagne, un accord dont l'article 1^{er} affirme le principe de l'égalité pour le commerce de toutes les nations en Chine, et l'article 2 le principe du maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire chinois. Mais comme le dessein secret du Gouvernement d'Allemagne, révélé plus tard, l'incitait plutôt à favoriser la poussée de la Russie vers l'Extrême-Orient, pour créer des conflits avec le Japon, la Grande-Bretagne était obligée de signer, le 30 janvier 1902, l'alliance anglo-japonaise, dont le préambule affirme encore la doctrine de la porte ouverte en ces termes :

« Les Gouvernements de Grande-Bretagne et du Japon, animés uniquement du désir de maintenir le *statu quo* et la

(1) Foreign Relations of United States, 1900, p. 299.

paix générale en Extrême-Orient, et en outre spécialement intéressés au maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et de l'Empire de Corée, et à maintenir les chances égales dans ces pays au commerce et à l'industrie de toutes les nations, conviennent..... » (1).

Bref, dès la première période de son existence, la doctrine se caractérisait déjà par l'antimilitarisme, et particulièrement se montrait anti-russe. Toutes les Puissances qui voulaient maintenir le *statu quo* en Extrême-Orient et contrecarrer l'ambition territoriale du Tsar, se plaçaient sous le drapeau de la « porte ouverte ». Seule la Russie, occupant militairement la Mandchourie, violait la doctrine à laquelle elle avait cependant adhéré formellement en 1899.

Mais le délinquant ne devait pas rester longtemps impuni. Les conséquences néfastes de la défaite russe dans la guerre de 1904-1905, dont la cause principale était l'occupation de la Mandchourie, devaient ébranler profondément l'Empire des Tsars.

II. — Seconde période de la doctrine, depuis 1905 jusqu'à 1915.

Ayant passé sa première crise de croissance, la doctrine de la porte ouverte fut rétablie, vers la fin de la guerre 1904-1905, par une déclaration de John Hay. Craignant que, pendant les négociations de paix entre la Russie et le Japon, les Puissances neutres ne profitassent de l'occasion pour arracher à la Chine des concessions au détriment de son intégrité territoriale, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis envoya, le 13 janvier 1905, une note circulaire à toutes les Puissances pour affirmer une fois de plus les principes de la fameuse doctrine. En voici le texte :

« Il existe, à notre connaissance, parmi quelques-unes des Puissances, une certaine appréhension qu'à l'occasion des négociations éventuelles de paix entre la Russie et le Japon, une demande ne puisse être faite pour obtenir une concession de territoire chinois au profit des Puissances neutres. Le Président ne voudrait pas participer à cette appréhension, esti-

(1) Foreign Relations of United States, 1902, pp. 514-515.

mant que l'introduction d'intérêts étrangers dans les négociations serait susceptible d'embarrasser sérieusement et de retarder le règlement des questions soulevées dans la lutte présente en Extrême-Orient, éloignant de nous l'acquisition d'une paix ardemment désirée. Pour leur part, les Etats-Unis ont, à plusieurs reprises, bien fait connaître leur position, et en ont été bien récompensés par l'accueil cordial réservé à leurs efforts en vue de raffermir et de perpétuer la grande politique du maintien de l'intégrité de la Chine et de la « porte ouverte » dans l'Orient, par où toutes les nations peuvent jouir de l'égalité de chance commerciale. En maintenant ces points de vue, les Etats-Unis répudient toute idée de droit sur un territoire réservé, ou de contrôle dans l'Empire chinois, et ils considèrent de leur devoir de faire connaître franchement leurs intentions, et d'écarter toute appréhension à cet égard, en ce qui concerne la politique de leur nation qui a une part si considérable du commerce du Pacifique en Chine, et qui a des possessions si importantes dans le Pacifique occidental, jusqu'aux portes de la Chine. » (1)

Toutes les réponses des Puissances à cette note étaient favorables. Les mêmes principes étaient affirmés dans le traité de Portsmouth, signé le 5 septembre 1905 entre la Russie et le Japon, sous les auspices du Président des Etats-Unis, Théodore Roosevelt. Dès lors, la doctrine se trouvait insérée dans plusieurs traités, et s'appliquait largement à tout l'Empire chinois. Par exemple, dans la convention relative au Thibet (27 avril 1906) entre la Grande-Bretagne et la Chine : « Le Gouvernement de la Grande-Bretagne s'engage à ne pas annexer le territoire du Thibet et à ne pas intervenir dans l'administration du Thibet ; le Gouvernement de Chine se porte garant de ne permettre à aucun autre Etat étranger de s'immiscer dans le territoire ou l'administration intérieure du Thibet » (art. II ; en outre, « ... dans le cas où de telles concessions seraient données à une Puissance étrangère ou aux sujets d'une Puissance étrangère, des concessions similaires ou équivalentes seront accordées au Gouvernement britannique » (par. d. Art.

(1) Foreign Relations of the United States, 1905, p. 1.

IX de la convention entre la Grande-Bretagne et le Thibet, reconnue par le Gouvernement de l'Empire chinois). Ainsi se développait très rapidement la doctrine de la porte ouverte.

Après la guerre russo-japonaise, c'est l'Empire du Mikado qui succédait à l'Empire des Tsars, en tant que nation pratiquant la politique d'expansion à l'égard de la Chine. Tout en affirmant les principes « du maintien de l'intégrité chinoise et de l'égalité de chance de toutes les nations », dans les traités d'alliance anglo-japonaise de 1905 et de 1911, dans le traité franco-japonais et dans le traité russo-japonais de 1907, ainsi que dans l'accord Root-Takahara (du 30 novembre 1908) entre le Japon et les Etats-Unis, le Gouvernement nippon, qui n'avait pas l'habitude de respecter les traités, poursuivait activement sur le continent une politique impérialiste, tout-à-fait contraire à la doctrine de la porte ouverte, qu'il s'était maintes fois engagé solennellement à respecter.

Après avoir violé le traité d'alliance nippon-coréen du 26 août 1894 et le protocole du 23 février 1904, garantissant l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Corée, en l'annexant bel et bien le 22 août 1910, le Japon tentait la mainmise sur la Mongolie orientale et les trois provinces de l'Est de l'Empire chinois. Et profitant de la grande guerre de 1914, qui absorbait l'attention de toutes les autres Puissances en Europe, et qui rompait l'équilibre des forces en Extrême-Orient, il imposait à la jeune République chinoise les fameuses « Vingt-et-une demandes », dont le but était nettement de la placer sous son protectorat. Malgré la mobilisation des troupes japonaises menaçant le Chantoung et la Mandchourie, et de la flotte menaçant Woo-Soo, Amoy et Fou-Tchéou, malgré l'ultimatum du 7 mai 1915, le Gouvernement chinois ne pouvait accepter toutes ces demandes. La nation chinoise tout entière s'indignait, et se dressait contre cette agression par un grand mouvement de boycottage économique. Devant une pareille résistance, le Japon écartait le cinquième groupe des demandes, c'est-à-dire le dernier, qui était le plus incompatible avec la souveraineté et l'indépendance de la Chine. Mais les quatre premiers groupes ne sont pas moins importants, tant au point de vue économique que politique. Par le groupe I, le Japon

demandait notamment de succéder aux droits de l'Allemagne dans la Province de Chantoung ; par le groupe II, il entendait porter à 99 ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antoung-Mukden ; en outre, étendre son influence jusqu'à la « Mongolie intérieure orientale » ; par le groupe III, il visait la mainmise sur les mines de fer du centre de la Chine, et par le groupe IV il entendait éliminer toute collaboration internationale éventuelle sur la côte maritime de la Chine, c'est-à-dire fermer la porte de la Chine à toutes les Puissances, sauf à lui-même bien entendu.

Sous la menace de l'ultimatum du Japon, le Gouvernement chinois accepta, après une certaine révision, ces quatre groupes de demandes, pour éviter une invasion sanglante, qui était d'ailleurs déjà commencée. Mais les accords n'avaient jamais été ratifiés par le Parlement, conformément à la Constitution provisoire de la République chinoise ; en outre, ils étaient annulés, le 1^{er} novembre 1922, par un vote de la Chambre des Députés, approuvé par le Sénat l'année suivante. Dans la Conférence de la Paix à Versailles, ainsi que dans la Conférence de Washington de 1921-1922, la délégation chinoise avait formellement déclaré la nullité de ces accords. Juridiquement, ils n'ont aucun caractère de traité.

Après la remise de l'ultimatum japonais à la Chine, le Gouvernement des Etats-Unis sentit le danger qu'il y avait pour la doctrine de la porte ouverte. Immédiatement, il adressa à la Chine et au Japon, à la date du 13 mai 1915, la protestation suivante :

« En considération des négociations qui ont eu lieu et qui sont encore pendantes entre le Gouvernement de la Chine et le Gouvernement du Japon, et des accords qui en ont résulté, le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de notifier au Gouvernement de la République chinoise qu'il ne peut reconnaître aucun accord ou engagement qui est fait ou sera fait entre les Gouvernements de la Chine et du Japon, portant atteinte aux droits dévolus par les traités aux Etats-Unis et à leurs citoyens en Chine, ainsi qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République chinoise ou à la politique interna-

tionale relative à la Chine connue généralement sous le nom de politique de la porte ouverte ». (1)

Malgré cette désapprobation du Gouvernement des Etats-Unis, le Japon imposa à la Chine les deux traités du 25 mai 1915, concernant le Chantoung, la Mandchourie et la Mongolie intérieure orientale, et les 13 notes échangées concernant le reste des demandes acceptées. Avec ces dispositions, le Japon tentait avant tout d'établir une « sphère d'intérêts » dans le territoire du Nord-Est de la République chinoise, ce qui est tout-à-fait incompatible avec le principe du maintien de la souveraineté et de l'intégrité de la Chine. En outre, la visée des intérêts spéciaux dans ces régions porte encore atteinte au principe d'égalité de chances de toutes les nations. Ainsi, la doctrine de la porte ouverte était radicalement violée. Depuis sa naissance, c'était la deuxième fois.

III. — Troisième période de la doctrine, depuis 1915 jusqu'à 1931.

Aucune sanction n'était alors prévue contre cette violation flagrante de la doctrine, sauf le boycottage économique employé spontanément par la masse de la nation chinoise, comme représailles contre le délinquant. Que faisait donc à ce moment le Gouvernement américain, qui se piquait d'être le champion de la politique de la porte ouverte ? Rien. Après avoir fait beaucoup de bruit, il se contentait de se taire. Ce n'est que deux ans plus tard, lorsque le Japon cherchait à consolider sa situation internationale par l'envoi d'une mission de propagande en Amérique, que le Gouvernement des Etats-Unis profita de l'occasion pour conclure l'accord Lansing-Ishii, du 2 novembre 1917, en vue de rétablir la malheureuse doctrine. Voici le texte complet de cet accord : (2)

« Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon reconnaissent que la proximité territoriale crée des relations spéciales entre les pays, et par conséquent le Gouvernement des Etats-Unis

(1) U. S. Senate Documents, 67 th. Cong. 2 nd. Sess., n° 126, p. 779.

(2) Foreign Relations of the United States, 1917, pp. 264-265.

reconnaît que le Japon a des intérêts spéciaux en Chine, et particulièrement dans la partie à laquelle ses possessions sont contiguës.

« La souveraineté territoriale de la Chine, cependant, reste intacte, et le Gouvernement des Etats-Unis a toute confiance dans l'assurance répétée du Gouvernement impérial japonais que, même ayant de tels intérêts spéciaux donnés par la position géographique, le Japon n'a aucun désir de faire obstacle au commerce des autres nations ou de méconnaître les droits spéciaux accordés jusqu'ici par la Chine dans les traités conclus avec d'autres Puissances.

« Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon nient avoir le dessein d'enfreindre, de quelque façon que ce soit, le principe de l'indépendance ou de l'intégrité territoriale de la Chine, et ils déclarent, en outre, qu'ils adhèrent toujours au principe dite de la « porte ouverte » ou de la chance égale pour le commerce et l'industrie en Chine.

« En plus, ils déclarent mutuellement qu'ils s'opposent à l'acquisition, par tout Gouvernement, de tous droits spéciaux ou privilèges, qui pourraient affecter l'indépendance ou l'intégrité territoriale de la Chine ou retirer aux sujets ou aux citoyens de toutes les autres nations la pleine jouissance de la chance égale pour le commerce et l'industrie en Chine ».

Par cet accord, le Gouvernement des Etats-Unis croyait obtenir du Japon une promesse plus sérieuse pour le rétablissement de la doctrine de la « porte ouverte ». Il est vrai que le texte des deux derniers paragraphes exprime très clairement l'engagement des deux Gouvernements à l'égard de cette doctrine ; il est également vrai que, dans le 2^e paragraphe, on mentionne expressément « la souveraineté territoriale de la Chine reste intacte », pour atténuer le sens du terme « intérêts spéciaux » contenu dans le premier paragraphe. Mais comment peut-on définir un terme si obscur et si ambigu ? Que faut-il entendre par des « intérêts spéciaux » ? N'est-il pas manifestement contradictoire de reconnaître au Japon des « intérêts spéciaux » en Chine, et en même temps de s'engager avec lui à respecter la souveraineté territoriale de ce pays ? Et encore, quel contraste frappant entre les « intérêts spéciaux » du Japon et les « chances égales de toutes les nations » ?

Voilà autant de questions susceptibles d'engendrer des malentendus. Le Gouvernement chinois, qui s'indignait d'un tel accord, qui pouvait permettre de porter atteinte à sa souveraineté, protesta par la note du 12 novembre 1917, ainsi conçue : « Le principe adopté par ce Gouvernement à l'égard des nations amies a toujours été celui de la justice et de l'impartialité ; en conséquence, les droits accordés par les traités ont été respectés ; ainsi il n'existe de relations spéciales créées entre les pays par la proximité géographique que dans la mesure où elles ont été stipulées dans les traités existants. Le Gouvernement chinois restera fidèle au principe adopté jusqu'ici, et il déclare encore qu'il n'admettra jamais d'être lié par un accord conclu entre d'autres nations » (1)

Bientôt, les interprétations tendancieuses de cet accord se multiplièrent, venant surtout du Japon, ce qui donna raison à la protestation indispensable de la Chine et montra que la crédulité des dirigeants américains et l'arrière-pensée des diplomates japonais, non seulement ne portait aucun secours à la doctrine de la porte ouverte, mais plutôt la noyait dans des formules ténébreuses et injustifiables en droit des gens. Heureusement, l'accord Lansing-Ushii ne dura pas longtemps ; il prit fin par un échange de notes du 14 avril 1923.

Il ne faut pas oublier que l'accord Lansing-Ishii était conclu au moment où l'Europe était en pleine guerre. C'était l'époque où les préoccupations des Puissances, y compris les Etats-Unis, n'étaient pas dirigées vers l'Extrême-Orient, où par conséquent la force seule du Japon dominait tout. La doctrine de la porte ouverte était alors dans une situation désespérée. Ce n'est que quatre ans plus tard, lorsqu'un nouvel équilibre des forces internationales fut rétabli, après les expériences douloureuses de la grande conflagration mondiale, que l'on songe à faire revivre cette pauvre doctrine, qui était abandonnée depuis longtemps. Ce miracle devait s'accomplir à la Conférence de Washington.

Les résultats de cette Conférence, en ce qui concerne le réta-

(1) Note de la Légation chinoise à Washington au Gouvernement américain. V. *Papers relating to the Foreign Relations of the United States*, 1917, p. 270.

blissement de la doctrine de la porte ouverte, se trouvent dans le traité des Neuf Puissances, conclu entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Chine, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, le 6 février 1922. Voici les principaux passages qui nous intéressent :

« Les Puissances contractantes, autres que la Chine, conviennent :

1° De respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2° d'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un Gouvernement stable et efficace ;

3° d'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application, sur tout le territoire de la Chine, le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ;

4° de s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'Etats amis ; elles s'abstiendront également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité des dits Etats amis » (art. 1^{er}).

Ces quatre paragraphes, en réalité, ne sont que le développement détaillé des deux principes de la doctrine de la porte ouverte. Les deux derniers paragraphes contiennent le premier principe : l'égalité de chance de toutes les nations ; et les deux premiers développent le second principe : le respect de la souveraineté et de l'intégrité de la Chine.

I. — Etudions d'abord la façon dont le premier principe de la doctrine de la porte ouverte fut rétabli. Dans l'art. 1^{er}, il est stipulé de deux manières : sous forme affirmative (§ 3), les huit Puissances s'engagent à user de leur influence en vue d'établir et de maintenir ce principe ; sous une forme négative (§ 4), elles s'engagent à ne pas tirer avantage des circonstances en

Chine pour rechercher des intérêts spéciaux. En vue d'appliquer avec plus d'efficacité ce principe, les huit Puissances conviennent de ne pas rechercher, ni aider leurs ressortissants à rechercher :

« a) la conclusion d'accords qui tendraient à établir en faveur de leurs intérêts des droits généraux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

« b) l'obtention de monopoles ou traitements préférentiels de nature à priver les ressortissants d'autres Puissances du droit d'entreprendre en Chine toute forme légitime de commerce ou d'industrie, ou de participer, soit avec des autorités locales à toute catégorie d'entreprises ayant un caractère public, ou de monopole ou traitement préférentiels qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue territoriale, seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe de la chance égale » (art. III).

Pour renforcer les moyens de faire observer sérieusement ce principe, la Conférence de Washington adopta encore les dispositions suivantes :

« 1. — Il est interdit d'appliquer sur les chemins de fer chinois une discrimination injuste, en matière de tarifs, ainsi qu'en matière de facilités de transports. Des traitements égaux pour les voyageurs et pour les marchandises de toutes les nations doivent être accordés par la Chine, ainsi que par les Puissances et leurs ressortissants qui exercent un contrôle sur des lignes chinoises de chemins de fer, en vertu d'une concession, d'un accord spécial, ou autrement (Art. V).

« 2. — Il est prévu l'établissement d'un Comité consultatif en Chine pour s'occuper de toutes les questions touchant l'exécution des articles III et V du traité du 6 février 1922, à fin d'enquête et de rapport (Résolution N° 4).

« 3. — Pour ne permettre à aucune Puissance de s'emparer d'intérêts spéciaux en Chine, en vertu d'un traité ou de tout accord secret, la Conférence avait adopté une résolution concernant la publicité à faire à toute question affectant les

obligations politiques, ainsi qu'à tous engagements internationaux contractés par la Chine ou par les différentes Puissances concernant la Chine. Une copie de tous traités, conventions, échanges de notes, ou arrangements internationaux existants ou futurs, passés avec la Chine ou conclus entre les Puissances concernant la Chine, ainsi qu'une copie de tous contrats existants ou futurs au sujet des concessions de mines, de forêts ou de travaux publics, passés entre les ressortissants des Puissances d'une part, et le Gouvernement chinois ou l'une de ses subdivisions administratives d'autre part, doit être déposée au Secrétariat Général de la Conférence, ou portée à la connaissance de toutes les Puissances adhérentes dans les 60 jours suivant la date de leur entrée en vigueur (Résolution N° IX).

4. — Un traité relatif au tarif des douanes chinoises fut conclu le 6 février 1922 : « Pour toutes questions relatives aux droits de douane, il y aura égalité absolue de traitement et de chances pour toutes les Puissances contractantes » (Art. V). En outre, le « principe de l'uniformité des droits de douane perçus sur toutes les frontières terrestres ou maritimes de la Chine est reconnu » (Art. VI).

Telles sont les principales mesures prises par la Conférence de Washington en ce qui concerne le rétablissement du premier principe de la doctrine de la porte ouverte, le principe de l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations.

II. — Etudions ensuite comment le second principe de la doctrine de la porte ouverte fut rétabli. Dans l'art. 1^{er} du traité des Neuf Puissances, il est facile de remarquer que les deux premiers paragraphes sont entièrement consacrés à ce principe. Le premier paragraphe l'affirme, le second complète le sens du premier. Il ne suffit pas de stipuler : «... de respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine », et en même temps de laisser encore pratiquer, en Chine, par les Puissances l'ancienne politique d'immixtion et d'expansion. Il faut prendre des mesures contre cette pratique, absolument

condamnée par le droit des gens. Ainsi, le second paragraphe est rédigé en ces termes : « d'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un Gouvernement stable et efficace ». En effet, on avait compris que les traités inégaux, imposés à la Chine depuis 80 ans, l'avaient mise dans l'impossibilité de maintenir un Gouvernement stable et efficace, surtout en la privant du droit d'augmenter ses recettes douanières. Pour qu'un tel Gouvernement chinois puisse se maintenir, il lui faut avoir avant tout l'argent suffisant à couvrir ses dépenses. C'est pourquoi on a prévu de lui offrir la possibilité de la révision des traités inégaux, et surtout la possibilité de l'autonomie douanière.

A propos de ce deuxième paragraphe, l'explication que lui a donnée le conseiller juridique de l'Ambassade impériale du Japon à Paris, M. Jean Ray, est absolument fausse. « Vous voyez bien, dit-il, que ce qui a été voulu à Washington, ce n'est pas du tout l'affirmation de l'existence actuelle d'une souveraineté effectivement réalisée, c'est simplement l'expression de la *possibilité* d'aboutir un jour à un tel régime de droit » (1). Par ce détournement du sens de la stipulation, il entend placer la Chine en dehors de la famille des Nations ayant la jouissance du droit des gens. Or, d'après le texte, il s'agit bien ici de « la *possibilité* de s'assurer les avantages permanents d'un Gouvernement stable et efficace », et non pas de la *possibilité* d'aboutir un jour à un régime de la souveraineté effectivement réalisée. Dans le paragraphe I, on convient « de respecter la souveraineté de la Chine », comment peut-on la nier immédiatement dans le second, en refusant à la Chine cette affirmation de l'existence actuelle d'une souveraineté effectivement réalisée ? D'ailleurs, tout le monde sait qu'un Gouvernement, stable ou non, n'empêche pas la nation d'avoir une pleine souveraineté extérieure. Comment peut-on expliquer ce texte autrement que dans le sens du principe du respect de la souveraineté de la Chine ?

Mais il ne suffit pas, pour la Conférence de Washington,

(1) Jean Ray, *La position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie*, 1933, p. 369.

d'affirmer l'existence actuelle de la souveraineté pleinement réalisée en Chine, et d'adopter le principe de la respecter ; ce qui importe avant tout, c'est de prendre des mesures plus concrètes pour mettre ce principe en application. Voilà le résultat des travaux de la Conférence à cet égard :

1. — On ne permet plus d'établir des « sphères d'influence » en Chine. A ce propos, l'art. IV du traité des Neuf Puissances est ainsi conçu : « Les Puissances contractantes conviennent de ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs, avec l'intention d'établir au profit de ces derniers, des sphères d'influence, ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois. »

2. — Dans le but d'accroître les revenus du Gouvernement Chinois, les Puissances concluent un traité touchant la révision du tarif des douanes chinoises, qui était déjà fixée dans des traités inégaux. En outre, elles adoptent une résolution (n° IX), exprimant l'espoir que le développement à venir des chemins de fer en Chine soit effectué de manière à permettre au Gouvernement chinois de réaliser l'unification des chemins de fer sous l'administration et le contrôle de la Chine. Elles donnent encore leur assentiment à la suppression des bureaux de poste étrangers en Chine, ainsi qu'au transfert au Gouvernement chinois des stations radiotélégraphiques étrangères établies sans la sanction de l'autorité chinoise (Résolutions VI et VIII).

3. — Respecter, en temps de guerre, la souveraineté de la Chine, consiste avant tout à ne pas violer sa neutralité. Or, dans le passé, le Japon et la Russie l'avaient violée, en faisant la guerre de 1904-1905 sur son territoire ; et, plus récemment, pendant la Grande Guerre, le Japon l'avait encore violée en débarquant ses troupes à Lungkow, ville chinoise, pour attaquer les Allemands à Kiao-Tchéou, territoire à bail. Pour mettre fin à une telle violation, les Huit Puissances « conviennent de respecter pleinement, au cours des guerres auxquelles la Chine ne participerait pas, les droits de cette dernière en tant que Puissance neutre ; la Chine, d'autre part, déclare que, lorsqu'elle sera neutre, elle observera les règles de la neutralité » (Art. VI du traité des Neuf Puissances).

Telles sont les principales dispositions que prit la Conférence de Washington en vue de rétablir le second principe de la doctrine de la porte ouverte, principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité de la Chine.

Sans doute, ayant pris soin de rétablir les deux principes par un grand nombre de stipulations, la Conférence rendit la doctrine de la porte ouverte plus virile et plus vigoureuse qu'auparavant. Juridiquement, on y ajouta des éléments nouveaux. Ainsi, en ce qui concerne la Chine, elle n'avait pas eu jusqu'alors à prendre d'engagement à propos de la doctrine. Les échanges de notes entre le secrétaire d'Etat américain John Hay, et les Gouvernements des Puissances en 1899, n'engageait pas la Chine, pas plus que les stipulations figurant dans des accords passés ultérieurement entre des Puissances autres que la Chine. C'est à la Conférence de Washington qu'elle prit part, pour la première fois, à cette doctrine. En effet, dans le dernier paragraphe de l'art. III et le premier paragraphe de l'art. V du traité des Neuf Puissances, elle s'engage généralement à adopter les principes de la doctrine de la porte ouverte « comme guides en ce qui concerne la suite à donner aux demandes de droits et privilèges économiques de la part de Gouvernements ou ressortissants de tous pays étrangers, qu'ils soient ou non parties au présent traité » (art. VI), et particulièrement pour les appliquer aux matières des tarifs de chemins de fer et des facilités de transport (art. V).

Quant aux Puissances autres que la Chine, elles ajoutent aux engagements pris, aux accords passés entr'elles depuis 23 ans relatifs à l'observation des principes de la doctrine de la porte ouverte, un nouvel engagement compris dans le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922. A partir de cette date, la doctrine cesse d'être une sorte de politique extérieure d'une ou de plusieurs Puissances à l'égard de la Chine, mais elle s'insère dans un pacte international, dont l'engagement est beaucoup plus solennel. Ainsi, à tous les points de vue, on peut dire que l'âge mûr de la doctrine est atteint.

Cependant, en ce qui concerne la paix de l'Extrême-Orient, la diplomatie américaine ne triomphe pas à la Conférence de Washington, comme beaucoup de gens le croient. Les Etats-Unis se contentent d'obtenir du Japon et d'autres Puissances

de vagues promesses sur le papier ; ils s'engagent à maintenir, en matière de fortification et de base navales, le *statu quo* dans l'Océan Pacifique (1). Or, la non-fortification dans ces endroits a pour conséquence de réduire les Etats-Unis à l'impossibilité de remplir leurs engagements pris dans le traité des Neuf Puissances.

En ce qui concerne la Chine, les résultats obtenus à Washington étaient encore loin d'être satisfaisants. On se préoccupait trop des principes, et rien de concret et d'efficace n'était réalisé pour supprimer les injustices internationales qui avaient été commises par les Puissances à l'égard de la Chine. Le joug des « traités inégaux » pesait encore lourdement sur elle, les positions et les intérêts acquis illégalement par les Puissances au détriment de la Chine n'étaient point modifiés conformément au droit des gens. On laissait également intacts la juridiction extraterritoriale, le maintien en Chine de forces armées étrangères sans l'autorisation du Gouvernement chinois, et surtout l'institution des territoires à bail, qui sont en réalité des bases d'opération pour la politique d'expansion économique ou territoriale des Puissances impérialistes en Chine. Tout cela existe encore, contrairement aux principes rétablis par la Conférence ; la jouissance de ces fruits d'une ancienne injustice entretient toujours l'espoir d'en commettre de nouvelles. Ainsi, après avoir prolongé sa position dans la péninsule de Liaotoung par l'accord de 1913, non ratifié et non invalidé, le Japon jette son dévolu sur les trois provinces de l'Est et la Mongolie intérieure orientale. « L'appétit vient en mangeant ». Tout en continuant la poussée de son expansion économique dans ces régions depuis la conférence, il ne tarde pas à déverser ses forces armées en Chine pour satisfaire ses visées territoriales.

C'est à la faveur de la crise économique mondiale, alors que les préoccupations des autres Puissances étaient concentrées sur des difficultés nationales, les mettant dans l'impossibilité de remplir leur engagement de maintenir la paix en Extrême-Orient conformément au traité de Washington, que le Japon

(1) L'art. XIX du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, limitant les armements navals,

put faire, à partir du 18 septembre 1931, la guerre à la Chine sans déclaration. Ce n'était point un incident local à Moukden, mais la poursuite, étape par étape, de la politique de conquête du continent asiatique, préméditée par l'Etat-major japonais. L'occupation militaire des trois provinces de l'Est, la guerre à Shanghai, l'invasion du Jehol, les attaques de Shanghaikwan et des provinces septentrionales de la Chine, ainsi que la création, le maintien et le contrôle, par la force, du Mandchoukouo, constituent une violation flagrante du droit des gens, et notamment du traité des Neuf Puissances. « La création artificielle de l'Etat de Mandchoukouo, écrit l'éminent professeur de notre Faculté, Jean Escarra, a été faite au mépris de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, que le Japon avait promis de respecter. Il serait d'autant plus difficile de nier cette vérité d'évidence que, d'après le rapport Lytton, la création du Mandchoukouo n'a jamais rien présenté de spontané.

Tout le monde sait que c'est là un procédé auquel le Japon a eu recours pour déguiser ses fins et de soutenir que lui-même n'a pas violé l'intégrité chinoise. Il y a tout de même des limites à l'abus des sophismes » (1).

Ainsi donc, au bout de sa longue évolution, la doctrine de la porte ouverte, qui comporte le principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité de la Chine, est, pour la troisième fois, violé par la force. Cette fois, chose plus grave, il ne s'agit pas simplement de la violation d'une politique ou d'une doctrine dite américaine, mais de la violation d'un traité engageant solennellement neuf Puissances du monde. Cependant, les mesures contre le délinquant sont loin d'être trouvées. Laissera-t-on périr avec indifférence cette malheureuse doctrine, ou bien va-t-on la rétablir une fois de plus, à tout prix, dans un avenir plus ou moins proche ? Question de demain, que nous envisagerons à la fin de cette étude.

(1) Jean Escarra, *La politique et le droit dans les relations sino-japonaises* (Europe nouvelle, 12 nov. 1932, p. 1333).

CHAPITRE V

LA BASE JURIDIQUE DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE

Dans les deux chapitres précédents, nous avons montré comment la naissance et l'évolution de la doctrine de la porte ouverte étaient en relation étroite avec le système de l'équilibre de forces maintenu, depuis la fin du XIX^e siècle, en Chine par les Puissances. On peut dire ainsi qu'au cours des 34 dernières années, une longue lutte dramatique eut lieu dans l'arène diplomatique d'Extrême-Orient entre cette doctrine et la force. Tantôt un équilibre était établi, la doctrine marchait à grands pas vers le droit ; tantôt l'équilibre était rompu, c'était alors la force brutale qui l'emportait immédiatement sur elle. Toujours, cette dernière se dressait contre la première, au nom de la justice internationale, ce qui ne veut pas dire que juridiquement les deux principes de cette doctrine sont tous justifiables.

I. — Au point de vue du droit international tout d'abord, non pas en droit positif, mais en droit rationnel, le premier principe de la doctrine, principe de l'égalité de chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine, n'est point justifiable, à moins que toutes les nations autres que la Chine accordent à cette dernière la même égalité de chances chez elles. Or, une telle réciprocité n'existe pas dans la doctrine. L'égalité de chances n'existe qu'entre les Puissances en Chine, et non point entre la Chine et les autres Puissances chez chacune d'elles. Tous les autres Etats peuvent pratiquer à leur gré le nationalisme économique en établissant divers systèmes de contingentement et en élevant la muraille des tarifs douaniers sur leurs frontières pour fermer le marché national aux marchandises étrangères ; et notamment les Etats-Unis d'Amérique, les soi-disant champions de la politique de la porte ouverte, ferment eux-mêmes leurs frontières aux peuples asia-

tiques ; chez eux, il n'y a point d'égalité de chances entre les jaunes et les blancs. On prêche ce que l'on ne veut point pratiquer soi-même, on impose à la Chine ce que l'on ne veut point recevoir d'autrui. Ainsi envisagé, le principe de l'égalité de chances est l'inégalité elle-même, inégalité entre la Chine et les autres Puissances. C'est une théorie léonine qui entend livrer la première aux intérêts des dernières. Voilà ce qui est en opposition avec la justice internationale, et doit être condamné, dans le droit des gens.

Examiné de près, il saute aux yeux que le principe de l'égalité de chances n'est que l'application, au domaine économique, du fameux principe de l'équilibre, qui est un système politique, et non un principe de droit. Dans les traités des XVII^e et XVIII^e siècles, ses applications étaient très nombreuses. On peut dire que, depuis 1648 jusqu'à la fin de la Révolution et de l'Empire, c'est cette idée d'équilibre qui continue à être le principe directeur de la politique européenne. Quand, plus tard, les Puissances occidentales nouaient des relations avec les nations orientales, elles pratiquaient encore le même principe à l'égard de ces dernières. Ainsi, dans l'année tragique de 1898, lorsque l'Allemagne imposait à la Chine la prétendue cession à bail de Kiao-Tchéou, les autres Puissances ne tardaient pas à faire des demandes analogues pour une autre cession à bail. C'était bien le principe d'équilibre qui entraînait en jeu. Comment justifie-t-on ce principe, qui occupait une place si importante dans les relations internationales du passé ? D'après l'éminent professeur, M. Louis Le Fur, « le principe de l'équilibre n'est plus que la loi de l'intérêt, c'est-à-dire en pratique le règne de la force, au plus grand détriment des Etats faibles, car c'est à leur détriment que se feront toutes les compensations exigées par un Etat fort dès qu'un Etat voisin se sera lui-même agrandi. On pourrait transporter aux conquêtes qui en sont la conséquence le mot célèbre de Proudhon sur la propriété, et dire que la conquête ainsi comprise, c'est le vol entre Etats » (1). Incontestablement, cette constatation est exacte en ce qui concerne également le principe de l'égalité de chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, puisque les intérêts matériels

(1) Louis Le Fur, *Précis de droit international public*, 1931, p. 33.

que les Etats forts se partagent aux dépens des Etats faibles ne sont pas autre chose que des conquêtes économiques. N'est-ce donc pas encore le vol entre Etats ?

Certes, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, on a refusé de plus en plus à un Etat d'avoir le droit de s'isoler. L'interdépendance et la solidarité des Etats modernes dans le domaine économique s'imposent et amènent les auteurs de droit international public à reconnaître aux Etats le droit de libre commerce. Mais tout de même, cette liberté n'est pas absolue et sans bornes. D'après Paul Fauchille, « Ceux qui reconnaissent que le commerce mutuel constitue un droit essentiel et primordial des Etats ne vont pas cependant sans apporter quelques restrictions à l'application de ce droit. Ils y admettent des restrictions, qu'ils basent sur l'idée du droit de conservation des Etats : si un Etat ne peut, sans se placer en dehors du droit des gens, se refuser à toutes relations avec l'étranger, fermer systématiquement ses frontières aux nationaux et aux marchandises des autres Etats, il a le droit de prendre telles mesures de précautions et de défense qu'il juge convenables pour la production nationale. C'est ainsi qu'il peut édicter des tarifs protecteurs vis-à-vis des produits étrangers ; apporter, suivant les cas, des limitations temporaires ou permanentes aux exportations et aux importations, même interdire dans certains cas le commerce avec un Etat étranger déterminé ». (1) C'est très juste, mais que nous sommes loin du principe de l'égalité de chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ! Selon ce principe, la Chine ne peut faire aucune discrimination dans son traitement à l'égard de toutes les autres nations, encore moins interdire le commerce avec un Etat étranger déterminé.

Quand Paul Fauchille, à propos du droit de libre commerce de l'Etat, parle de la doctrine de la porte ouverte, il semble qu'il ne saisit pas très bien la portée de cette doctrine. « Dans ces dernières années, écrit-il, une doctrine a pris corps sous le nom de doctrine de la porte ouverte, qui permet à chaque Etat d'obliger les autres à recevoir ses produits et à laisser ses

(1) Paul Fauchille. *Droit international public*, 1^{re} partie, 1^{er} Livre, 1922, pp. 481-482.

nationaux faire le négoce sur leur territoire » (1) Ainsi comprise, cette doctrine est justifiable, si tous les Etats l'acceptent. Or, en fait, on va beaucoup trop loin. L'essentiel de cette doctrine, telle qu'elle est appliquée en Chine, ne consiste pas seulement dans l'obligation d'un Etat envers les autres Etats de recevoir leurs produits et de laisser négocier, sur son territoire, leurs nationaux, mais encore dans l'égalité des traitements qu'un Etat accorde aux marchandises et aux nationaux d'autres Etats. Et ce n'est pas tout. Il s'agit, non-seulement du domaine du commerce proprement dit, mais encore du domaine de l'industrie et de la finance.

En effet, dès le début de cette doctrine, dans l'échange de notes entre les Etats-Unis et les autres Puissances, en 1899, il s'agit d'ouvrir la porte des territoires à bail ou des soi-disant « sphères d'intérêt » que les Puissances prétendaient établir en Chine. Le domaine d'application était alors, non-seulement limité au territoire, mais touchait aux questions matérielles. C'était l'égalité des tarifs douaniers pour les marchandises, l'égalité des droits de mouillage pour les navires, et l'égalité des tarifs de chemins de fer pour tout objet transporté, que John Hay avait nettement fait adopter aux autres Puissances. Tout cela, c'était l'égalité de chances pour le commerce simplement, et pas autre chose, puisque l'uniformité des tarifs en matière de navigation et de transports est envisagée comme conditionnant le coût de revient des marchandises, et par conséquent ne sort pas du domaine commercial. Mais, à partir de 1908, la doctrine connaît une nouvelle phase.

C'était l'époque où la Chine avait besoin de faire des emprunts à l'Etranger pour construire ses chemins de fer. Alors les Puissances luttaient pour obtenir ces « chances », en vue de placer leurs capitaux en Chine. Au sujet de l'emprunt et de la construction de la ligne Houkuang, le secrétaire d'Etat du Gouvernement américain, M. P. C. Knox, insistait pour participer à l'affaire, et demandant, non seulement l'égalité pour financer les travaux avec les autres Puissances participantes, mais encore un droit absolument égal concernant la fourniture des matériaux, concernant les ingénieurs,

(1) *Op. cit.*, p. 487.

les vérificateurs, et tous les autres bénéfices. Tout cela se faisait au nom du principe de l'égalité de chances, c'est-à-dire par application de la doctrine de la porte ouverte (1). Plus tard, dans l'accord du Consortium Bancaire de six Puissances du 18 juin 1912, on stipulait la participation égale sur le pied d'une absolue parité pour le placement des capitaux en Chine (2). Egalement, la même idée directrice était appliquée dans l'accord du Nouveau Consortium Bancaire International, signé le 15 octobre 1920. « L'accord est fait sur le principe de l'égalité complète à tous égards entre les parties contractantes... » (3). Ainsi, du domaine commercial, on étend l'application de ce principe aux domaines industriels et financiers. Voilà les abus flagrants du droit de libre commerce de l'Etat qui se commettaient en Chine.

Cette sorte d'abus était d'ailleurs marquée par le Président Wilson d'Amérique. Quand le Gouvernement de la République chinoise, qui venait de s'établir, demandait des emprunts au Consortium Bancaire des six Puissances, ce dernier ne les promettait que sous des conditions très draconiennes, tendant à contrôler les finances publiques de la Chine; et lorsque le Gouvernement chinois repoussait ces conditions, le Consortium s'arrangeait de telle sorte qu'il ne puisse trouver aucun crédit extérieur nulle part. Ainsi, chose curieuse et pleine d'ironie, la doctrine de la porte ouverte, pratiquée de cette manière, avait pour conséquence de fermer la porte de la Chine. Et l'égalité de chances n'existait qu'entre les six Puissances. Les protestations du peuple chinois contre cette sorte d'immixtion étrangère avait profondément ému l'opinion publique américaine, amenant le Président Wilson à faire une déclaration à la presse le 18 mars 1913, en affirmant que « les conditions de l'emprunt nous semblent toucher de très près à l'indépendance administrative de la Chine » et que « nos intérêts sont ceux de la porte ouverte, une porte d'amitié et de mutuels avantages. C'est la seule porte par laquelle nous

(1) *Foreign relations of United States*, 1909, pp. 169-180.

(2) Mac Murray, *Treaties and Agreements with and concerning China*, n° 1913/5, p. 1201.

(3) The Carnegie Endowment for International Peace, *The Consortium*, n° 34, art. 4.

voulons entrer » (1). Ayant ainsi interprété la doctrine de la porte ouverte à la lumière de l'amitié et du mutuel avantage, et considéré la politique du Consortium comme incompatible avec cette doctrine, il fit sortir du Consortium le groupe bancaire américain. Bien que, en fait, la politique de non-participation du Président Wilson n'empêchait pas les autres Puissances de continuer leurs pratiques, mais les laissait libre d'agir dans la « course aux concessions ou aux placements de capitaux », en Chine, moralement, c'était un geste de justice, qui montrait les abus de droit des autres Puissances à l'égard de la Chine.

Cependant, les applications du principe de l'égalité de chances étaient devenues tellement larges, que les délégués des Neuf Puissances à la Conférence de Washington n'hésitèrent plus à les fixer, dans le traité du 6 février 1922, en ces termes : « d'user de leur influence en vue d'établir effectivement, et de maintenir en application sur tout le territoire de la Chine, le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ». Cette fois, les domaines de l'application sont nettement indiqués, non seulement pour le commerce, mais encore pour l'industrie. Voilà des faits que Paul Fauchille n'avait pas prévus lorsqu'il envisageait la doctrine de la porte ouverte comme se rapportant au domaine du droit de libre commerce d'un Etat. En réalité, ce n'est pas exact. Ce qui est exact, c'est que le premier principe de cette doctrine, principe de l'égalité de chances, tel qu'il est appliqué en Chine, c'est tout-à-fait injustifiable du point de vue du droit international rationnel.

II. — Passons au deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte, principe du respect de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi que de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, dont la base juridique est tout à fait différente. Incontestablement, en droit international rationnel ou positif, ce principe est doublement justifiable.

Au point de vue théorique, le droit de souveraineté, d'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative,

(1) Foreign Relations of United States, 1913, p. 170.

c'est la condition *sine qua non* de l'existence d'un Etat. La souveraineté peut être envisagée sous deux formes : externe et interne. La souveraineté externe d'un Etat, c'est son indépendance ; la souveraineté interne ne consiste qu'en l'intégrité territoriale et administrative. L'indépendance d'un Etat comporte nécessairement son intégrité territoriale et administrative, si l'on entend bien que c'est l'indépendance du *statu quo*, et non pas l'indépendance d'un Etat diminué ou mutilé. Ainsi compris, il suffit en matière internationale, de parler de l'indépendance d'un Etat pour indiquer sa pleine souveraineté.

Bien que le phénomène d'interdépendance des Etats soit constaté dans les relations internationales, le droit d'indépendance est toujours universellement reconnu comme le droit fondamental d'un Etat. Ainsi, dans le projet d'une déclaration des droits et devoirs des Nations, approuvé par l'Union juridique internationale le 11 novembre 1919, on peut remarquer ces passages qui nous intéressent : « L'Etat a le droit de conserver et de perpétuer son existence (art. 1^{er}). L'Etat est indépendant. L'indépendance de l'Etat doit s'entendre dans ce sens qu'il peut librement se développer sans qu'aucun autre Etat puisse s'immiscer, de sa propre autorité, dans l'exercice, soit intérieur, soit extérieur, de son activité » (art. II). C'est le droit d'un Etat d'avoir une telle indépendance ; c'est encore le devoir d'un Etat de respecter une telle indépendance dans les autres Etats.

En pratique, l'obligation pour des Etats de respecter l'indépendance et l'intégrité d'un autre Etat, a donné lieu parfois à des traités particuliers. Le traité de Christiania (du 2 novembre 1907) en est un exemple. Il s'agissait alors de s'engager à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Norvège, de la part des Gouvernements allemand, français, britannique et russe. On peut ainsi dire que le deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte, inséré dans le traité des Neuf Puissances est de même nature. Dans le traité de Christiania, « Le Gouvernement norvégien s'engage à ne céder à aucune Puissance, ni à titre d'occupation, ni à titre d'une disposition quelconque, aucune partie du territoire norvégien ». A la Conférence de Washington, le délégué chinois fit cette déclai-

ration : « La Chine, de son côté, est prête à prendre l'engagement de n'aliéner, ni de céder à bail, aucune portion de son territoire, ou de son littoral, en faveur d'aucune Puissance ». Une légère différence entre les deux stipulations cependant, consiste en ceci : le traité de Christiania n'engage les Puissances contractantes qu'à « respecter l'intégrité territoriale de la Norvège », tandis que le traité des Neuf Puissances les engage à « respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ». Malgré cette différence évidente, l'essentiel, c'est que les deux engagements ont bien pour but le maintien *du statu quo* territorial et la paix.

Faut-il se méfier de cette sorte de traité, par lequel des Etats garantissent le *statu quo* territorial à un autre Etat, en considérant qu'il n'y a pas d'égalité entre les Etats garants et l'Etat garanti ? Et l'engagement n'est-il pas souvent fragile, étant donné que les deux parties contractantes ne sont pas égales en force, et qu'entre elles il n'y a ni garantie réciproque ni assistance mutuelle ? En fait, c'est la faiblesse de tous les traités de garantie. Mais, en droit, si les deux parties, animées d'un même désir sincère pour la cause commune de la paix et non point pour des intérêts spéciaux et égoïstes, prenaient librement leurs engagements, on ne voit pas comment il pourrait y avoir de l'inégalité juridique entr'elles. Tout récemment, les accords de Locarno en fournissent un exemple. En effet, à l'article premier du Pacte rhénan, qui est l'annexe A du protocole final de Locarno, « Les hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement, ainsi qu'il est stipulé dans les articles ci-après, le maintien du *statu quo* territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité desdites frontières, telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 dudit traité, concernant la zone démilitarisée ».

Ce qu'il y a d'intéressant à remarquer dans ce Pacte, c'est que, parmi les hautes parties contractantes, il y a, d'un côté la Grande-Bretagne et l'Italie qui garantissent individuellement et collectivement le *statu quo* d'une frontière qui n'est pas la

leur et d'un autre côté l'Allemagne, la Belgique et la France qui sont dans la situation d'un Etat garanti, et ne rendent pas la même garantie aux deux premiers. Faut-il conclure qu'il n'y a pas d'égalité entre ces Puissances ? Mais qu'importe ! Dans l'intérêt de tous, pour maintenir le *statu quo* territorial, pour la sécurité et pour la paix, qui est si appréciée de nos jours, on a bien raison de recourir à un tel moyen, à défaut d'un meilleur.

C'est bien pour le même motif que celui qui amena la signature du Pacte rhénan que la Chine accepta le deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte, qui figure dans le traité des Neuf Puissances. D'ailleurs, tout comme le Pacte rhénan, qui dans une certaine mesure renforce, en matière de sécurité et de paix, le pacte de la Société des Nations, le traité des Neuf Puissances, avec cette stipulation « de respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine », est animé du même esprit. D'après l'article 21 du Pacte de la Société des Nations, « les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrages et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix ne seront considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte. » On peut donc considérer le traité des Neuf Puissances comme une entente régionale qui assure le maintien de la paix en Extrême-Orient : l'esprit de Genève et celui de Washington se mettent ainsi en harmonie. Bien entendu, avec l'art 10 du Pacte « les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. » Les Etats du rivage du Pacifique, membres de la Société des Nations, s'engagent par l'engagement mutuel du Pacte, il semble donc que la stipulation du deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte, dans le traité des Neuf Puissances, soit bien superflue. Or, comme le Pacte a des lacunes graves, par lesquelles pouvait passer la guerre qu'il avait pour but d'empêcher (1), et comme les

(1) V. Louis Le Fur. *Précis de Droit International Public*, 1931, p. 285.

Etats-Unis ne sont pas membres de la Société des Nations, il s'impose donc de contracter une entente régionale pour la paix du Pacifique. Adopté par la Conférence de Washington, le deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte constituant en quelque sorte un trait d'union entre le Pacte et le Traité des Neuf Puissances. Un Etat qui viole l'art. 10 du pacte viole du même coup l'article premier de ce traité, s'il est un des signataires. Son engagement est double ; la paix semble être mieux assurée.

Ainsi, au point de vue théorique, le deuxième principe de la doctrine est amplement justifié.

III. — Confrontons les deux principes, entre lesquels un antagonisme est flagrant. Le premier, appliqué à la Chine d'une manière toujours abusive, est à son détriment, tandis que le second est plus ou moins à son avantage. Le premier livre la Chine aux intérêts des Puissances, entre lesquelles la concurrence libre aboutit, en fait, à l'anarchie économique, à la rupture de l'équilibre des forces politiques, à la mainmise sur une région déterminée par une Puissance voisine, et à la guerre ; tandis que le second principe, qui comporte le respect de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi que de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, condamne justement les pratiques d'empiètement basées sur le premier principe.

Comment explique-t-on la formation d'un tel antagonisme entre les principes de la doctrine de la porte ouverte ? C'est simple, au commencement, on ne prévoyait guère tous les abus auxquels donnerait lieu l'application du premier principe, ni l'inefficacité du deuxième principe. On avait eu la bonne foi de croire que cette doctrine était bien conforme à la justice internationale. Ainsi, au temps de John Hay, c'était pour ouvrir la porte des territoires à bail ou la porte des soi-disant « sphères d'intérêt » que la doctrine était inaugurée ; en d'autres termes, pour maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine, John Hay opposait la « chance égale » de toutes les nations à la « chance exclusive » ou aux « intérêts spéciaux » d'une Puissance dans une région déterminée de la Chine. Le second principe de la doctrine de la porte ouverte était alors le but, et le premier (principe d'égalité de chances) n'était que le

moyen pour l'atteindre. La doctrine ainsi envisagée, ce sont bien les intérêts matériels de chaque Etat qui doivent servir la cause commune de la justice internationale. John Hay, étant poète, avait peut-être moins de souci des affaires commerciales que d'une cause idéale plus noble et plus élevée ? C'est possible. En tout cas, la doctrine de la porte ouverte, qui subordonne ainsi son premier principe au second, n'était pas injustifiable, tout au moins à cette époque et dans l'ordre politique.

Mais parfois, on subordonne, en sens inverse, le second principe au premier, c'est-à-dire en considérant le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale simplement comme une condition ou comme un moyen pour assurer à toutes les nations la jouissance de l'égalité de chances commerciale et industrielle. Explication mauvaise, mais non pire. En effet, c'est bien la pensée de M. Stimson, secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Dans sa lettre à M. Borah, sénateur, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat (transmise à Genève le 25 février 1932) il dit : « Comme vous le savez naturellement, ce traité (traité des Neuf Puissances) constitue la base légale sur laquelle repose à l'heure actuelle la politique de la porte ouverte à l'égard de la Chine. Cette politique, formulée en 1899 par John Hay, a mis fin à la lutte entre diverses Puissances pour ce qu'on est convenu d'appeler les zones d'influence en Chine, lutte qui menaçait cet Empire du démembrement. A cette fin, M. Hay a invoqué deux principes : 1° l'égalité des chances, en matière commerciale, pour les nations dans leurs relations avec la Chine, et 2° *comme condition nécessaire de cette égalité*, le maintien de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ». Autrement dit, c'est pour sauvegarder l'égalité des chances de toutes les nations que l'on maintient l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. La justice internationale n'est qu'un instrument pour servir à tirer et à partager des intérêts commerciaux et industriels de la Chine.

Or, dans le traité des Neuf Puissances, on ne subordonne ni le premier principe au second, ni le second au premier. On les coordonne simplement dans les quatre paragraphes de l'article premier. Juridiquement parlant, les deux principes, qui ont la même importance, le même poids dans le traité, constituent en bloc la doctrine de la porte ouverte. Les Puissances autres que

la Chine ont non seulement le droit de jouir de « l'égalité de chances » en matière commerciale et industrielle en Chine, mais encore le devoir de respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Si elles n'accomplissaient pas leur devoir à l'égard de la Chine, elles n'auraient plus de droit à exercer pour jouir de l'égalité des chances. Et du côté de la Chine, si elle s'est engagée à accorder à toutes les nations étrangères un traitement égal, c'est uniquement pour que ces dernières respectent sa souveraineté et son intégrité. Elle ne donne que pour recevoir. En somme, la doctrine de la porte ouverte, qui a pour base légale le traité des Neuf Puissances, comporte nécessairement et juridiquement ces deux choses : 1° La porte ouverte aux intérêts économiques légitimes de toutes les nations ne doit être fermée par aucune Puissance, ni dans une région déterminée, ni dans tout le territoire de la République chinoise : 2° Cette porte ouverte, ainsi que la maison tout entière, cependant est gardée, et doit être toujours gardée, par sa maîtresse, la Chine ; les autres Puissances ne doivent pas s'immiscer dans ses affaires intérieures de l'ordre politique, et surtout ne doivent pas empiéter sur son droit de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale et administrative. Voilà la composition des éléments juridiques qui se tiennent l'un l'autre, et ce que nous appelons l'indivisibilité des deux principes. C'est seulement à la lumière de cette indivisibilité que l'on peut atténuer l'antagonisme des deux éléments et justifier la doctrine intégrale de la porte ouverte.

Il importe d'attirer l'attention sur l'indivisibilité de la doctrine. Car, trop souvent on a méconnu son vrai sens en la mutilant ; d'une manière léonine, on accepte le premier principe, le cadeau de l'égalité de chances, et on rejette le second, c'est-à-dire le prix que les Puissances doivent payer en retour à la Chine : le respect de sa souveraineté et de son intégrité. Nous pouvons donner ici quelques exemples.

« Par la « porte ouverte », écrit M. Hara, l'ancien premier Ministre japonais, je ne veux pas dire d'abattre complètement les bornes des frontières nationales. Ce que je pense, c'est enlever l'insécurité économique de certains peuples en étendant jusqu'à eux la chance de l'accès libre aux ressources du monde, par

l'élimination des autres barrières économiques artificielles, et par l'ajustement, autant que possible, de l'inégalité qui naît des discriminations de la nature et de l'histoire » (1). M. Hara a la bonté de ne pas abattre complètement les frontières de la Chine, mais ce qui lui reste serait peu de chose, si l'on ne respectait pas son indépendance et son intégrité. Encore, il préconise le principe de la « chance libre » au lieu de la « chance égale ». Ainsi il est certain que la théorie de M. Hara n'a rien à voir avec la doctrine de la porte ouverte, qui a pour base légale le traité des Neuf Puissances.

D'après l'explication d'un soi-disant Américain, M. George Bronzon Rea, Conseiller du Gouvernement « Mandchoukouo », « la porte ouverte, dit-il en s'adressant à ses compatriotes américains, signifie le droit de vendre notre marchandise à la Chine, et non pas d'acheter les produits agricoles chinois qui peuvent concurrencer ceux de nos propres fermiers », et puis après avoir emprunté des chiffres qui sont loin de la vérité, il tire cette conclusion : « la doctrine de la porte ouverte, exprimée en dollars et en cents, signifie qu'il nous faut lutter pour maintenir un commerce extérieur de 25.000.000 de dollars ! » (2). Ici l'on se perd dans l'abîme du mercantilisme, où ne se trouve aucune lumière juridique. Il parle comme si les Etats-Unis n'avaient pris aucun engagement par le traité des Neuf Puissances. C'est simplement un abus du nom de la porte ouverte. Nous pouvons nous dispenser d'ajouter des commentaires.

Encore un exemple. Le journaliste français, M. André Duboscq, en écrivant sur l'expansion japonaise dans la « Mongolie intérieure », c'est-à-dire dans la province chinoise du Jehol, s'exprime en ces termes : « C'en'est, nous le répétons, que dans l'été de 1932 que les Japonais parurent désireux d'y essayer de grandes exploitations. Ils justifiaient leurs intentions par le principe de la « porte ouverte » et des « chances égales » pour tous, reconnu par les Puissances en Chine et

(1) V. Papier du Premier Ministre Hara, sous le titre de *Réflexion sur la paix durable* dans Gaiko Jiho (Revue diplomatique, Tokio) septembre 15, 1921.

(2) Discours publié dans l'édition anglaise du Osaka Mainichi, du 3 mai 1933.

dans les possessions extérieures de la Chine » (1). Que faut-il entendre par le principe de la « porte ouverte » et des « chances égales », qui pourrait justifier les intentions japonaises dans leur poursuite de la conquête des provinces chinoises, sinon qu'il détourne et mutile le sens de cette doctrine qui recommande justement le « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine » ?

En réalité, toutes les applications abusives et toutes les explications tendancieuses de cette doctrine ne viennent que de la méconnaissance de l'indivisibilité de ses principes, par ignorance plutôt que par mauvaise foi. On joue trop souvent sur le mot, en croyant que la « porte ouverte » signifie « la porte sans maître », et, ainsi armé de cette doctrine mal comprise, on prétend justifier les actes de l'impérialisme.

C'est surtout pour protester contre de tels actes, pratiques au nom de cette doctrine par les Puissances en Chine, que M. Wong Ching-Wei, chef du parti Kuomintang, a fait en 1925 cette constatation :

« Qu'est-ce que l'intégrité territoriale ? Cette phrase signifie, non pas le morcellement de la Chine entre les Puissances, afin qu'elles fassent chacune son profit de la part qui lui serait attribuée, mais la remise de la Chine entière aux Puissances afin qu'elles en fassent leur profit collectivement.

« Qu'est-ce que la politique de la porte ouverte ? Cette phrase signifie que la Chine doit faire bon accueil aux Puissances, quand elles viennent se livrer à leurs empiètements.

« Qu'est-ce que l'égalité des chances ? En langage clair, cela veut dire : à chacun sa part du gâteau » (2).

Tout cela est exact, et le demeurera, tant que les autres Puissances n'auront pas pris au sérieux leur engagement de respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, conformément au second principe de la doctrine.

(1) Dans un article, sous le titre de *Des nuages sur la Mongolie*, publié dans le *Temps* du 16 mai 1933.

(2) Wong Ching-Wei, *La Chine et les nations*, trad. fr. de Heywood Gallimard, 1928, p. 114.

En fin de compte, la base légale de cette doctrine, c'est avant tout le traité des neuf Puissances. Ce qui la rend acceptable, c'est l'existence du second principe. Sans quoi, elle serait condamnée par la justice et la raison. En réalité, le premier principe constitue une sorte de système politique dont l'équilibre se maintient difficilement, et presque toujours aux dépens de la Chine. Le second principe seul relève de l'ordre juridique, mais il est si souvent violé par les Puissances que l'on a parfois méconnu son existence comme élément constitutif de la doctrine. Cependant il ne faut pas perdre de vue ce qui est juridiquement acquis. La coexistence des deux éléments opposés de cette doctrine indique, en effet, que les relations entre la Chine et les autres Puissances marchent péniblement, mais, dans l'ensemble, du terrain de la force vers le terrain du droit.

TROISIÈME PARTIE

LES APPLICATIONS DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE A LA MANDCHOURIE

CHAPITRE VI

POURQUOI LA DOCTRINE S'APPLIQUE A LA MANDCHOURIE

I. — Parce que la Mandchourie est une partie intégrante de la Chine.

Dans les chapitres précédents, nous avons montré comment cette doctrine a pris corps et évolué pendant les trente dernières années. Le domaine de son application est uniquement la Chine. C'est pour faire face à une situation difficile de la Chine qu'au siècle dernier cette doctrine est née ; c'est surtout pour barrer la route à la politique d'expansion de certaines Puissances en Chine qu'elle a évolué. Mais pourquoi donc s'applique-t-elle à la Mandchourie ? La réponse est simple : parce que la Mandchourie est une partie intégrante de la Chine. Puisque la doctrine s'applique à la Chine, elle s'applique nécessairement et implicitement aux Trois Provinces de l'Est.

La Mandchourie fait partie intégrante de la Chine, c'est un fait universellement connu, même par les Japonais, avant septembre 1931 bien entendu. « Pour l'honneur du peuple japonais, écrit M. Nakajima, du chemin de fer Sud-Mandchourien, Dieu nous garde de nier que la Mandchourie et la Mongolie soient autre chose que le territoire légitime de la Chine » (1), et il a bien dit la vérité.

A. — LA THÈSE D'UNION PERSONNELLE ET LA RÉFUTATION. — Cependant, depuis peu de temps, pour des causes politiques, on tâche de trouver des arguments pour nier le lien juridique entre la Chine et ses Trois Provinces de l'Est. Parmi ces argu-

(1) Article paru dans le *Manchuria Daily News*, June 7 1927, cité par C. Walter Young dans son livre *Japan's special position in Manchuria*, 1931, p. 6.

ments, il y en a un qui paraît très séduisant, c'est la formule d'union personnelle. Voici les paroles de M. Jean Ray, champion de cette thèse :

« Quel a été le régime de droit institué par les Empereurs mandchous lorsqu'ils se furent installés à Pékin? A aucun moment, il n'y a eu fusion de la Mandchourie et de la Chine ; la Mandchourie et la Chine sont restées deux pays distincts. Je ne dis pas que l'on puisse appliquer exactement à ces pays lointains les notions de notre droit ; toute espèce de transposition de ce genre est toujours artificielle ; mais enfin, si on veut se représenter à peu près ce qu'était le régime de l'époque impériale, il faut faire appel à ce que l'on appelle chez nous le régime d'union personnelle, c'est-à-dire que les Empereurs souverains de la Chine et souverains de la Mandchourie régnaient concurremment sur les deux pays sans qu'il y eût domination de la Mandchourie par la Chine. Les Empereurs, installés à Pékin, devenus souverains de la Chine, restaient souverains de la Mandchourie, et naturellement, à ce titre, ils traitaient, quand l'occasion s'en présentait, avec les Puissances étrangères, tantôt pour les intérêts qui concernaient la Chine, tantôt pour les intérêts qui concernaient la Mandchourie » (1).

Armé de cette thèse, l'auteur tente de montrer que le lien juridique entre la Chine et ses trois provinces se rompit quand l'Empereur mandchou fut détrôné en 1911. Dès lors, la Chine a, par conséquent, perdu le droit souverain sur la Mandchourie.

Mais, en fait, une transposition de ce genre est non-seulement artificielle, mais tout-à-fait contraire à la vérité. Comme tout le monde le sait, pour que l'on puisse supposer l'existence d'un régime d'union personnelle, il faut au moins deux conditions : d'abord que dans cette union, les divers Etats (qui ne sont que deux en général) possèdent une autonomie complète externe et interne, et ensuite que l'unique lien qui existe entre eux, soit la personne même du monarque. Or, ces deux conditions ne se trouvaient pas réunies dans la forme de l'Empire chinois. La Chine n'a jamais connu un tel régime.

(1) Jean Ray, *La position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie*, 1933, p. 370.

En premier lieu, il n'y avait pas deux Etats distincts entre la Chine et la Mandchourie, avant comme après 1644, date du commencement de la dynastie mandchoue. Comme nous l'avons déjà indiqué dans un chapitre précédent sur l'évolution des peuples en Mandchourie, depuis l'antiquité, le territoire qui porte actuellement le nom de Mandchourie faisait déjà partie de l'Empire chinois, notamment sous les dynasties Han et Tang. Il a toujours été peuplé par des Chinois, surtout dans sa partie méridionale, même sous la dynastie des Ming (1368-1643), immédiatement avant la dynastie mandchoue ; il était divisé administrativement en provinces, sous l'autorité centrale. Les ancêtres des Empereurs mandchous étaient des fonctionnaires nommés par les Empereurs chinois. Les Mandchous, comme les Chinois, faisaient partie du même Empire. Ce n'est qu'à la fin de la dynastie Ming que les généraux mandchous se révoltèrent dans la province de Kirin. C'était alors l'époque où les guerres civiles déchiraient l'Empire. Les provinces ainsi occupées par les rebelles mandchous ne constituaient pas un Etat définitif. Car la période transitoire entre la déclaration, en 1636, de l'autonomie de toute la Mandchourie et l'avènement de l'Empereur mandchou à Pékin, ne dura que huit ans. Dès que la famille Ngaisin Gioro prit le pouvoir en 1644, l'Empire chinois fut réuni. En fait, il y eut un changement de dynastie, une unification de l'Empire brisé, mais il n'y eut pas une union des deux Etats, comme dans le cas ancien entre l'Angleterre et le Hanovre, ou entre la Belgique et le Congo.

En second lieu, ce n'est pas la personne seule du monarque qui liait les Trois Provinces de l'Est à la Chine : ce sont la civilisation chinoise, l'histoire, le mouvement des peuples et le pouvoir politique et administratif, qui jouèrent tous ce rôle. Même depuis 1644, la Mandchourie n'avait jamais constitué un Etat autonome. Au Nord, dans les régions de Heilung-Kiang et de Ningouta, on installait les criminels politiques, les soldats rebelles déportés du Sud de la Chine. Au Sud, dans la vallée du Liao, c'étaient les paysans chinois recrutés dans le Shantoung et le Tchili par le Gouvernement impérial même, pour mettre en valeur les terres dévastées par les dernières guerres civiles. Ce n'est qu'au centre, dans la province actuelle de Kirin, qu'il existait quelques règlements administratifs qui interdisaient

aux Chinois vagabonds de pénétrer dans les forêts réservées aux « hommes des bannières ». Mais, depuis la fin du dix-huitième siècle, ces règlements sont devenus lettre morte, car le mouvement du peuple chinois dans les Trois Provinces devenait de plus en plus intense et les « hommes des bannières » étaient presque totalement assimilés aux Chinois. Depuis la réorganisation de 1907, qui avait été opérée dans le sens d'une très forte centralisation, ces Trois Provinces n'avaient aucune particularité dans leur système administratif pouvant les différencier des autres provinces chinoises. Le fait est si vrai que, lorsque l'Empereur fut détrôné, il déclara, dans le décret du 12 février 1912, qu'il se contentait d'être un citoyen de la République chinoise, pour ne pas prolonger la guerre civile au détriment du peuple. Ainsi, l'Empereur abdiquant, la République continue l'Empire. Il n'y a pas lieu de poser la question du lien entre la Chine et ses provinces.

Démentie par les faits, la thèse d'union personnelle tombe. Par conséquent, tous les arguments basés sur cette thèse sans fondement tombent également et nécessairement, arguments tels que ceux invoqués par les délégués japonais lorsqu'ils disent que « l'union de la Mandchourie avec la Chine n'a été que temporaire et accidentelle » et que « le lien entre la Mandchourie et la Chine était lâche et vague » (1).

B. — LA THÈSE DE « DÉPENDANCE » ET LA RÉFUTATION. — Il y a une autre thèse, qui ne nie pas le lien juridique entre la Chine et la Mandchourie, mais prétend que ce lien a un caractère spécial, tout différent de celui qui existe entre la Chine et ses autres provinces. C'est la thèse de M. Etienne Dennergy, émise dans son livre *Foules d'Asie*, avant son voyage en Mandchourie de 1932. D'après lui, « la Mandchourie resta toujours une dépendance de la Chine, plutôt qu'une de ses parties intégrantes ». Et pour appuyer sa théorie, il invoque des faits historiques, qu'il connaît fort mal. « Durant tout le règne de la dynastie mandchoue dans l'Empire du Milieu, écrit-il, la terre d'origine des conquérants eut un régime à part, et les

(1) Observation du Gouvernement japonais sur le Rapport de la Commission d'Etude, N° officiel : C. 775, M. 356, 1932, VII, p. 15.

Trois Provinces qui la composaient restèrent groupées en une vice-royauté particulière (1) ».

Or, les faits sur lesquels est fondée lathèse de « dépendance » sont loin d'être exacts. Que faut-il entendre par « la terre d'origine des conquérants » ? Comme nous l'avons montré dans le chapitre II, il n'y eut pas, en réalité, de conquérants extérieurs à la Chine à la fin de l'Empire Ming, sous lequel les Mandchous étaient des sujets, comme les Chinois. La maison Ngaisin Gioro prit, en 1644, le pouvoir à Pékin, grâce à ses « hommes de bannières », dont la majorité était chinoise. En outre, la terre d'origine des Mandchous est celle de la région de Ningouta, dans la province actuelle de Kirin, et non pas celle des Trois Provinces de l'Est. C'est pourquoi, jusque sous le règne de l'Empereur Kieng-Long (1736-1794), on ne maintint un régime spécial de terre que dans la région de Kirin. Mais cette particularité administrative disparut bientôt. Comme M. Dennery lui-même l'a indiqué, « parfois aussi, lorsque le trésor de Pékin était vide, les souverains étaient obligés de vendre aux Chinois de vastes terres ». En effet, « au début du XIX^e siècle, les terres de la vallée du Soungari, par exemple, furent vendues aux Chinois qui s'y précipitèrent avec frénésie » (2). Ainsi, depuis longtemps, un régime particulier de terre dans cette région n'existait plus.

Il n'est pas exact non plus de dire que, durant tout le règne de la dynastie mandchoue, les Trois Provinces restèrent groupées en une vice-royauté particulière. En fait, au début de cette dynastie, les Trois Provinces étaient administrées par des gouverneurs militaires, chacun dans une province. La réforme de 1876 avait pour but de centraliser le pouvoir administratif en établissant un gouverneur général (tsungtu) pour la province de Shengking (Liao-Ning). Ainsi, le lien entre le Gouvernement impérial et les gouvernements locaux était plus direct et plus serré. Le système administratif de ces Trois Provinces était identique à celui des autres provinces de la Chine, avec cette seule différence que le gouverneur de Mand-

(1) Etienne Dennery, *Foules d'Asie*, 1930, p. 98.

(2) Etienne Dennery, *op. cit.*, p. 99.

chourie réunissait en sa personne les pouvoirs civils et militaires. La réforme de 1907 mit fin à ce système d'administration, en instituant dans chaque province un gouverneur civil (chäun-fu). Si l'on nommait encore un gouverneur général (tsungtu) pour les Trois Provinces, c'était pour les mettre sous le même système administratif que celui de toutes les autres provinces de la Chine (1). Pourquoi donc parle-t-on d'une vice-royauté particulière ? Le malentendu semble avoir pour cause la traduction du mot chinois « tsungtu » par « vice-roi » en français et « viceroy » en anglais. Or, le sens exact de « tsungtu » est simplement « gouverneur général ». C'était un haut administrateur qui avait pour fonction de surveiller et de contrôler les gouverneurs locaux. Généralement, au-dessus de deux ou trois provinces, l'Empereur instituait un « tsungtu » pour centraliser le pouvoir au Gouvernement impérial. C'était un système administratif appliqué à la Chine tout entière, et non-seulement à la Mandchourie. Il ne faut pas le confondre avec celui que le Gouvernement anglais pratique aux Indes, car, de tous les points de vue, les Trois Provinces de l'Est ne constituent point une vice-royauté particulière (2).

Mais si, sous la dynastie mandchoue, les Trois Provinces faisaient partie intégrante de la Chine, que devient le lien entre cette dernière et les premières, depuis l'établissement de la République ? Certes, pendant la période des guerres civiles, les Trois Provinces de l'Est, comme les autres provinces de la Chine, étaient parfois occupées par un général hostile au Gouvernement central, mais ce n'était qu'un fait passager. Ainsi, le maréchal Chang Tso-lin, gouverneur de la Mandchourie, n'était pas toujours le serviteur loyal du Gouvernement républicain de Pékin. Il l'a tantôt appuyé, tantôt attaqué ; « mais jamais d'une manière qui impliquât le morcellement de la Chine en Etats séparés », constate la Commission d'Etude dans son rapport ». A travers toutes ses

(1) Il est intéressant de noter que le premier gouverneur général des Trois Provinces, nommé par l'Empereur mandchou, était un Chinois, Hsu Shih-Chang, ultérieurement le Président de la République chinoise.

(2) Voir Hsieh, *Pao-Chao, The Government of China (1644-1911)*, pp. 321 et 5, et *Ching Pao* (Gazette de Pékin) N° du 10 juillet 1907.

guerres et toutes ses périodes d' « indépendance », la Mandchourie est donc restée une partie intégrante de la Chine » (1).

Le maréchal Chang Hsueh-liang, qui succéda à son père, accepta en décembre 1928 le nouveau drapeau national et fit une déclaration de fidélité au Gouvernement de Nankin. La guerre civile terminée, les Trois Provinces étaient soumises au pouvoir central, comme les autres provinces. Tous les membres des gouvernements provinciaux étaient nommés par le Gouvernement national. Le lien administratif entre la Mandchourie et la Chine était rétabli et maintenu jusqu'à l'invention du « Mandchoukouo ». Ainsi, la thèse de « dépendance » ne peut pas être fondée, car ce qui se passe en Mandchourie est exactement ce qui se passe dans toutes les autres provinces de la Chine ; après une période de confusion locale, tout marche vers l'unification nationale.

C'est pourquoi l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations, ayant entendu la Commission d'Etude, a fait cette constatation : « Le différend entre le Japon et la Chine, dont l'Assemblée est saisie, a pris naissance dans la Mandchourie, que la Chine et les Puissances étrangères ont toujours considérée comme une partie intégrante de la Chine ». Et pour preuves, elle cite les faits suivants : « Par le Traité de Pékin de 1905, « le Gouvernement impérial chinois a consenti à tous les transferts et cessions effectués par la Russie au Japon » par le traité de Portsmouth. En 1915, c'est à la Chine que le Japon a adressé des demandes visant à étendre ses droits en Mandchourie, et c'est avec le Gouvernement de la République chinoise qu'il a conclu, à la suite de ces demandes, le Traité du 22 mai 1915, relatif à la Mandchourie du Sud et à la Mongolie intérieure orientale. A la Conférence de Washington, la délégation japonaise, en déclarant, le 2 février 1922, que le Japon renonçait à certains droits préférentiels en Mandchourie du Sud et en Mongolie intérieure orientale, a expliqué qu'en prenant cette décision, le Japon avait été guidé par un esprit de justice et de modération, ayant toujours en vue les droits souverains de la Chine et le principe de l'égale opportunité. Le traité des neuf Puissances, élaboré lors de la même

(1) Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 31.

Conférence de Washington, s'applique à la Mandchourie comme à toute autre partie de la Chine. Enfin, pendant la première partie du conflit actuel, le Japon n'a jamais fait valoir que la Mandchourie n'était pas une partie intégrante de la Chine » (1).

Cette constatation est nette. Etant donné que la Mandchourie fait partie intégrante de la Chine, et que la doctrine de la porte ouverte s'applique à la Chine tout entière, donc elle s'applique logiquement à la Mandchourie. Mais, en fait, quelles sont les raisons exactes pour lesquelles cette doctrine était appliquée d'une manière particulièrement fréquente à la Mandchourie ? Voici la réponse toute simple :

II. — Parce que la Mandchourie est la partie du territoire chinois la plus convoitée par les Puissances voisines.

1. — Tout d'abord, c'était la Russie qui, la première, convoitait cette « terre promise ». Depuis le Congrès de Paris (1856), le tsar ne peut plus avoir de flotte de guerre sur la Mer Noire. Le Bosphore et les Dardanelles sont fermés à sa force navale. Il chercha donc ailleurs des bases pour son expansion maritime. Ainsi, on activa la marche vers l'Est. Le général Nicolas Ignatieff, profitant alors de la guerre que l'Angleterre et la France firent à la Chine, signa à Pékin avec le prince Koung, le 2-14 novembre 1860, un traité qui reconnaissait à la Russie tout le territoire entre l'Ooussouri et la mer. Aussitôt, le tsar fit fonder le nouveau port de Vladivostok, le dominateur de l'Orient (du verbe russe Vladiet (dominer) et de vostok (orient). En 1866, le colonel Eugène Bogdanovitch présente à Alexandre II un projet général de Transsibérien. Peu à peu, les Russes s'intéressent davantage à leurs territoires d'Asie. A partir de 1886, le mouvement s'accroît. En 1889, les marchands de Nijni-Novgorod envoient une adresse à Alexandre III pour presser l'exécution du Transsibérien (1). Le rêve de la domination sur l'Océan Pacifique hantait le tsar. Mais, bientôt, désillusionné en apprenant que le nouveau port,

(1) André Chéradame, *Le monde et la guerre russo-japonaise*, 1906, p. 66-67.

avec sa rade bloquée en hiver par les glaces, était loin d'être une bonne base navale, il orientait immédiatement sa politique d'expansion vers la Mandchourie, surtout vers la péninsule de Liaotoung, où on comptait sur Port-Arthur, excellent point d'appui pour dominer le Pacifique.

Par les conventions d'octobre 1895 et d'avril 1896, la Russie obtenait secrètement des droits sur Port-Arthur. Mais ce n'est que par le traité du 15/27 mars 1898 qu'elle pouvait obtenir un bail de 25 ans sur ce territoire. Une fois installée, elle ne se contentait pas de cette petite parcelle sur ce rivage du Pacifique. L'appétit vient en mangeant. Elle aurait voulu tout avaler, la Mandchourie et la Corée. Ainsi, elle se trouvait aux prises avec la doctrine de la porte ouverte, qui s'opposait justement à sa politique d'expansion dont la conséquence aboutirait infailliblement à la fermeture de la Mandchourie. Autrement dit, si la doctrine à cette époque s'appliquait aux Trois Provinces, c'est uniquement parce qu'elles étaient alors convoitées par les Russes.

2. — La dernière Puissance qui convoita la Mandchourie, fut le Japon. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'Empire du Soleil Levant s'est toujours développé aux dépens de l'Empire du Ciel. Après la guerre de 1894-1895, le Japon, non seulement déroba le droit suzerain de la Chine sur la Corée, mais encore mit pied sur la péninsule du Liaotoung. Par le traité de Shimonoséki du 17 avril 1895, il allait prendre possession de sa proie, mais la Russie, la France et l'Allemagne intervenaient. Une semaine après la signature du traité, les représentants à Tokio des trois Puissances, par une note identique, rédigée en termes courtois, mais impératifs, demandèrent au Gouvernement japonais de renoncer à la péninsule de Liaotoung, y compris Port-Arthur. Pour quelle raison agirent-elles ? « La possession de la péninsule du Liaotoung par les Japonais serait une menace contre la capitale de la Chine et rendrait illusoire l'indépendance de la Corée, ce qui constituerait un obstacle perpétuel à toute pacification durable ». Ainsi jugèrent-elles, avec raison et prévoyance (1). Le Japon,

(1) André Chéradame, *op. cit.*, p. 87.

qui ne respecte que la force, céda, puisque les trois Puissances étaient plus fortes que lui. Et la Chine reprit la péninsule au prix de trente millions de taëls.

Mais la Mandchourie restait toujours l'objet des convoitises du Japon. Dix ans plus tard, le Japon sortit grandi de la guerre de 1904-1905 avec la Russie et prit lui-même le territoire à bail de Kwangtoug. Dès lors, le Mikado continuait le rêve du tsar en Mandchourie. Après la conquête de la Corée, c'est celle de la Mandchourie. Voilà la politique du Japon à l'égard du continent asiatique. Pour la mettre en action, il y a deux instruments : l'un militaire, l'autre économique. Tantôt on se sert de l'un, tantôt on se sert de l'autre, selon l'époque, et toujours pour l'égoïsme national. Le moyen économique le plus important dont s'est servi le Japon pour poursuivre cette politique est constitué par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, créée en août 1906 par décret impérial. Ce n'est pas une entreprise de voie ferrée comme son nom l'indique. C'est une grande société de colonisation agissant sur une grande échelle et sous la direction du Gouvernement de Tokio. Aujourd'hui elle possède, en dehors des chemins de fer, des hôtels, des écoles, des fermes, des stations d'expérimentation agricole, 17 usines hydrauliques, et de grandes entreprises métallurgiques et charbonnières. Le Japon a pu ainsi s'assurer les plus grands avantages permettant à son commerce de pénétrer en Mandchourie, au détriment du commerce des autres nations. Non seulement le marché intérieur est sous son contrôle, mais parfois la vie politique de l'autorité locale subit encore son empiètement ; en temps de paix, c'est par cet organe que la politique d'expansion japonaise est aux prises avec la doctrine de la porte ouverte. Il est intéressant de remarquer que, dans un rapport d'ambassadeur américain, daté du 15 juin 1906, le journal japonais *Jiji Shimpō* était cité comme représentant de l'opinion contre l'organisation de la Compagnie des chemins de fer Sud-Mandchouriens, sur le modèle de la Compagnie russe et tellement incompatible avec les principes de la porte ouverte et de l'opportunité égale. Et les événements ultérieurs ont bien confirmé cette très juste constatation (1). Ainsi, on comprend fort bien maintenant pourquoi cette doctrine

(1) Foreign Relations of United States. 1906, Part. I, p. 196.

s'applique à la Mandchourie. C'est bien simple : parce que la Mandchourie est un territoire convoité, l'on tente, par tous les moyens, de le fermer pour son exploitation exclusive et pour ses intérêts spéciaux.

Ayant montré pourquoi la doctrine de la porte ouverte s'applique plus fréquemment à la Mandchourie qu'au reste de la Chine, nous allons examiner comment elle s'y applique, dans le passé et dans le présent.

CHAPITRE VII

LES APPLICATIONS DE LA DOCTRINE A LA MANDCHOURIE DANS LE PASSÉ

I. — Les applications de la doctrine à l'égard de la Russie.

1. — Un an après sa naissance, la doctrine de la porte ouverte trouvait son adversaire en Mandchourie. C'était la politique d'expansion russe en pleine action. Sous prétexte des troubles des « boxeurs », la Russie envahissait la Mandchourie, au nom de la civilisation et de la mission de rétablir l'ordre bien entendu.

Pendant que les puissances alliées négociaient en novembre 1900 le protocole final de la paix, la Russie entamait séparément avec le général Tsen de Moukden une convention par laquelle elle tentait d'établir un protectorat sur la Mandchourie. Elle occupait militairement ces provinces et contrôlait les gouvernements locaux, comme fait le Japon aujourd'hui. Mais, comme cette convention portait atteinte non seulement à l'intégrité de l'Empire, mais encore aux chances égales de toutes les nations, les protestations des Gouvernements de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, du Japon et des Etats-Unis se soulevèrent (1). Malgré toutes les intrigues russes, on ne pouvait arracher du Gouvernement impérial la ratification nécessaire. Ainsi la convention fut mise en échec, et la doctrine de la porte ouverte trouva sa première application.

Immédiatement, la Russie tentait une autre démarche. Elle imposait à la Chine, au début de 1901, la demande, connue sous le nom de la « Convention Lamdorff-Yangyu » (2), par laquelle

(1) Foreign Relations of United-States, 1901, App. P. 363.

(2) British For. Off. China n° 2 (1904), N° 6, 14, 25, 42.

la Russie tentait de restreindre les droits souverains de la Chine sur la Mandchourie, notamment en matière d'armements, et cherchait à interdire au Gouvernement impérial d'employer dans l'armée chinoise des conseillers militaires étrangers, sauf ceux de nationalité russe. En matière économique, on stipulait que la Chine cédaît à la Russie les droits des exploitations des mines et des constructions de chemin de fer dans la Mandchourie et la Mongolie, ainsi que la ligne de Moukden à Pékin.

Pour se défendre contre cette extorsion, l'Empereur de la Chine s'adressa aux Gouvernements de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, du Japon et des Etats-Unis pour leur demander une médiation. Les réponses étaient favorables. On encourageait unanimement la Chine à ne pas signer la convention et l'ours russe manqua encore une fois sa proie.

2. — Mais cela n'était pas fini. « Au mois de décembre 1901, il était connu du public que l'on était prêt à signer la convention qui mettrait sous le protectorat russe la Mandchourie, sinon de nom, au moins de fait » (1). Alors, à ce sujet, le ministre américain en Chine, M. Conger, demanda au Département d'Etat quelle mesure il fallait prendre. M. John Hay lui donna l'instruction de saisir l'occasion favorable pour encourager le Gouvernement chinois à refuser la signature d'une telle convention qui pourrait porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine et aux intérêts légitimes des Etats-Unis (2).

Comme le Gouvernement chinois maintenait alors sans défaillance son attitude de résistance, les menaces russes devenaient de plus en plus pressantes. D'après le prince Ching, la volonté de la Russie était d'imposer au Gouvernement impérial non seulement les concessions de chemins de fer stipulées dans la convention, mais encore la promesse du droit d'option accordé à la banque russo-chinoise. Si la Chine acceptait cette demande et qu'elle ait besoin de capitaux étrangers pour le développement économique de la Mandchourie, ce serait à la Banque qu'elle devrait s'adresser la première.

(1) Hornbeck S. K., *Contemporary Politics in the Far East*, p. 244-245.

(2) *Foreign Relations of United States 1902*, p. 271.

Tout cela était une violation flagrante de la doctrine de la porte ouverte. Pour protester contre ces demandes, John Hay envoya le 1^{er} février 1902 aux représentants américains en Autriche, en Belgique, en Chine, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas, en Russie et en Espagne la note suivante :

« Un arrangement par lequel la Chine concède à quelque Société ou Compagnie le droit et le privilège exclusif d'exploiter les mines, de construire des chemins de fer ou de développer industriellement de toute autre manière la Mandchourie, ne peut être envisagé qu'avec la plus grande attention par le Gouvernement des Etats-Unis. Il constitue un monopole qui est l'infraction flagrante aux stipulations des traités passés entre la Chine et les Puissances étrangères et, ainsi, affecte sérieusement les droits des citoyens américains ; il restreint leur commerce légitime et l'expose à être différencié, dérangé ou compromis. De plus, il aboutit forcément à la violation permanente des droits souverains de la Chine dans cette partie de l'Empire, et, par là diminue sérieusement sa capacité de remplir ses obligations internationales. En outre, une telle concession de la part de la Chine sera sans doute suivie par les demandes des autres Puissances pour des avantages exclusifs similaires et égaux dans d'autres parties de l'Empire chinois ; la conséquence inévitable sera infailliblement la ruine complète de la politique de l'égalité absolue de traitement de toutes les nations en matière de transport, de navigation et de commerce dans les confins de l'Empire.

« D'ailleurs l'acquisition par une Puissance de tels privilèges pour une organisation commerciale de sa nationalité est en conflit avec les assurances données maintes fois à notre Gouvernement par le ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement impérial russe, qu'il a l'intention de suivre en Chine la politique de la Porte Ouverte soutenue par le Gouvernement des Etats-Unis et acceptée par toutes les Puissances qui ont dans cet Empire des intérêts commerciaux découlant des traités.

« C'est pour ces raisons que le Gouvernement des Etats-Unis animé, dans le présent comme dans le passé, du désir le plus sincère d'assurer au monde tout entier les bénéfices du

commerce plein et équitable entre la Chine et les nations sur le pied d'égalité des droits et avantages pour tous, soumet la note présente à la considération sérieuse du Gouvernement impérial de la Chine et de la Russie, avec la confiance qu'ils donneront le poids dû à son importance et adopteront les mesures qui apaiseront la juste et naturelle inquiétude des Etats-Unis (1).

Cette note n'était pas autre chose que l'application de la doctrine de la porte ouverte. Avec des termes plus énergiques, la protestation aurait pu faire réfléchir le Tzar, mais telle quelle, elle ne fut pas tout-à-fait infructueuse. Cette démarche américaine, comme le remarqua déjà M. Jules Cambon, était « une façon détournée et assez habile d'adhérer à la convention anglo-japonaise sans y mettre la signature des Etats-Unis » (2). Or la convention anglo-japonaise, conclue le 30 janvier 1902, pour contrecarrer la politique d'expansion russe en Mandchourie, invoquait elle aussi les deux principes de la doctrine de la porte ouverte. Dans son préambule se trouvaient ces stipulations : « de maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire chinois... et assurer les chances égales dans ces pays pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ». Il est donc plus exact de dire que ce n'était pas le Gouvernement américain qui adhérait à la convention anglo-japonaise, mais plutôt le contraire, c'est-à-dire, ces deux gouvernements adhéraient à la politique inaugurée par John Hay. Quoi qu'il en soit, tous ces instruments diplomatiques n'étaient que les fruits de l'application de cette doctrine à la Mandchourie. Ils s'appuyaient l'un l'autre contre l'expansion russe.

Devant une telle résistance, la Russie devait reculer. Elle répondait bientôt au mémorandum américain : elle n'avait voulu se réserver aucun monopole sur le commerce et l'industrie de la province en général. Elle tenait seulement à conserver sur la ligne de chemin de fer qu'elle construisait à travers la Mandchourie une position privilégiée et à se réserver

(1) Sec. Hay to Min. Conger, Feb, 1, 1902 Foreign Relations of United States, 1902, p. 275.

(2) Documents diplomatiques Français (1871-1914), n° 105 pp. 121-122 M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Washington à M. Delcassé, 25 février 1902.

un droit de préemption pour toutes les exploitations minières dans la zone de cinquante kilomètres environ que traverse la ligne du Nord au Sud. (1)

Pour atténuer les effets de la convention anglo-japonaise, le 3 mars 1902, la Russie faisait conjointement avec la France, son alliée, une déclaration, aux termes de laquelle elles considéraient elles aussi, les principes de la porte ouverte incarnés dans le traité d'alliance anglo-japonaise, comme base de leur politique à l'égard de la Chine. Le 8 avril 1902, elle passa avec la Chine une convention par laquelle elle s'engageait à lui restituer la ligne de chemin de fer de Shanhaikwan-Newchwang-Sinminting, et à compléter l'évacuation de ses troupes de la Mandchourie dans le délai de dix-huit mois, divisés en trois étapes successives. Il semblait donc que toute menace de guerre disparaissait de l'horizon et que l'application de la doctrine à la Mandchourie portait ses fruits.

3. — Mais, malheureusement, le Tsar, bien qu'il fût l'initiateur de la première Conférence de la Paix en 1899, écoutait trop son entourage militariste. Ainsi, dans une conférence des ministres, le 7 mai 1903, lorsque le comte Lamsdorff insista pour que la conduite des négociations en Extrême-Orient fût confiée à des diplomates, le ministre Plehve répliqua que « ce n'étaient pas les diplomates, mais les baïonnettes qui avaient fait la Russie » et « les problèmes d'Extrême-Orient seraient donc résolus par des baïonnettes et non par des plumes » (2). La Russie dès lors ne tenait plus sa parole. La zone déjà évacuée fut réoccupée par l'armée russe. Cette dernière marchait même sur des régions de la Mandchourie méridionale qu'elle n'avait pas occupées avant. En même temps, la Russie proposait à la Chine sept articles comme conditions pour la future évacuation parmi lesquels on remarquait la non-aliénation de la Mandchourie (Art. I), le consentement préalable de la Russie pour l'ouverture de la Mandchourie au commerce étranger et à l'admission des consuls (Art. III) et la nomination exclusive des Russes au service public de la Mandchourie (Art. IV). Tout

(1) Roger Lévy, *A qui la Mandchourie*, p. 23.

(2) *Mémoires du Comte Witte*, p. 104.

cela équivalait à la mainmise totale sur cette partie du territoire chinois.

La Grande-Bretagne et le Japon protestèrent. John Hay le 25 avril 1903 donna l'instruction au Ministre américain à Pékin d'insister, auprès du Gouvernement chinois, sur la demande des Etats-Unis d'ouvrir des ports à traité et d'établir des consulats en Mandchourie, ainsi que d'accorder des chances égales aux étrangers dans les services publics de la Chine septentrionale. Le même jour, il protestait auprès du Gouvernement russe en indiquant que la convention sino-russe en question était incompatible avec la politique de la porte ouverte à laquelle la Russie avait donné son adhésion. Et avec une habileté très remarquable, il passait avec la Chine le traité de commerce du 8 octobre 1903, en vertu duquel les deux villes, Moukden et Autoung sont ouvertes au commerce étranger (Art. XII). En même temps, la Chine conclut également avec le Japon un traité de commerce et de navigation, en ouvrant Moukden et Tatungkoud au commerce étranger (Art. X). Tout cela était fait au nom de la doctrine de la porte ouverte.

4. — Comme la Russie, non seulement n'entendait point changer sa politique d'expansion en Mandchourie, mais encore en même temps menaçait la Corée, le Japon lui déclara la guerre le 10 février 1904. Dans le manifeste du Mikado, on ne manquait pas d'invoquer le principe de la porte ouverte. « Comme l'absorption de la Mandchourie par la Russie rendrait impossible le maintien de l'intégrité de la Chine et obligerait en outre, à renoncer à tout espoir de paix en Extrême-Orient, déclarait le Mikado, nous avons résolu dans ces conditions de régler la question par la voie de négociations et d'assurer ainsi une paix durable », mais « malheureusement, ajouta-t-il, la Russie n'a jamais discuté ces propositions dans un esprit de conciliation » (1). C'était la raison de la guerre. Par cette déclaration le Japon gagnait l'appui diplomatique des Etats-Unis, qui, selon les dires du Président Roosevelt, étaient les « alliés moraux du Japon ». Les hostilités furent terminées un

(1) Voir le texte complet dans *la guerre russo-japonaise au point de vue continental et droit international*, par Nagao Arigo, Paris, 1908.

an après par le traité de Portsmouth, dont les deux articles étaient consacrés à l'application de cette doctrine à la Mandchourie :

« ART. 3. — Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement :

« 1° A évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire à bail de la péninsule du Liao-Toung, conformément aux clauses de l'article additionnel premier annexé à ce traité ;

« 2° A rétrocéder entièrement et complètement à l'administration de la Chine toutes les parties de la Mandchourie actuellement occupées, ou sous le contrôle des troupes japonaises, à l'exception des territoires ci-dessus mentionnés.

« Le Gouvernement impérial de Russie déclare n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial, ni aucune concession préférentielle ou exclusive au détriment de la souveraineté chinoise, ou incompatible avec le principe des facilités égales.

« ART. 4. — Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à ne pas porter obstacle aux mesures générales communes à toutes les Puissances que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie de la Mandchourie » (1).

Il est clair que les deux premiers paragraphes de l'article premier sont l'application simple du deuxième principe de la porte ouverte à la Mandchourie. Pour maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de l'Empire chinois, il fallait que toutes les armées étrangères évacuent la Mandchourie et que le pouvoir administratif soit restitué à la Chine. Ainsi on avait prévu un délai de dix-huit mois, comptés à partir du jour de la ratification du traité de Portsmouth, pour l'évacuation complète et simultanée de la Mandchourie par les deux parties contractantes, en vertu d'un traité additionnel signé également à Portsmouth à la même date.

L'exception à l'égard du territoire à bail de la péninsule du

(1) Mac Muray, *op. cit.*, Vol. I, p. 525.

Liao-Toung, ne violait cependant pas le deuxième principe de la porte ouverte, car elle avait pour base le droit acquis de la Russie en vertu de la convention sino-russe du 27 mars 1896.

D'ailleurs, il faut remarquer que dans ce territoire à bail, la Chine garde toujours son droit souverain. Ce sont les fonctionnaires du Gouvernement chinois qui y perçoivent les droits de douanes, et le transfert du droit acquis de la Russie au Japon nécessitait le consentement de la Chine. En effet, à cet égard, les articles 5 et 6 du traité de Portsmouth marquent encore le respect que témoignaient les deux Puissances pour la souveraineté de la Chine ; autrement dit, elles observaient bien le deuxième principe de la doctrine de la porte ouverte. Voici les textes :

« ART. 5. — Le Gouvernement impérial de la Russie transfère et assigne au Gouvernement impérial du Japon, avec le consentement du Gouvernement de la Chine, le bail de Port-Arthur-Ta-lien-Wan, et du territoire adjacent, des eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou inclus dans ledit bail.

« Il transfère également et assigne au Gouvernement impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail ci-dessus mentionné.

« Les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du Gouvernement chinois comme il est mentionné dans la stipulation précédente ».

« ART. 6. — Le Gouvernement impérial de Russie s'engage à transférer et à assigner au Gouvernement impérial du Japon, sans compensation, et avec le consentement du Gouvernement chinois la voie ferrée entre Chang-Choun (Kouan-Chang-Zu) et Port Arthur, et tous ses embranchements, ainsi que tous les droits, privilèges et propriétés s'y rattachant dans cette région, de même que toutes les mines de charbon situées dans ladite région, appartenant à la voie ferrée, ou exploitées pour son bon fonctionnement.

« Les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du Gouvernement de la Chine comme il est mentionné dans la stipulation précédente ».

Pour mettre à exécution ces deux articles, le Japon conclut avec la Chine le traité de Pékin du 22 décembre 1905.

Dans l'article premier, la Chine donnait son consentement aux transferts des avantages que la Russie cédaît au Japon. Ici, le Gouvernement de Tokio avait bien reconnu que la Chine exerce pleinement son droit souverain sur toute la Mandchourie. Dans l'article 2, le Japon s'engageait, en ce qui concerne le territoire à bail et les chemins de fer, à se conformer aux accords primitifs passés entre la Chine et la Russie ». Dans le cas où une question se poserait à l'avenir (au sujet du territoire à bail et des voies ferrées) le Gouvernement japonais prendrait sa décision en consultant le Gouvernement chinois ». Ici encore, le Japon respecte bien le droit souverain de la Chine même sur le territoire à bail et la zone des chemins de fer en Mandchourie.

En somme, à cette époque, on appliquait avec beaucoup d'efficacité le deuxième principe de la porte ouverte. Le domaine d'application était toute la Mandchourie, y compris le territoire à bail.

Quant au premier principe, il se trouve dans le dernier paragraphe de l'article 3 du traité de Portsmouth, sous le nom de « principe des facilités égales » et aussi dans l'article 4, le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à observer ce principe, c'est-à-dire « à ne pas porter obstacle aux mesures générales communes à toutes les Puissances, que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie de la Mandchourie ». Ultérieurement, lorsque la Chine acceptait, par la Convention additionnelle de Pékin (22 décembre 1905), d'ouvrir seize villes de la Mandchourie au commerce international, c'était encore en application du même principe.

Ainsi, depuis 1900, tous les efforts des démarches et protestations auprès du Tsar, en application de la doctrine de la porte ouverte, contre la politique d'expansion russe en Mandchourie se voyaient enfin couronnés de succès par le traité de Portsmouth, qui, avec l'échange de note de John Hay en 1899 et le traité des neuf Puissances en 1922, constitue les plus grands monuments diplomatiques consacrés à cette doctrine.

5. — Les applications de cette doctrine après la guerre de 1904-1905 furent remarquables. Mentionnons la question de l'administration de Kharbin. Au mois de janvier 1907,

la compagnie du chemin de fer de l'Est chinois, fondée par la banque russo-chinoise, voulait établir de son propre chef une administration municipale à Kharbin et dans d'autres villes de la zone du chemin de fer de l'Est chinois. L'action de la compagnie semblait être justifiée par l'Art. VI du Contrat du 8 septembre 1896, qui est ainsi stipulé :

« La société aura le droit absolu et exclusif de l'administration de ses terrains ». Mais le Gouvernement de la Chine contestait que la compagnie avait un tel droit, car la concession du chemin de fer est simplement une affaire de transaction commerciale et n'implique nullement la délivrance des droits de la souveraine, en faisant valoir l'article V : « Le Gouvernement chinois prendra des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque.... Les cas criminels, procès, etc..., sur le territoire du chemin de fer devront être réglées par les autorités locales d'après les stipulations des traités » (1). Par cette stipulation, la Chine garde bien son droit de souveraineté sur la zone du chemin de fer.

Ainsi, la question de l'administration municipale de la zone du chemin de fer amenait une tension entre la Chine et la Russie. La prétention russe, d'ailleurs violait l'article III du traité de Portsmouth : « Le gouvernement impérial de Russie déclare n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial, ni aucune concession préférentielle ou exclusive au détriment de la souveraineté chinoise ou incompatible avec le principe des facilités égales ». En application de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie, le Secrétaire d'Etat, M. H. Elihu Root protesta auprès du Gouvernement russe en ces termes :

« La concession, par le contrat du 8 septembre 1896 à la Compagnie, d'un droit d'administration du Chemin de fer sur ses propres terrains ne peut être considérée en vertu de ce texte seul comme comportant un droit d'administration politique qui pourrait aller jusqu'à à un transfert des droits souverains. Mais le même contrat, tant par le texte français que

(1) Mac Murray n° 1896/5 et Jean Escarra, *la Chine et le droit international*, 1931, p. 303.

par le texte chinois, contient aussi une disposition expresse qui réserve au Gouvernement de la Chine la juridiction politique. Ce point de vue semble bien d'accord avec ce qu'expose le Gouvernement de la Russie dans la déclaration du traité de Portsmouth.

« L'action du consul américain à Kharbin semble ne pas aller plus loin qu'exprimer l'opinion conforme à ce point de vue, et vise particulièrement l'ordonnance proposée par la Compagnie, qui, se fondant sur la concession du chemin de fer, défend aux étrangers d'y faire du commerce, sauf à ceux qui seraient munis d'une licence accordée par le Gouvernement municipal proposé. L'action du consul vise aussi une autre ordonnance qui soumettrait tous les étrangers à la juridiction criminelle de la cour municipale qui n'est pas de leur propre nationalité. Ainsi, chacune de ces deux dispositions porterait atteinte à la souveraineté de la Chine... » (1)

Grâce à cette protestation, un arrangement fut bientôt passé entre la Chine et la Russie. Les droits souverains de la Chine sur la zone du chemin de fer concédée, furent enfin reconnus ainsi que les principes de la porte ouverte.

II. — Les applications de la doctrine à l'égard du Japon.

1. — Ayant accepté les principes de la porte ouverte dans le traité de Portsmouth, le Japon trouva bientôt de la difficulté à les mettre en application en Mandchourie. D'où provenait cette difficulté ? Si l'on veut chercher la cause, c'est toujours du désaccord entre les diplomates et les militaires qu'il faut tenir compte. Tout comme les Russes en 1903, les Japonais comptent plus sur les baïonnettes que sur les plumes. Il y a encore une particularité au Japon, c'est que les deux grands Etats-majors guerre et marine dépendent directement de l'Empereur et se trouvent souvent en conflit ouvert avec le Gouvernement. Ce dernier signe les traités et fait des déclarations solennelles aux Puissances étrangères, mais il a beaucoup de peine à tenir parole au cas où les militaires lui font obstacle.

(1) Foreign Relations of United States, 1910, pp. 204-205.

Ainsi, longtemps après la signature de la paix à Portsmouth, l'armée japonaise occupait encore la Mandchourie. Profitant de cette situation, les Japonais empêchaient les pénétrations économiques de toutes les autres nations dans le pays. « L'action des autorités japonaises en Mandchourie pendant l'occupation des troupes nipponnes, tente tellement d'établir les intérêts commerciaux japonais dans les principales villes et d'acquérir des droits de propriété pour leurs ressortissants dans tous les quartiers disponibles, et de ne laisser peu ou rien pour le commerce des autres nations quand le territoire sera évacué ». Ainsi constata le Secrétaire d'Etat Américain dans un télégramme à la Légation Américaine à Tokio (1).

Sous les instructions du département d'Etat à la date du 23 février et du 25 mars 1906, M. Wilson, chargé d'affaires des Etats-Unis, faisait des démarches auprès du Gouvernement du Japon pour que ce dernier donnât effet réel à la politique de la porte ouverte adoptée par eux en Mandchourie. « En même temps des protestations identiques étaient faites par le représentant de la Grande-Bretagne. Mais, la situation ne se changeait point. A la fin du mois de mars, on informait le département d'Etat que dans certaines régions comme à Newchwang, les autorités militaires japonaises avaient ordonné l'enregistrement des terres pour effectuer des transferts valables en vue d'obtenir leur validation subséquente de la Chine ».

« Si cette condition persiste, estimait le Secrétaire d'Etat, la Chine, après l'évacuation des troupes japonaises, ne se trouverait être que le souverain nominal d'un territoire dont les occupants temporaires se seraient approprié les avantages matériels » (2).

Les protestations continuaient, mais les assurances officielles pour la date de l'ouverture du territoire de Kwantoung au commerce étranger restaient vaines. Ce ne fut qu'après le voyage du premier Ministre, marquis Saionji en Mandchourie pendant un mois, qu'une conciliation s'établit peu à peu entre les pouvoirs civils et les militaires. « Depuis le retour du marquis Saionji, écrit de Tokio M. Wilson au Secrétaire d'Etat

(1) *Foreign Relations of United States*, 1906, Part. I, pp.174-175.

(2) *Op. cit.* 1906, Part. I, p. 177.

américain, un important conseil des hommes d'Etat a eu lieu au Palais. Au cours de ce conseil, la position du Gouvernement à l'égard de la Mandchourie a été déterminée. Cela aura pour résultat de surmonter, pour une grande part, les objections des militaires et de maintenir la politique de la porte ouverte » (1). Enfin, à partir du 1^{er} septembre, le Gouvernement du Japon laissa ouvrir Dalny (Dairen) et les autres ports de la Mandchourie à la grande satisfaction des Gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Ainsi, la doctrine de la porte ouverte, malgré les assauts des baïonnettes, a pu rester debout.

2. — En même temps, cette doctrine était également appliquée au domaine douanier. Sans quoi, elle n'aurait été qu'une formule vague et intangible, car, quoique les ports de la Mandchourie soient ouverts, si les droits de douane ne sont pas uniformes pour toutes les nations, la Puissance qui a le territoire à bail, peut se servir de l'arme des tarifs prohibitifs pour fermer le marché aux marchandises des autres Puissances, et alors la doctrine de la porte ouverte n'existe que sur le papier. En plus, à cette époque, les marchandises américaines, qui entraient dans la Mandchourie uniquement par le port de Newchwang, devaient être taxées par la douane de cette ville, tandis que les marchandises japonaises et russes, importées dans la Mandchourie par d'autres ports contigus aux frontières de ces deux Puissances, n'avaient aucun droit de douane à payer, car, jusqu'alors, dans les ports, tels que Dairen, Antoung et Kharbin, la douane n'existait même pas. Dans cette condition, il n'y aurait pas l'égalité des chances pour le commerce de toutes les nations et la doctrine de la porte ouverte serait encore inapplicable.

C'était pourquoi dans un mémorandum du 13 juillet 1906, le ministre américain M. Rockhill demanda au Gouvernement chinois d'établir des douanes à Dairen, à Antoung et dans une localité de la Mandchourie Septentrionale. (2) Or du côté du Japon, l'obstacle était difficile à surmonter. « Les Japonais ne permettaient pas aux douanes chinoises de s'établir à Dairen à

(1) Chargé Wilson to the secretary of State, May 24, 1906 dans *Foreign Relations Of United States*, 1906, Part. I, p. 190.

(2) *Foreign Relations Of United States* 1906, Part. 1. p. 204.

moins qu'elles ne soient établies simultanément sur les régions voisines des frontières russes » (1).

Mais les Russes suivaient l'exemple japonais et refusaient sous le même prétexte. Comment résoudre-t-on cette question ? Les démarches diplomatiques continuaient auprès du Gouvernement de Saint-Pétersbourg. Enfin, après l'évacuation complète des troupes japonaises et russes le 15 avril 1907, les Russes cédèrent et le Gouvernement japonais fut obligé d'accepter l'établissement des douanes à Dairen et à Antoung en 1907. Ainsi la doctrine de la porte ouverte fut encore mise en application malgré tous les obstacles (2).

3. — Après l'évacuation des troupes étrangères de la Mandchourie, la Chine réorganisait cette partie de son territoire dévastée par la guerre. Mais ce qui était pire encore, dès lors, au lieu d'un seul voisin empiétant comme avant 1904, il y en avait deux maintenant. Par l'accord du 30 juillet 1907, le Japon se réconciliait avec son ancien adversaire, la Russie. Chacune des deux parties contractantes s'engageait à garantir le territoire de l'autre, ainsi que tous les droits résultant des traités, conventions et contrats conclus entre elles et la Chine, en tant que ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement. (Art. 1) Ainsi au Nord de la Mandchourie, la Russie pouvait garder sa position. Au Sud, c'était le Japon qui remplaçait la Russie comme puissance convoitante. Les Trois Provinces de l'Est étaient alors comme des agneaux à la merci de deux ours.

La Chine sentait bien le danger. Pour ne pas laisser fermer la porte de la Mandchourie par ses deux voisins, elle cherchait à y introduire des capitaux étrangers des autres Puissances. Le 2 octobre 1909, le Gouverneur Général des Trois Provinces de l'Est et le Gouverneur de la province de Fengtien signèrent avec un syndicat anglo-américain un contrat préliminaire d'emprunt destiné à la construction d'un chemin de fer de King-Tchéou à Aigun. En application des principes de la porte ouverte, on stipulait dans le contrat des dispositions remarquables comme suit :

(1) *Op cit.*, p. 220.

(2) *Op cit.* Parl. I, pp. 133-133.

La participation à l'emprunt était ouverte aux autres personnes en dehors du groupe bancaire américain ; toutefois, la participation de ces autres associés était limitée à 40 % du total de l'emprunt ; leur association devrait être soumise à l'approbation du Gouvernement de la Chine.

La compagnie ne devait être composée que de Chinois, d'Américains et d'Anglais, ainsi que des nationaux d'autres pays dont la participation était subordonnée au consentement du Gouvernement chinois.

Avant la ratification impériale du contrat qui a eu lieu le 20 janvier 1910 en Chine, il y avait un autre projet émis par le Département d'Etat américain, connu sous le nom de « Plan Knox pour la neutralisation commerciale des chemins de fer mandchous ». Dans la pensée de M. Knox, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, la concession du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun pouvait servir comme base pour un projet d'une grande envergure, dont le but était d'assurer l'application des principes de la porte ouverte à la Mandchourie. Le 6 novembre 1909, il envoya un mémorandum au Foreign Office de Londres ainsi qu'aux ambassades américaines à Saint-Pétersbourg, à Paris et à Berlin pour leur information. Après avoir reçu la réponse favorable du Gouvernement de Londres, qui était d'accord avec lui sur les principes généraux, il donna l'instruction aux représentants américains de présenter au Gouvernement des principales Puissances un mémorandum dont voici les principaux passages :

« 1° Le moyen le plus efficace de préserver pacifiquement la jouissance par la Chine de la situation résultant de tous les droits collectifs en Mandchourie et de favoriser le développement de cette province par une application pratique de la politique de la porte ouverte et de l'égalité des chances commerciales, serait peut-être de doter la Mandchourie de grandes routes, de chemins de fer placés sous une administration économique, scientifique et neutre établie selon un plan par lequel on garantirait à la Chine la possession de ces routes et de ces chemins de fer qui seraient construits grâce aux capitaux fournis à cette fin par les Puissances intéressées qui ont la

volonté de participer à cette entreprise. Un tel emprunt doit être fait pour une période largement suffisante pour qu'on puisse le couvrir et à de telles conditions qu'il attire les banquiers et les financiers. Le plan doit stipuler que les nationaux des Puissances participantes doivent surveiller le système des chemins de fer pendant la durée de l'emprunt et que les Gouvernements doivent jouir au cours de cette période des préférences d'usage pour leurs nationaux et matériaux fixées sur une base équitable. L'exécution d'un tel plan aurait naturellement besoin de la coopération de la Chine, du Japon et de la Russie, en ce qui concerne les rachats et les concessions des chemins de fer existants en Mandchourie, ainsi que de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, en ce qui concerne leurs intérêts spéciaux dans le présent contrat relatif aux chemins de fer de K'ingthéou-Aigun. Les avantages d'un tel plan sont évidents pour le Japon et la Russie qui désirent de bonne foi protéger la politique de la porte ouverte et l'égalité des chances en Mandchourie, et qui veulent assurer à la Chine sa souveraineté intacte, et on peut compter sur eux pour faire bon accueil à cette opportunité, éviter désormais les devoirs, les responsabilités et les dépenses séparées, auxquelles ils ont dû faire face pour la protection de leurs intérêts respectifs, de leur commerce et d'autres biens, et cela en vue de l'œuvre commune, garantir l'engagement impartial des Puissances associées, y compris elles-mêmes, en proportion de leurs intérêts ».

« 2° Si cette proposition ne se trouve pas entièrement praticable, le but désiré sera, sinon atteint, du moins approché grâce aux appuis diplomatiques donnés par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis aux arrangements des travaux de la ligne de Kingthéou-Aigun, et par les invitations aux autres Puissances intéressées à participer au financement et à la construction de cette ligne et d'autres lignes additionnelles selon les besoins futurs, et en même temps de fournir à la Chine des capitaux pour le rachat des lignes existantes qu'on pourra proposer de faire rentrer dans ce système » (1).

(1) Voir le texte complet dans *Foreign Relations of United States*, 1910, 234-235.

Ainsi, dans ce plan, il y avait deux propositions. Le Secrétaire d'Etat invitait les autres Puissances à choisir l'une ou l'autre pour atteindre le même but de neutralisation commerciale des chemins de fer en Mandchourie. La première proposition consistait dans l'organisation d'un grand consortium international de banquiers, qui avait pour mission de donner des appuis financiers à la Chine pour pratiquer la nationalisation des chemins de fer en Mandchourie ; autrement dit, de racheter les lignes exploitées alors par les Russes et les Japonais et au besoin de construire de nouvelles lignes. La seconde proposition était plus modeste, on commençait par un simple syndicat bancaire privé destiné à financer l'établissement de la ligne K'ingtchéou-Aigun, et plus tard le rachat de toutes les autres lignes de Mandchourie.

Mais ni l'une ni l'autre proposition ne pouvait trouver bon accueil auprès des Gouvernements de la Russie et du Japon. La France et la Grande-Bretagne prirent alors une attitude tiède, elles ne voulaient faire aucun geste pour déplaire à leurs alliées. Si le Gouvernement de Londres avait auparavant accepté les principes du plan Knox, il ne le faisait que sous cette réserve que le Japon et la Russie l'accepteraient également. Or ces deux Puissances étaient hostiles aux propositions américaines. Sauf la Chine et l'Allemagne il n'y avait pas d'autres Puissances qui donnaient leur appui. Ainsi le plan Knox n'eut pas de suite.

Faut-il conclure que l'échec de ce plan impliquait l'abandon de la doctrine de la porte ouverte ? Oui, en fait c'en fut bien le commencement, car pour s'opposer à l'intervention américaine en Mandchourie, le Japon conclut immédiatement avec la Russie les accords du 4 juillet 1910 consolidant leurs intérêts exclusifs et positions spéciales en Mandchourie. Mais en théorie, la doctrine recevait encore son application. Ainsi, dans la réponse négative donnée le 21 janvier 1910 par le Gouvernement japonais à la proposition du plan Knox, on peut remarquer ces passages significatifs : « Je vous prie, écrit le comte Koviura, Ministre des affaires étrangères du Japon à M. O'Brien, ambassadeur américain, d'accepter mes assurances que le Gouvernement impérial, soutenant dans toute sa sincérité l'intégrité de l'Empire chinois et le principe de l'égalité des chances dans toutes les parties de la Chine, voudrait donner

sans hésitation son entier appui au projet, s'il pouvait arriver à la conclusion que sa réalisation pourrait atteindre le résultat désiré ». C'était donc en se retranchant derrière les mêmes principes dont le Secrétaire d'Etat américain avait fait état que le Ministre japonais attaquait le plan Knox. « En ce qui concerne la question de la porte ouverte, ajouta-t-il plus loin, le principe de l'égalité des chances possède, dans son application à la Mandchourie, une signification plus compréhensive encore qu'au reste de la Chine, depuis qu'en vertu de l'article VII du traité de Portsmouth, les chemins de fer japonais et russes dans ces provinces ont été consacrés exclusivement aux usages commerciaux et industriels ». (1) Ici, la thèse du Japon tentait de montrer que la doctrine de la porte ouverte était en pleine application en Mandchourie, et, par conséquent, tout projet qui avait pour but de modifier le *statu quo* garanti par le traité de Portsmouth, portait atteinte à la doctrine même. A quoi bon parler de la neutralisation des chemins de fer en Mandchourie, puisque toutes ces lignes avaient été en quelque sorte « démilitarisées » et respectaient le principe de l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ? Voilà le même argument, la même arme dont se servaient les deux adversaires. Chose curieuse, le Japon, semblait-il, se piquait lui aussi d'être le champion de la politique de la porte ouverte.

Mais, des deux camps, qui donc au juste a raison d'invoquer les principes de la doctrine ? Comment trancher les conflits des diverses interprétations et des applications contradictoires de ce genre ? Qui donnera tort à tous ceux qui en détournent de mauvaise foi le vrai sens ? Et où en est la sanction ? Voilà autant de questions qui demeuraient sans solution. Ainsi peu à peu, l'ambiguïté, la faiblesse, les lacunes de cette doctrine se révèlent, et personne ne doute plus que le Japon emprunte cette formule pour masquer son expansion en Mandchourie. Pourtant, en droit, cette doctrine restait toujours en vigueur.

4. — Après l'échec du plan Knox, le Gouvernement chinois cherchait un autre moyen de résistance contre la ferme-

(1) Foreign Relations of United States, 1910, p. 251

ture par les Japonais de la porte de la Mandchourie méridionale. C'était d'y introduire des capitaux étrangers pour neutraliser la mainmise exclusive d'une seule Puissance. Par le contrat préliminaire du 27 octobre 1910, connu sous le nom de l'« emprunt pour la réforme monétaire et le développement industriel de la Mandchourie » le Gouvernement chinois obtint du groupe des banquiers américains un crédit de 50.000.000 de dollars. Ces fonds étaient destinés à la réforme monétaire de la Chine toute entière et au développement industriel des Trois Provinces de l'Est en particulier. Comme c'était une grande entreprise, et qu'il ne fallait pas perdre l'occasion d'appliquer à la Mandchourie le principe de l'égalité des chances, principe cher aux Américains, le Gouvernement des Etats-Unis invitait la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne à participer à cet emprunt. Ainsi les quatre Puissances par leurs groupes financiers respectifs, signaient l'accord du 15 avril 1911 pour prêter à la Chine une somme de 10.000.000 de livres sterling.

Ce qui est l'essentiel dans l'accord, c'est que l'on avait stipulé l'affectation d'une partie des fonds au développement industriel de la Mandchourie, et la garantie du remboursement de l'emprunt et du paiement de ses intérêts par certains revenus du Gouvernement chinois dont la moitié était fournie par des impôts locaux de la Mandchourie. Et, si par la suite le Gouvernement chinois avait besoin de capitaux étrangers, le consortium bancaire des quatre Puissances aurait le droit de priorité (1).

Cet emprunt était contracté surtout pour mettre en pratique la doctrine de la porte ouverte à l'égard de la Mandchourie. Des avances étaient faites au Gouvernement chinois. Mais comme quelques mois après la révolution chinoise éclata, l'opération de l'emprunt fut suspendue. Bien que l'on n'eût pas l'occasion de continuer l'exécution du contrat, il ne constituait pas moins un cas de l'application de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie, puisque, juridiquement, le Gouvernement chinois et le Consortium bancaire des quatre Puissances avaient accepté officiellement le contrat, et même commençaient à l'exécuter.

5. — Depuis la révolution chinoise (1911) jusqu'au lende-

(1) Mac Murrey, *Op. cit.* Vol. II, p. 841.

main de la guerre mondiale, il y eut une longue période où le Japon pêchait en eau trouble. Par l'accord secret du 8 juillet 1912, le Japon fit connaître à la Russie sa sphère d'intérêts en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure (1); par le traité du 25 mai 1915, imposé à la Chine par la violence, le Japon prolongea ses droits de bail du territoire de Kwantoung et de la concession du Chemin de fer Sud Mandchourien. Ainsi, sa position était consolidée et la doctrine de la porte ouverte était pitoyablement expulsée de la Mandchourie fermée à double clef par les fils du Mikado.

Cependant, lorsque le Japon et la Russie signèrent l'accord du 20 juin 1916, en s'engageant à une assistance militaire mutuelle pour protéger « leurs droits territoriaux et privilèges spéciaux » en Extrême-Orient, sans aucune mention du maintien des principes de la porte ouverte, le Gouvernement des Etats-Unis ne tardait pas de faire une démarche pour obtenir aux deux Gouvernements des explications. Le 16 août 1916, le Département d'Etat donna l'instruction à l'Ambassadeur américain à Tokio de demander au Gouvernement japonais s'il changeait la politique de la porte ouverte qu'il avait adoptée. Et la réponse japonaise du 13 septembre était ainsi conçue : « En ce qui concerne la doctrine de la porte ouverte, le Japon n'a aucune idée de l'abandonner ; aujourd'hui comme hier, il observe toujours les principes du maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine ainsi que l'égalité des chances en Chine pour le commerce et l'industrie de toutes les nations (2) ». Cette assurance était nette et formelle, mais est-ce là le vrai sentiment du Japon ? Nullement. Bientôt, l'affaire de l'organisation du nouveau consortium bancaire international fournissait une bonne occasion pour démasquer sa véritable attitude.

Alarmé par la mainmise exclusive du Japon sur la Mandchourie et les appuis financiers largement donnés par les Japonais aux fauteurs de guerres civiles en Chine, le Gouvernement des Etats-Unis proposait le 10 juillet 1918 aux Puissances d'orga-

(1) Siebert and Schneider, *Entente Diplomacy and the World 1909-1914*, pp. 39-40.

(2) Foreign Relations of United States, 1916-19, p. 446.

niser un nouveau Consortium bancaire international, composé des groupes des banquiers de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon.

Dès le mois de mai 1919, on commençait les pourparlers à Paris. Comme l'idée directrice de cette organisation était de mettre en pratique les principes de la porte ouverte, selon la déclaration du 8 juillet 1918 faite par le groupe des banquiers américains (1), on ne pouvait donc reconnaître à aucune Puissance le droit de fermer une partie du territoire chinois pour ses intérêts spéciaux. Or, au cours des pourparlers à Paris, le Japon ne cacha plus son ambition de s'assurer des régions de la Mandchourie et de la Mongolie comme ses sphères propres d'intérêts. Dans une lettre du 18 juin 1918 que M. Odagiri, représentant du groupe japonais écrivit à M. Lamont, représentant du groupe américain, le groupe japonais faisait savoir son intention que : « tous les droits et options acquis par le Japon dans les régions de la Mandchourie et la Mongolie, où le Japon possède des intérêts spéciaux, soient exclus des opérations communes stipulées dans l'accord ». Du côté du Gouvernement à Tokio, il donna des instructions à l'ambassadeur japonais à Washington afin de faire la même déclaration dans un mémorandum du 27 août 1919. Mais aucune Puissance n'accepta les réserves du Japon. Le 30 juillet 1919, le Département d'Etat américain protesta en des termes énergiques (2). De même le Gouvernement de Londres s'élevait « contre les prétentions spéciales dans des sphères particulières d'intérêts » (3). Dans la réponse au mémorandum japonais du 27 août 1919, le Gouvernement américain refusa la demande, la considérant comme un obstacle aux activités libres du consortium ; en même temps le Gouvernement de Londres, dans sa note de réponse, à la date du 19 novembre 1919, n'admit point les sphères d'intérêt que le Japon prétendait établir en Mandchourie. « Dans une telle partie du territoire chinois, écrivit-il, admettre la demande de la jouissance des intérêts spéciaux, c'est porter atteinte au principe fondamental de l'organisation du Consortium ».

(1) *Foreign Relations of United States*, 1918, pp. 171-174.

(2) *The Consortium* p. 26.

(3) *Op. cit.*, p. 28.

Après des démarches pénibles, comme l'attitude des Gouvernements des Etats Unis et de la Grande-Bretagne était intransigeante, le Japon céda. Il n'insistait plus sur son désir que la Mandchourie et la Mongolie soient exclues du champ des activités du Consortium International, mais faisait des réserves pour quelques lignes de chemin de fer seulement. Enfin le 11 mai 1920, il obtint les résultats suivants :

« La compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien et ses branches actuelles, comprenant les mines annexes du dit chemin de fer ne sont pas comprises dans le champ d'activité du Consortium.

« Les lignes Kirin-Hueining, Chengchiatun-Taouan, Kaiynan-Kirin, Kirin-Changehun, Hsinmintun-Moukden et Supingkaï-Chengchiatun sont en dehors du champ d'activité du Consortium.

« La ligne projetée de Taouan-Jehol et celle reliant un point de cette ligne avec le port maritime sont incluses dans le programme des travaux du Consortium » (1).

Ainsi, sauf quelques projets ferroviaires réservés par les Japonais, la Mandchourie toute entière devait encore rester ouverte aux activités du Consortium. Autrement dit, la doctrine de la porte ouverte reçut encore une fois son application aux Trois Provinces de l'Est. Mais il faut bien le dire, la prétention japonaise, en ce qui concerne les réserves des quelques lignes ferroviaires à ces intérêts, prétention illégalement reconnue par les autres Puissances participantes du Consortium, ne provoquait pas moins une indignation générale en Chine. C'était cette hostilité populaire qui empêchait le Gouvernement chinois de contracter aucun emprunt avec le Consortium.

6. — Dans le cas du nouveau Consortium bancaire international, si l'on peut voir qu'il y avait encore application de la doctrine de la porte ouverte, cette application, en fait, restait restreinte. Ce n'est qu'à la conférence de Washington (1921-1922) que l'on put voir rétablir complètement cette malheureuse doctrine tant de fois violée. A la veille de la conférence, la situation internationale, en effet, était changée. Le

(1) *Consortium* p. 61.

Japon n'avait plus les mêmes alliances. Après la Grande Guerre, il perdait presque tous les appuis des autres Puissances pour avoir voulu consolider sa position privilégiée en Mandchourie. La Russie soviétique reniait tous les traités contractés par le Gouvernement du Tsar, qui avaient reconnu au Japon des sphères d'intérêt dans la partie méridionale des trois provinces chinoises. La Grande-Bretagne, qui supportait mal l'hégémonie japonaise en Extrême-Orient et qui voulait donner satisfaction aux Etats-Unis d'Amérique, ses riches alliés, ne renouvela plus l'alliance anglo-japonaise. Ainsi, l'isolement du Japon fut une condition favorable à la conférence de Washington pour le rétablissement de la doctrine de la porte ouverte.

Quelles sont les conséquences de la conférence de Washington en ce qui concerne les applications de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie ? Sans aucun doute, la plus importante d'entre elles fut d'abolir les soi-disant « sphères d'intérêts » établies par le Japon, en vertu des quatre accords russo-japonais (1907, 1910, 1912 et 1916). Bien qu'après la Révolution russe tous ces accords eussent perdu leur valeur, le Japon, à force d'empiéter sur les Trois Provinces de l'Est, gardait son attitude convoitante. C'était seulement à la conférence de Washington que le Japon fut obligé d'abandonner sa prétention aux sphères d'intérêt en Mandchourie.

En effet, aux quatorzième et quinzième séances de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, les délégués chinois proposaient la suppression des « sphères d'intérêt ou d'influence » en Chine. A ce propos, le délégué britannique M. Balfour était d'accord avec les délégués chinois. « En ce qui concerne la Grande-Bretagne, dit-il, les sphères d'intérêt sont choses du passé ». Et en outre il lui parut utile de déclarer afin qu'il en fût fait mention dans le compte-rendu de la commission, que le 31 octobre 1921, le sous-secrétaire parlementaire aux Affaires Etrangères avait fait la déclaration suivante à la Chambre des Communes :

« La politique des sphères d'influence en Chine a été remplacée par une politique de coopération internationale et le futur développement de cette politique sera sans doute l'un des sujets de discussion à Washington ».

La discussion était reprise le 21 janvier 1922 à la vingt-troisième séance. La commission adopta unanimement cette résolution. Il est décidé que « Les Puissances signataires ne donneront leur appui à aucun accord qui serait conclu entre leurs ressortissants respectifs, avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans les régions déterminées du territoire chinois ». Cette stipulation adoptée par la conférence figure enfin dans l'article IV dans le traité des neuf Puissances.

Le délégué du Japon, baron Shidehara, conformément à l'esprit de cette stipulation, fit une déclaration le 2 février 1922, pour renoncer à certains droits prétendus concernant la Mandchourie. Voici les principaux passages :

1° « Le Japon est prêt à livrer à l'activité du Consortium financier International, récemment organisé, le droit d'option accordé exclusivement au capital japonais, en ce qui concerne premièrement l'emprunt pour la construction de chemins de fer dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale, et deuxièmement, les emprunts à garantir sur les impôts dans cette région ; étant bien entendu que rien dans la présente déclaration ne pourra être interprété comme entraînant aucune modification ou annulation de l'accord consigné dans les notes et mémoranda officiellement annoncés qui ont été échangés entre les Gouvernements des pays représentés dans le Consortium et aussi entre les groupes financiers nationaux composant le Consortium relativement au but et à l'activité commune de cette organisation.

2° « Le Japon n'a aucune intention d'insister sur son droit préférentiel en vertu des arrangements sino-japonais en question, concernant l'engagement par la Chine, de conseillers ou d'instructeurs japonais en matière politique, financière, militaire ou de police en Mandchourie méridionale ».

Dans cette déclaration, les « arrangements sino-japonais en question » invoqués par les délégués japonais, étaient les échanges de notes et de traités relatifs à la Mandchourie du Sud et à la Mongolie Centrale Orientale, connus sous le nom

des vingt-et-une demandes ». Lorsque les délégués de la Chine faisaient valoir devant la Conférence de Washington la nullité de ces accords qu'en 1915 le Japon avait imposés par la violence à la Chine, le délégué japonais, tout en maintenant la validité des accords, donna une satisfaction partielle à la Chine en renonçant aux soi-disant droits relatifs à la Mandchourie. Ce qui est essentiel à remarquer dans la déclaration, c'est que les délégués du Japon reconnaissaient les droits souverains de la Chine sur la Mandchourie. « En prenant la décision que j'ai eu l'honneur d'annoncer, ajouta le délégué japonais Baron Shidchara, le Japon a été guidé par un esprit de justice et de modération ayant toujours en vue les droits souverains de la Chine et le principe de l'égale opportunité » (1). Ainsi la Mandchourie ne constituait plus la sphère d'intérêts du Japon. Elle devenait de nouveau le champ des applications de la doctrine de la porte ouverte, et du traité des neuf Puissances qui est en quelque sorte le code de cette doctrine. D'ailleurs à cet égard les assurances du Japon étaient formelles : « Nous ne sommes nullement influencés par une politique d'expansion territoriale dans aucune partie de la Chine, déclara le délégué japonais, baron Kato, devant la commission du Pacifique et et de l'Extrême Orient. Nous adhérons sans condition ni réserve au principe de la porte ouverte et de l'égale opportunité en Chine » (2). Cette fois, nous ne pouvons mettre en doute la sincérité et la bonne foi des délégués du Japon, puisque après la Conférence de Washington, le Japon avait en effet laissé presque pendant une dizaine d'années les Trois Provinces chinoises en paix. Il avait dans une certaine mesure tenu sa parole jusqu'à la veille de l'attaque de Moukden du 18 septembre 1931, comme tout le monde le sait.

Ainsi, nous terminons les études sur les applications de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie dans le passé. Ce qu'il est important à retenir de tous ces faits, c'est que, par son premier principe, la doctrine a lutté tant bien que mal contre toutes les tentations de la mainmise exclusive

(1) Conférence de la limitation des armements, Washington, 12 Nov. 1921
6 Fév. 1922, Washington, Government Printing Office 1922, p. 1511.

(2) *Op. Cit.*, p. 875.

d'une Puissance étrangère sur les trois provinces chinoises, pour maintenir les chances égales industrielles et commerciales de toutes les nations et que par son second principe la doctrine a fait disparaître des mains du Tsar et du Mikado les soi-disant « sphères d'intérêt » en Mandchourie pour maintenir l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

CHAPITRE VIII

L'INAPPLICATION DE LA DOCTRINE A LA MANDCHOURIE DANS LE PRÉSENT.

Depuis le 18 septembre 1931, la Mandchourie est entrée dans une période anormale. Est-ce que la doctrine de la porte ouverte garde encore son champ d'application dans cette partie du territoire chinois ? Sinon, depuis quand et comment cette doctrine est-elle violée ? Voilà les questions que nous voulons examiner ici pour éclaircir tout le problème de la Mandchourie qui reste sans solution définitive.

Pour répondre à ces questions, il est indispensable d'invoquer les faits — faits tout récents, mais parfois déformés par la presse. Nous ne faisons donc aucune observation que sur les constatations objectives et impartiales. En outre, étant donné que le problème de la Mandchourie est compliqué et vaste, il nous suffit ici de ne l'envisager que sous l'angle de la doctrine de la porte ouverte.

Nous commençons donc par diviser les faits en deux phases ; la première qui se caractérise par l'expansion militaire du Japon, l'occupation des trois provinces chinoises ; la seconde qui se caractérise par l'expansion politique du Japon, la création, le maintien et le contrôle du « Mandchoukouo ». Nous examinerons ensuite dans chaque phase tout ce qui concerne la doctrine de la porte ouverte.

I. — Première phase :

L'Expansion militaire du Japon en Mandchourie.

1. — Le problème actuel de la Mandchourie a pour point de départ l'attaque nocturne de Moukden du 18 septembre 1931. Dans cette affaire, qui est l'agresseur ? La Chine ou le Japon ? Voilà une question d'importance primordiale qui nous intéresse. D'après la version japonaise, le Japon était dans un état de légitime défense.

« Dans la nuit du 18 septembre, le lieutenant Kawamoto et six hommes étaient en patrouille et effectuaient des exercices de défense le long de la voie ferrée du Sud-Mandchourien, au Nord de Moukden. Au moment où la patrouille atteignait l'endroit où une petite route traverse la voie ferrée, elle entendit, à peu de distance derrière elle, le bruit d'une forte explosion. L'officier et ses soldats se hâtèrent de revenir sur leurs pas et après avoir parcouru deux cents mètres environ, ils constatèrent qu'on avait fait sauter un tronçon d'un des rails de la voie descendante. L'explosion s'était produite à la jonction de deux rails ; l'extrémité de chacun d'entre eux avait été nettement sectionnée et il y avait, dans la voie ferrée, une solution de continuité de 75 centimètres environ. Dès son arrivée sur le lieu de l'explosion, la patrouille fut accueillie par des coups de feu, tirés des camps situés à l'Est de la voie ferrée ». (1)

D'après la version chinoise, « l'attaque des Japonais contre les casernes (Peitaying) eut lieu sans aucune provocation et surprit complètement les Chinois » (2). D'après la constatation de la Commission d'Etude, « les Chinois n'avaient aucun plan d'attaquer en ce moment et en ce lieu les troupes japonaises, ni de mettre en danger la vie ou les biens des ressortissants japonais. Ils n'ont procédé à aucune attaque concertée ou autorisée contre les troupes japonaises et l'attaque japonaise et les opérations suivantes les ont surpris. Une explosion s'est incontestablement produite sur la voie ferrée ou à proximité de celle-ci, le 18 septembre, entre 22 h. et 22 heures 30, mais les dégâts à la voie ferrée, s'il y en a eu, n'ont pas en fait, empêché l'arrivée ponctuelle du train venant de Changchun et se dirigeant vers le Sud et ne suffisaient pas, en eux-mêmes, à justifier une action militaire. Les opérations militaires auxquelles les troupes japonaises ont procédé pendant cette nuit et qui ont été ci-dessus exposées ne sauraient être considérées comme des mesures de légitime défense » (3).

Si ces opérations militaires ne sauraient être considérées

(1) Rapport de la *Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 74.

(2) *Op. cit.*, p. 75.

(3) *Op. cit.*, p. 77.

comme des mesures de légitime défense, ce sont des mesures d'agression. Si ce mot « agression » ne figure pas dans le rapport, c'est que les diplomates n'osent pas le prononcer, uniquement pour des causes politiques. En fait, depuis l'attaque de Moukden, jusqu'à l'occupation de Kingtchéou le 3 janvier 1932, la guerre faisait rage sans cesse en Mandchourie toute entière. Si l'on admet que les troupes japonaises puissent stationner dans la zone du chemin de fer Sud-Mandchourien, elles n'ont pas le droit d'en sortir pour envahir le territoire chinois. Où sont les frontières du Japon ? Les opérations militaires déclanchées par l'Etat-Major général japonais en Mandchourie et dans le reste de la Chine depuis septembre 1931 jusqu'au 20 mai 1933, avaient fait subir à la Chine une perte humaine qui s'élève à 222.000 personnes tuées et blessées à la bataille, sans parler des dégâts matériels, des villages et des villes incendiés ou bombardés par l'armée japonaise. Et quant aux territoires chinois occupés, les trois provinces de l'Est ont à elles seules une superficie égale à celle de la France et de l'Allemagne réunies. Ce n'est donc pas seulement une question de violation de frontière, c'est la guerre de l'invasion, de la conquête, — guerre sans déclaration, mais qui est tout de même une guerre condamnée par le pacte Briand-Kellogg. Si une telle expansion militaire ne peut pas être considérée comme « agression », que faut-il entendre alors par ce mot ?

D'ailleurs, si l'on cherche l'agresseur, non pas dans l'ordre militaire mais dans l'ordre juridique, qui donc le sera ? La Chine ou le Japon ? Incontestablement, c'est le Japon, puisque c'est lui qui refuse catégoriquement à exécuter toutes les décisions prises par la Société des Nations en vue d'éviter la guerre. C'est lui qui a violé le pacte. Au terme de l'article 12 « tous les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil ». Le Japon a incontestablement violé ce texte dans l'affaire de Mandchourie. Et par cette violation même, il ne peut pas être considéré autrement qu'un agresseur.

A cet égard, dans le rapport voté le 24 février 1933 par l'As-

semblée de la Société des Nations, on peut remarquer cette constatation : « Sans exclure la possibilité que, dans la nuit du 18-19 septembre 1931, les officiers japonais sur place aient pu se croire en état de légitime défense, l'Assemblée ne saurait considérer comme mesures de légitime défense les opérations militaires auxquelles les troupes japonaises ont procédé pendant cette nuit à Moukden et dans d'autres localités de la Mandchourie. L'action militaire du Japon prise dans l'ensemble de son développement au cours du différend ne saurait non plus être considérée comme une action de légitime défense. D'ailleurs, l'adoption de mesures de légitime défense ne dispense pas un Etat de se conformer aux dispositions de l'article 12 du Pacte ». Voilà une conclusion, voire un jugement qui désigne tacitement le Japon comme un agresseur.

2. — Ayant ainsi compris le rôle joué par les Japonais dans l'affaire de la Mandchourie, on ne peut qu'être inquiet pour la défense des principes du droit international. En effet, pendant que les militaires japonais étaient en pleine action dans les Trois Provinces de l'Est, tous les diplomates à Genève, eux aussi, avaient beaucoup à travailler, mais, bien entendu, dans un sens inverse, c'est-à-dire pour la paix. Tous ces diplomates, y compris ceux du Japon, étaient, en quelque sorte, les défenseurs de la doctrine de la porte ouverte. C'était tout naturel, puisque le deuxième principe de cette doctrine : « de respecter la souveraineté, l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine » coïncide très bien avec l'article 10 du Pacte de la Société des Nations, qui est à vrai dire la clef de voûte de cette institution même. Tous ceux qui travaillaient pour sauver et pour consolider cette institution défendaient l'article 10 et, en même temps, défendaient implicitement et inconsciemment le principe de la doctrine de la porte ouverte. Comme il y a un lien étroit entre le Pacte et le Traité des neuf Puissances, le Gouvernement des Etats-Unis était invité d'intervenir dans l'affaire de Mandchourie non seulement à titre de signataire du Pacte Briand-Kellogg, mais encore en qualité de champion de la doctrine de la porte ouverte. Ainsi, parmi les diplomates à Genève, on pouvait trouver les défenseurs de cette doctrine des trois côtés : d'Asie,

d'Europe et d'Amérique. Et tous avaient un but commun pour la paix, l'intégrité territoriale et administrative de la Chine et contre l'expansion militaire japonaise en Mandchourie.

Chose curieuse à remarquer : après l'appel du Gouvernement chinois le 15 septembre à la Société des Nations, et pendant la première phase du différend, les diplomates japonais avaient pris une attitude tout à fait contraire à celle de ses compatriotes les militaires en Mandchourie. Au moment où le délégué japonais, M. Yoshizawa répétait devant le Conseil que « le Japon n'a aucune visée territoriale en Mandchourie » conformément au principe « de respecter l'intégrité territoriale et administrative de la Chine », les militaires japonais bombardaient Chinchow et marchaient tout droit sur la Mandchourie septentrionale. Le 27 octobre 1931, la délégation japonaise fit communiquer aux membres du Conseil une déclaration du Gouvernement japonais proposant les 5 principes fondamentaux suivants :

- 1° Répudiation mutuelle de politique et conduite agressives ;
- 2° Respect de l'intégrité territoriale de la Chine ;
- 3° Suppression complète de tous les agissements organisés entravant la liberté du commerce et excitant la haine entre nations ;
- 4° Protection effective dans l'ensemble de la Mandchourie pour permettre aux sujets japonais d'y vaquer à toutes occupations pacifiques ;
- 5° Respect des droits concédés en Mandchourie au Japon par les traités.

Mais tous ces principes devenaient vains, puisque le Gouvernement de Tokio n'avait plus de moyens pour faire obéir les militaires japonais en Mandchourie (1). L'Etat-Major japonais était alors en conflit ouvert avec le cabinet Wakatsuki composé des membres du parti libéral, le Minseito, qui représente les financiers et commerçants, et qui n'avait pour politique que

(1) V. le chapitre VI, les militaires s'insurgent contre le pouvoir civil, dans le livre. *Le Japon et son Empire*, 1933, écrit par Andrée Viollis, l'éminente journaliste française qui a fait une enquête sur place au Japon. V. également Arnold J. Toynbee, *Survey of International Affairs*, 1931, p. 476.

l'expansion économique et pacifique en Mandchourie. Le conflit entre les deux pouvoirs, militaire et civil, entraînait enfin la chute du Cabinet Wakatsuki le 11 décembre 1931. Dès lors, les militaristes dominent tout.

A ce sujet, Lord Lytton a fait une observation très juste. Dans son discours prononcé à la Sorbonne le 20 février 1933, il a dit notamment : « Bien que le Japon ait adopté des formes extérieures d'un gouvernement démocratique, sa marine et son armée restent toujours organisées sur une base féodale, et les chefs de ces services de guerre, bien qu'ils portent le titre de ministres, sont indépendants du Gouvernement et ne sont responsables que devant l'Empereur. La question de la capacité de ces services n'est pas ici en cause : elle a été consacrée par l'épreuve de plusieurs guerres. Mais l'attitude de l'état-major général japonais ressemble beaucoup à celle de l'état-major prussien entre 1870 et 1914. De nos jours, dans tous les pays, l'état-major est, non seulement, soumis au contrôle de son gouvernement national, mais aussi aux obligations de ses accords internationaux. Ce fait ne paraît pas être suffisamment reconnu au Japon et c'est cette méconnaissance qui a produit en Extrême Orient une crise qui ne vous est que trop connue » (1).

Voilà la vraie cause de la guerre en Mandchourie.

L'Etat-Major général japonais, l'instigateur permanent de la politique d'expansion agressive de l'Empire du Mikado, une fois déclenchée la machine de guerre pour exécuter son plan de la conquête continentale, ne pouvait songer à arrêter celle-ci. Son ambition forcenée le poussait à l'abîme, qui pouvait l'empêcher ? Toutes les Puissances étaient aux prises avec les difficultés de la crise mondiale. La Chine était éprouvée par les inondations. Il savait bien que le moment était propice pour son expansion militaire, il n'avait rien à craindre. Ainsi, il se mettait à l'action et amenait le Japon à déchirer tous les pactes et engagements qu'il a pris et de rendre infructueux tous les efforts que l'on a fait à Genève comme à Paris. D'ailleurs, le Chef du clan militaire japonais, le Général Araki, le vrai dictateur du Japon actuel, a fait cet aveu net : « Au cours de la période de diplomatie réaliste et secrète, à

(1) *L'Europe Nouvelle*, n° 785, 25 février 1933, p. 178.

laquelle une ère de « prétendue diplomatie en plein jour » a succédé, après la grande guerre, rendant des services purement verbaux, accumulant les pactes et les mécanismes pacifiques, une expérience amère nous a appris à compter uniquement sur notre force, sur notre prévoyance, sur notre tenacité et sur notre courage » (1). Ainsi, de parti pris, il rejette tous les principes du droit international. C'est pourquoi, au cours du développement du différend, chaque fois qu'il y avait une réunion du Conseil ou de l'Assemblée à la Société des Nations, les militaires japonais déclenchaient, exactement le même jour, une nouvelle attaque à une ville de la Mandchourie ou du reste de la Chine, pour braver les « faiseurs de paix » à Genève.

Malgré tout cela, on travaillait à Genève autant qu'on pouvait. Au début du différend, par sa première résolution du 30 septembre et par sa seconde résolution du 22 octobre que le Japon n'a pas votées et par sa troisième résolution du 10 décembre 1931, le Conseil de la société cherchait surtout à faire évacuer les troupes japonaises de la Mandchourie, en vertu de l'article II du Pacte et conformément au deuxième principe de la porte ouverte.

Après l'appel du Gouvernement chinois demandant l'application des articles X et XV du Pacte (29 janvier 1932), et pendant les guerres faisant rage en Mandchourie et à Changhai, le Comité des douze du Conseil adressa au Japon, le 16 février 1932, un appel urgent basé sur le même principe. En voici un passage important.

« Devant l'opinion publique du monde, le Japon a l'immense responsabilité de se montrer juste et modéré dans ses rapports avec la Chine. Il a déjà reconnu cette responsabilité dans les termes les plus solennels en signant en 1922, le traité des neuf Puissances, par lequel les parties contractantes ont convenu expressément de respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Faisant appel à son sentiment élevé de l'honneur, les douze membres du Conseil demandent au Japon de reconnaître les obligations que lui imposent sa situation particulière, ainsi

(1) *Le Temps*, 20 août 1933.

que la confiance que toutes les nations lui ont témoignée en sa qualité d'associé à l'organisation et au maintien de la paix ».

Mais cet « appel à son sentiment élevé de l'honneur » était considéré par le Japon comme un acte insensé. « Il a été démontré, répliqua le Gouvernement de Tokio, que les Puissances enfoncent une porte ouverte, en adressant un appel au Japon ». Et, en même temps, ce noble appel trouvait sa réponse dans les tonnerres des canons japonais qui éclataient de plus belle sur les villes chinoises sans défense.

Enfin, dans le plus grand effort, et probablement le dernier que l'on a fait à Genève pour sauver la situation de la Mandchourie, on peut remarquer le second principe de la porte ouverte maintenu au premier rang. Citons les premières recommandations du rapport voté le 24 février 1933 par l'Assemblée :

« L'Assemblée constatant que *la souveraineté sur la Mandchourie appartient à la Chine,*

Considérant que la présence de troupes japonaises en dehors de la zone du Chemin de fer Sud-Mandchourien et les opérations entreprises par elle en dehors de cette zone sont incompatibles avec les principes de droits auxquels doit se conformer la solution du différend, et qu'il est nécessaire d'établir au plus vite un état de fait en harmonie avec ses principes,

« *Recommande l'évacuation de ces troupes.* Vu les circonstances spéciales de l'affaire, le premier objet des négociations recommandées ci-après devra être *d'organiser cette évacuation et d'en déterminer les modalités, étapes et délais.* »

Voilà ce qui est conforme à la justice internationale, au deuxième principe de la porte ouverte.

Quant au premier principe, il n'y a pas lieu de l'appliquer, puisque la Mandchourie tout entière est militairement occupée et isolée des autres parties du monde, non pas du Japon, bien entendu. Dans ces conditions, les capitalistes, les industriels et les commerçants japonais, s'appuyant sur les militaires et profitant de tous les avantages accordés par le Gouvernement, peuvent accaparer facilement l'immense marché des Trois Provinces et mettre tous les concurrents hors de combat. C'est pourquoi, ayant envisagé les intérêts économiques en Mand-

chourie, la Commission d'Etude a préconisé dans son rapport « le maintien de la porte ouverte. »

« Afin de permettre à toutes les Puissances intéressées de coopérer au développement de la Mandchourie, dit-elle, il semble essentiel que le principe de la porte ouverte soit maintenu non seulement au point de vue juridique, mais aussi dans la pratique quotidienne du commerce, de l'industrie et de la banque. Les négociants étrangers de Mandchourie, autres que les Japonais, ne sont pas sans redouter que les firmes commerciales japonaises ne s'efforcent de tirer bénéfice de la situation politique actuelle par d'autres moyens que ceux de la libre concurrence. Si cette crainte venait à se justifier, les intérêts étrangers seraient découragés et la population de la Mandchourie pourrait être la première à en souffrir. » Et, pour démontrer la difficulté de maintenir ce principe en Mandchourie sous le contrôle du Japon, la Commission a ajouté cette note : « A cet égard, il importe de signaler la quantité extraordinaire de marchandises qui sont introduites en Mandchourie par contrebande, principalement le long de la frontière coréenne et par Daïren. Non seulement cette pratique fait du tort aux recettes des douanes, mais elle désorganise le commerce. A tort ou à raison, elle permet de croire que la Puissance qui a virtuellement le contrôle de l'Administration des Douanes peut exercer une discrimination au détriment du commerce des autres Puissances. » (1)

L'observation est exacte. La situation constatée s'est d'ailleurs beaucoup plus aggravée depuis l'enquête de 1932. Il faut maintenir à tout prix le premier principe de la porte ouverte dans l'intérêt même de toutes les nations du monde. Mais les huit premiers chapitres du rapport de la Commission d'Etude, adoptés par l'Assemblée le 24 février 1933, et qui préconisent, en dernier lieu, le maintien du principe de la porte ouverte, sont rejetés catégoriquement par le Japon ainsi que toutes les recommandations de la Société des Nations.

Du côté de l'Amérique, le Gouvernement des Etats-Unis a fait, lui aussi, quelques gestes pour défendre les principes de la porte ouverte. Il a entrepris des démarches auprès du Gouver-

(1) Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 136.

nement de Tokio. Le 7 janvier 1932, il a envoyé une note aux Gouvernements chinois et japonais disant notamment qu'« il n'a l'intention de reconnaître aucun traité ou accord intervenu entre ces deux Gouvernements ou leurs agents, susceptibles de porter atteinte aux droits des Etats-Unis ou de leurs nationaux en Chine — y compris ceux de la souveraineté, de l'indépendance ou de l'intégrité territoriale ou administrative de la Chine — connus sous le nom de politique de la porte ouverte. » A cette protestation, le Gouvernement de Tokio répond, dans une note du 16 janvier, qu'il reste fidèle à la politique de la porte ouverte et regrette que la situation actuelle en amoindrisse sérieusement l'efficacité.

Enfin, dans une lettre ouverte à M. Borah, sénateur, Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, M. Stimson, secrétaire d'Etat des Etats-Unis a expliqué la nécessité de maintenir la doctrine de la porte ouverte (lettre transmise à Genève le 25 février 1932). Mais l'on répétait toujours la même chose, sans aucun effet international.

En un mot, dans l'affaire de la Mandchourie, les défenseurs des principes de la porte ouverte se montrent impuissants devant l'attitude agressive des militaires japonais. Ce ne sont donc pas des paroles ou des plumes toutes seules, qui peuvent, efficacement, empêcher l'action des baïonnettes.

II. — Deuxième phase :

L'expansion politique du Japon en Mandchourie.

Les opérations militaires déroulées en Mandchourie par l'Etat-Major Général du Japon, avaient uniquement pour but la conquête territoriale, comme nous l'avons déjà montré, bien que son Gouvernement n'osât pas le dire.

Au lendemain de l'attaque de Moukden, tous les organes locaux de l'Administration et des services publics étaient tombés dans les mains des Japonais. Et trois jours après, alors que tous les points stratégiques de la Mandchourie étaient totalement occupés par les envahisseurs, l'expansion politique du Japon marchait de pair avec son expansion militaire. Le couronnement de ces expansions consiste dans

la création, le maintien et le contrôle de l'Etat fantoche « Mandchoukouo. »

Pour voir comment sont violés les principes de la porte ouverte, le traité des neuf Puissances ainsi que les autres pactes, il faut déchirer le masque dont le Japon s'est servi pour cacher son vrai dessein ; il faut regarder face à face les faits politiques qui se sont produits en Mandchourie depuis septembre 1931.

A. — Examinons tout d'abord les faits de la création du « Mandchoukouo ». Avant l'attaque de Moukden, il n'y avait pas de mouvement séparatiste parmi la population des Trois Provinces. Ce n'est qu'après l'installation à Moukden du soi-disant « Comité de Direction du Gouvernement autonome » qui avait, par la force japonaise, contraint les résidents locaux à choisir des représentants pour demander à grands cris « l'indépendance » et qui avait brisé toute résistance par l'arrestation immédiate et la répression la plus sévère, que la chose était apparemment changée. En fait, ce Comité, d'après le rapport Lytton, avait été organisé et constitué, en grande partie, par des Japonais — quoique son président fût un Chinois, — et avait fonctionné comme organe du 4^e bureau de l'Etat-Major de l'armée de Kwantung » (1).

Or, l'armée de Kwantung, c'était les troupes japonaises qui envahissaient les Trois Provinces. S'il y avait quelques « cris d'indépendance », ils étaient poussés par les Japonais et non par la population des Trois Provinces.

« Après un examen attentif des éléments qui nous ont été communiqués dans des entrevues publiques et privées, écrit la Commission d'Etude dans son rapport, nous sommes parvenus à la conclusion suivante : en général, les Chinois n'appuient pas le « Gouvernement Mandchoukouo » et les Chinois de Mandchourie le considèrent comme un instrument dans les mains des Japonais. » Donc, pas de mouvement séparatiste du peuple, pas de sécession spontanée de la Chine, rien qui pourrait donner naissance à un nouvel Etat librement formé. L' « indépendance » de la Mandchourie était purement le tour de

(1) Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 99.

gobelets des militaires japonais, tour effectué sous le couvert du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » mais qui ne peut tromper personne.

Si le mouvement d'indépendance en Mandchourie était inexistant, l'organisation du Gouvernement « Mandchoukouo » est un autre mensonge. Commençons par le premier régent du « Mandchoukouo », M. Pou-Yi, l'ex-empereur de l'Empire chinois. Ce ne fut pas lui qui organisa le Gouvernement. Il demeurerait paisiblement à Tientsin comme un bon citoyen chinois. Un beau jour, le 2 novembre, exactement 45 jours après l'attaque de Moukden, le colonel Dohihara, chef de bureau de liaison militaire de l'armée japonaise, lui fit visite et lui demanda de se rendre à Moukden. Pou-Yi refusa. Alors, Dohihara lui fit comprendre que s'il ne suivait pas cet avis, il courrait quelque danger. Le 7, une corbeille de fruits frais arrivait à la résidence de Pou-Yi : on y découvrit une bombe. Dans la nuit du 8, Dohihara fomenta les troubles de Tientsin, et au milieu de l'échaffourée, Pou-Yi fut enlevé et amené à Dairen. Il avait perdu toute liberté sous l'escorte japonaise. Mais il refusait encore le trône. Ce n'est qu'à la troisième démarche qu'il consentit à devenir chef du pouvoir exécutif. L'entrée en fonctions du « premier régent » qui eut lieu le 9 mars, fut une mise en scène japonaise. Pou-Yi fut conduit à son bureau par le général Honjo et le comte Uchida. Les 7/10 des personnes présentes étaient des Japonais. Nul n'était admis sans le consentement exprès du quartier général de l'armée de Kwantung. Le même jour, au nom de Pou-Yi, on publia deux déclarations dont les textes avaient été préparés à l'avance par cet organe militaire du Japon. Voilà la naissance du Gouvernement Mandchoukouo (1).

B. — Non seulement, les Japonais ont créé le « Mandchoukouo », mais ils l'ont mis sous leur domination directe et permanente. En effet, c'est par « l'Ambassadeur plénipotentiaire japonais », sorte de vice-roi en Mandchourie, que le Mikado a pu diriger et maintenir le Gouvernement de Changchun, mais

(1) V. le détail dans le *Memorandum sur le soi-disant mouvement d'indépendance des Trois Provinces de l'Est*, présenté par l'assesseur chinois à la Commission d'Etude.

combien de Japonais qui ursupent les pouvoirs de ce Gouvernement sous la direction de cet « ambassadeur plénipotentiaire » ?

« Dans le Gouvernement central seul, écrit la Commission Lytton dans son rapport, sans comprendre ceux qui occupent des postes dans les Gouvernements locaux ou au Ministère de la Guerre ou dans les Entreprises de l'Etat, il y a près de deux cents Japonais parmi les fonctionnaires du « Manchoukouo » ? Ce ne sont pas des conseillers, comme on pourrait le croire, mais des fonctionnaires et quels fonctionnaires ? « Dans chaque ministère, il y a un département des affaires générales, semblable à celui du Bureau de Cabinet, les directeurs de ce département sont tous des Japonais. Ce sont eux qui dirigent réellement les différents ministères. Rien ne peut être fait sans leur approbation. Aucun document ne peut être expédié sans leur contre-seing (1) ».

A cet égard, la Commission d'étude nous a encore mis en face de la triste réalité dans les constatations suivantes :

« Les Japonais ont la haute main sur le Conseil des Affaires générales, ainsi que sur le Bureau législatif et le Bureau consultatif qui, dans la pratique, correspondent au Bureau du premier Ministre. Ils ont également la haute main sur le Département des affaires générales, dans les Ministères et les Gouvernements provinciaux, sur les Comités de Direction autonomes des districts, ainsi que sur les services de la police des provinces de Tengtien, Kirin et Heilungkkiang. De plus, dans la plupart des bureaux, on trouve des Japonais comme experts conseillers et secrétaires.

« Il y a également un grand nombre de Japonais dans les bureaux de chemins de fer et à la Banque centrale. Au conseil de contrôle, les Japonais occupent les postes de Chef du Bureau des affaires générales, chef du bureau de contrôle et chef du conseil de vérification de la comptabilité. Au Conseil législatif, le Secrétaire Général est un Japonais. Enfin quelques-uns des fonctionnaires les plus importants auprès du Régent sont des Japonais, notamment le chef du bureau des Affaires intérieures et le Commandant de la Garde du Corps du Régent ».

(1) *Op. cit.*, p. 22.

Ainsi, dans ce Gouvernement soi-disant Etat « Mandchoukouo » dont les postes les plus importants sont tous occupés par des Japonais, derrière quelques ministres chinois employés simplement comme devantures, on ne peut vraiment trouver rien de « mandchou », encore moins « d'indépendance ». Même dans un état vassal d'autrefois ou un Etat protégé d'aujourd'hui, la main-mise de l'Etat fort sur tous les pouvoirs militaires, financiers, politiques, administratifs, législatifs et judiciaires de l'Etat faible, n'est pas aussi radicale et aussi complète que celle pratiquée par le Japon sur les Trois Provinces chinoises. Quand on parle de la « création » et du maintien » de l'Etat « Mandchoukouo » par le Japon, la chose est déjà un peu exagérée ; il n'y a en réalité ni création ni maintien d'un état dépendant ou indépendant mais, simplement et purement, une annexion déguisée.

Pourquoi le Japon a-t-il employé un tel procédé pour tromper le monde ? Parce qu'il voudrait sans doute tourner les stipulations du Pacte de la société des Nations et du Traité des neuf Puissances, c'est-à-dire le deuxième principe de la porte ouverte.

D'après l'article 10 du Pacte : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ». L'engagement est pris « contre toute agression extérieure » et non pas contre une sécession intérieure. De même dans le traité des neuf Puissances dont l'article 1^{er} a stipulé de « respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine », les Puissances signataires n'ont pas pris l'engagement dans le cas d'une sécession intérieure... Par conséquent, la naissance d'un nouvel Etat produit spontanément par le mouvement séparatiste du peuple n'est interdite ni par le Pacte ni par le traité des neuf Puissances. L'Affaire du « Mandchoukouo », prétendaient les Japonais, pourrait être assimilée à une telle situation, et par là, les engagements internationaux du Japon ne seraient donc pas mis en cause. Or, en fait, tel n'est pas le cas. Le soi-disant « Mandchoukouo » n'est pas né d'un mouvement populaire séparatiste, comme nous l'avons déjà montré. C'est justement

par l'agression extérieure et non par la sécession intérieure que le « Mandchoukouo » était créé. On n'a aucune raison d'invoquer ici le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est le contraire qui se produisait. Sous la domination militaire du Japon, la population des Trois Provinces, bien qu'elle soit toujours fidèle à la République chinoise, est muselée. Il faut savoir que malgré la mauvaise administration de l'ancien Gouvernement local, les habitants de la Mandchourie vivaient encore plus heureux que les Coréens sous la domination japonaise. Chaque année, ils avaient vu venir des milliers de ces malheureux réfugiés coréens, sans patrie, sans foyer et sans avoir de quoi vivre. Ils les avaient trouvés tout heureux sur la terre de la République chinoise. L'oppression japonaise, les misères du peuple coréen avaient fait horreur à tout le monde. Personne, en Mandchourie, ne veut accepter la domination du Mikado, le seul monarque qui existe encore dans notre siècle. La volonté du peuple de la Mandchourie, c'est de délivrer sa patrie des mains des envahisseurs étrangers. Les « bandits » que les Japonais ont massacré et massacrent encore ne sont en réalité que des volontaires patriotes qui se révoltent contre les agresseurs.

Ainsi, la création, le maintien et le contrôle du « Mandchoukouo » par la force japonaise, constituent incontestablement un acte d'« agression extérieure », qui porte atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. C'est une violation flagrante du Pacte de la Société des Nations, du Traité des neuf Puissances ainsi que du deuxième principe de la porte ouverte.

Quant au premier principe, le Gouvernement du « Manchoukouo » a déclaré l'observer encore. Dans sa « notification de l'indépendance aux Puissances » du 10 mars 1932, il a énoncé qu'« il favorisera l'entrée et la résidence des étrangers sur son territoire et accordera un traitement impartial aux nations étrangères, et qu'il adhère au principe de la porte ouverte relativement aux activités économiques des étrangers en Mandchourie ». Et dans la déclaration du Gouvernement japonais du 15 septembre 1932 relative à la reconnaissance du « Manchoukouo », on peut trouver le même principe solennellement exprimé en ces termes : « Il est à peine besoin de réitérer l'as-

surance que le Japon espère sincèrement que tous les peuples du monde poursuivront leurs activités économiques en Mandchourie sur le pied des chances égales et contribueront ainsi au développement et à la prospérité de cette région ».

C'est vraiment aimable de faire encore une fois cette solennelle promesse. Mais le Gouvernement de Tokio a-t-il tenu sérieusement sa parole depuis cette déclaration ? Voici les faits que nous pouvons recueillir :

Par un contrat du 1^{er} mars 1933, passé à Tokio avec le représentant du Gouvernement « Mandchoukouo », la Compagnie du Chemin de fer Sud-Mandchourien a pris toutes les voies ferrées chinoises dans les Trois Provinces, y compris la moitié de la ligne Peiping-Moukden où se trouve une large partie des capitaux anglais. Par cette mainmise, la longueur des chemins de fer accaparés par les Japonais est passée de 650 milles à 2.816 milles. Mais leur appétit n'est point satisfait. Ils tentent de prendre encore le Chemin de fer de l'Est Chinois, construit par les capitaux chinois, russes et français. Comme la Russie a concentré une grande partie de ses troupes dans la Sibérie Orientale, on n'ose pas encore le prendre par force, mais on multiplie les sabotages et on crée des difficultés avec les dirigeants de cette ligne pour obliger la Russie à la vendre 1). Depuis la conversation du 2 mai entre M. Litvinov, commissaire aux affaires étrangères soviétique et l'Ambassadeur du Japon, la négociation est commencée. On marchandé et, à cause du désaccord sur les prix, l'affaire est suspendue. Mais ce qui est certain, c'est que les Japonais tentent à tout prix d'évincer les Russes de la Mandchourie Septentrionale. Est-ce que le vieux rêve de la Russie d'un accès au Pacifique serait abandonné ? C'est possible, du moins pour le moment, avant la réalisation de son deuxième plan quinquennal. Lorsque les Japonais auront réussi à prendre le chemin de fer de l'Est Chinois, ils ajouteront une longueur de 1200 milles à leur possession, ce qui ferait un total de 4.000 milles. La mainmise japonaise sur les réseaux ferroviaires sera complète et les Russes et les Anglais seront ainsi tous mis à la porte de la Mandchourie.

(1) En vertu de l'accord sino-russe de 1929, « l'avenir du chemin de fer de l'Est Chinois sera déterminé par la République de Chine et par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, à l'exclusion des tierces parties. »

Par le contrat du 26 mars (publié le 15 mai par le Ministère des Affaires Etrangères à Tokio), les Japonais ont obtenu, au nom d'une Compagnie Mandchou-Japonaise, le monopole de téléphone, de télégraphie et de radiotélégraphie dans les trois provinces. En vertu de l'article 3 du contrat, les ressortissants des Puissances, autres que le Japon et le « Mandchoukouo », ne peuvent être actionnaires de la Compagnie. Ainsi en matière de communications électriques, il n'y a plus de chances égales pour toutes les nations qui veulent fournir à la Mandchourie du matériel, des installations, des services ou des capitaux.

D'après les deux journaux japonais, le *Japan Advertiser*, (Tokio) du 1^{er} juillet et *Osaka Mainichi* du 2 juillet 1933, on a commencé d'établir en Mandchourie les monopoles d'Etats sur les industries et les exploitations de l'huile minérale, du charbon, du magnésium, de l'aluminium, du sulfate ammoniac, de l'or alluvial, du tabac, de l'alcool, de l'aviation civile, des autobus, etc. Ce sont les Japonais seuls qui fournissent les capitaux et le Gouvernement « Mandchoukouo » leur accorde les concessions. Avec ces monopoles sur toutes les branches importantes de l'industrie et du commerce, uniquement au profit des Japonais, les chances égales pour les autres nations n'existent plus.

Le 1^{er} mai, la presse de Londres a confirmé l'information parvenue de Peiping, que la « Hongkong and Shanghai Banking Corporation » et la « Jardine-Matheson Company » — les deux plus grands établissements financiers anglais sur le continent asiatique, ont fermé leurs banques en Mandchourie. Le 7 mai, une autre correspondance parvenue de Kharbin a confirmé que la Compagnie « Sungari Flour Mills », un grand établissement américain, a suspendu les opérations de vente de la farine, parce que l'on a installé un inspecteur japonais des impôts dans les provinces pour percevoir de nouveaux droits très lourds en vue d'évincer le commerce et l'industrie américaine de la Mandchourie. En même temps, le Consul américain a fait une enquête sur la plainte que les acheteurs japonais des soja-haricots auraient bénéficié d'un tarif réduit du Chemin de fer Sud-Mandchourien. (1)

(1) V. l'article *Japan's Far Eastern Supremacy*, écrit par Tyler Dennett, professeur de Princeton University, dans *Current History*, juillet 1933.

Tout cela, à titre d'exemple, montre que le premier principe de la porte ouverte, principe de l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, ne s'applique plus à la Mandchourie, depuis que le Japon a usurpé les droits souverains de la Chine sur les trois provinces.

En terminant, nous pouvons conclure qu'à tous points de vue, la doctrine de la porte ouverte est complètement violée.

CHAPITRE IX

LES CONSÉQUENCES DE L'INAPPLICATION DE LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE EN MANDCHOURIE

Les conséquences de l'inapplication de la doctrine de la porte ouverte en Mandchourie ont une portée très considérable et très étendue, qui dépasse le cadre du théâtre du conflit sino-japonais, et qui intéresse, par répercussion, tout le monde. Etant donné l'interdépendance et la solidarité internationales, qui deviennent aujourd'hui une réalité, on ne peut regarder avec indifférence les actes d'un Etat à l'égard de son voisin, d'où il résulte presque inévitablement quelque conséquence, directe ou indirecte, néfaste ou bienfaisante. L'affaire de la Mandchourie nous en fournit un bon exemple. Nous allons donc étudier toutes les conséquences de la violation de la doctrine de la porte ouverte aux trois points de vue économique, politique et juridique. A chaque point de vue, nous examinerons la mise en application d'une des doctrines en vogue, qui sont ou ne sont pas fondées, mais qui ont tout de même une certaine influence sur la politique et le droit international.

I. — La conséquence économique : l'application de la doctrine japonaise du « droit à vivre ».

Depuis une douzaine d'années, les Japonais ont renouvelé leurs revendications, pour que conformément à une maxime de Machiavel, elles deviennent un droit acquis. Déjà en 1921, avant la conférence de Washington, le premier ministre japonais, Hara, avait préconisé « l'accès libre des peuples à ce qui est vital à leur existence, c'est-à-dire aux ressources naturelles du monde, en éliminant les barrières économiques artificielles ». En d'autres termes, selon l'opinion de Hara, la Chine

doit donner aux Japonais un accès libre aux richesses naturelles de la Mandchourie, faute de quoi ils ne peuvent pas vivre. M. Yosuke Matsuoka, chef du parti Seiyukai, a exprimé la même idée dans son livre « La coopération économique du Japon et de la Chine en Mandchourie et Mongolie », en disant notamment que « si la Chine refusait aux autres peuples les chances de partager les bénéfices de ses riches ressources uniquement pour cette raison qu'elles se trouvent dans son territoire, elle s'exposerait à la critique » (1). Tout récemment, dans le Document B, communiqué par l'assesseur japonais à la Commission d'Etude de la Société des Nations, en suivant le même raisonnement, on considère que la Mandchourie et la Mongolie ont une importance vitale pour le Japon, car elles peuvent lui fournir des denrées alimentaires pour sa population, des matières premières pour ses industries, et un grand débouché pour ses produits fabriqués. Ainsi, par cet exposé de motifs, on entend légitimer l'occupation, voire l'annexion déguisée, des territoires chinois.

Un auteur américain, C. Walter Young, a baptisé cette thèse japonaise la « doctrine du droit à vivre », dont l'idée essentielle consiste en ceci : un Etat pauvre en denrées alimentaires, en matières premières ou en ressources naturelles a le droit de les prendre chez l'Etat relativement riche, pour développer sa propre vie nationale. Voilà une doctrine qui paraît justifiable. L'annexion déguisée de la Mandchourie, et l'inapplication des principes de la porte ouverte, ont pour conséquence la mise en pratique par le Japon de cette nouvelle doctrine.

Or, le machiavélisme n'a rien à voir avec le droit international. Il ne faut pas confondre cette soi-disant doctrine du « droit à vivre » avec ce que l'on appelle le droit à l'existence et au légitime développement des Etats. Ce dernier, selon tous les juristes, ne s'explique ni dans le sens de l'« accès libre aux ressources naturelles des autres Etats », ni dans le sens « de les prendre gratuitement ou par des moyens violents et illégitimes ». Le monde civilisé a inventé l'échange international, et le droit international moderne reconnaît aux Etats le droit

(1) V. C. Walter Young, *Japan's special position in Manchuria*, 1931, p. 312.

de commerce. C'est ce qu'il faut faire, si un Etat a besoin de quelque chose que possèdent les autres Etats. En aucune façon il n'a le droit de les prendre par la force des armes, sous prétexte qu'elles ont pour lui une importance vitale, ou qu'il est relativement un Etat pauvre. Si tous les Etats pratiquaient la soi-disant doctrine japonaise, ce serait une guerre sans fin. C'est du brigandage, ce n'est pas du droit.

Au point de vue juridique, la soi-disant doctrine du « droit à vivre » n'est donc pas fondée. Mais au point de vue économique, quelles seront les conséquences de son application, c'est-à-dire de la mainmise exclusive et totale du Japon sur la terre de la Mandchourie et ses richesses ?

La conquête de la Mandchourie peut-elle remédier à la crise économique du Japon ? L'accaparement de toutes les denrées alimentaires, matières premières et ressources naturelles pourra-t-il vraiment soulager la souffrance générale du peuple japonais ? Nous ne le pensons pas. La crise grave, sans précédent, que connaît le Japon aujourd'hui, est comme dans tous les pays une crise de surproduction, et non pas de sous-consommation. Dans le domaine industriel, le mal ne réside évidemment pas dans le manque de matières premières, mais dans la chute du prix des marchandises que l'on a produites en excès. D'où la fermeture des usines, le chômage et toutes les misères du peuple. Or, l'on a trop produit précisément parce que l'on a trop de matières premières à sa disposition. Voilà une cause de la crise industrielle que l'on a méconnue.

Dans le domaine agricole, la misère des paysans est extrêmement grave. « Dans certains districts, écrit Andrée Viollis, les paysans mangeaient de l'écorce ; ils allaient vendre dans des maisons de prostitution leurs femmes et leurs filles qui se sacrifiaient pour les enfants, et les inspecteurs des écoles clamaient que 200.000 de ces enfants, presque affamés, étaient si faibles qu'ils ne pouvaient suivre les classes » (1) D'où vient le mal ? C'est encore de la chute des prix, mais cette fois il s'agit des prix des produits agricoles. « Deux millions de paysans élèvent des vers à soie, et la soie, qui valait 2.000 francs la balle en 1925, ne vaut plus que 490 francs, c'est-à-dire le quart de son

(1) Andrée Viollis, *Le Japon et son Empire*, 1933, p. 210.

ancienne valeur. Six millions de paysans vivent des champs, de la culture des céréales, et en particulier du riz : or, le riz n'atteint plus aujourd'hui que 46 % de la valeur de 1929. Tous les produits agricoles ont suivi la même chute brutale, le blé et l'avoine ont perdu un quart de leur ancien prix, les fruits, les légumes, près de la moitié » (1). Cette chute des prix a privé les paysans japonais de la possibilité de faire face à leur dette, dont le total s'élève aujourd'hui à six milliards de yen, et qui, faisant boule de neige, s'accroît d'un milliard par an. Ainsi, les créanciers sont venus pour les dépouiller et les priver des moyens de vivre. La question se pose alors de savoir pourquoi les paysans ont fait tant de dettes ? C'est parce qu'ils sont avant tout ruinés par des impôts écrasants. D'après Andrée Viollis, « le Gouvernement, estimant que l'industrialisation rapide était indispensable au progrès du Japon, négligea ce fait primordial que les paysans forment plus des deux tiers de la population du pays et les sacrifia, en faisant reposer sur eux presque tout le poids des impôts : les campagnards en paient environ trois fois plus que les citadins ». Voilà la cause principale du mal.

Exploiter les richesses agricoles de la Mandchourie, pour les écouler dans le marché intérieur du Japon, c'est faire tomber encore plus bas les prix des produits agricoles japonais, c'est aggraver la crise agricole. Pauvres paysans ! ayant sacrifié leur foyer, leurs femmes et leurs filles, pour financer une guerre de conquête ayant pour but de satisfaire l'ambition de la classe militaire, non-seulement ils ne peuvent profiter de rien, mais encore ils doivent en subir les conséquences néfastes. Leurs récoltes perdent de leur valeur, par suite de la concurrence qui leur est faite par les produits de la Mandchourie. L'occupation des provinces chinoises, qui entraîne inévitablement le Japon à la course aux armements navals sur le Pacifique, augmente énormément la dépense militaire, et la plus grande partie de ce fardeau est encore supportée par les paysans !

Mais si l'annexion déguisée de la Mandchourie ne peut pas mettre fin à la crise économique, pour le bonheur du peuple

(1) *Op. cit.*, p. 212.

japonais, ne peut-elle tout de même résoudre la question de la surpopulation, qui semble atteindre une phase très aiguë dans l'Empire du Soleil Levant ? La surpopulation du Japon ne pourrait trouver un remède efficace du côté de la Mandchourie. En effet, depuis la fin de la guerre russo-japonaise, la Mandchourie est déjà grande ouverte aux Japonais, mais ils n'y entrent que rarement. A la fin de 1930, dans le territoire du Kwantoung et dans les trois provinces tout entières, il y avait à peine 225.000 Japonais, dont 13.000 seulement dans la Mandchourie, à l'extérieur de la zone concédée. Ils étaient donc moins nombreux que les émigrants japonais au Brésil (14.000 en 1930). Les Nippons n'aiment pas émigrer en Mandchourie. Pourquoi ? Tout d'abord, parce que le climat et l'atmosphère ne sont pas aussi doux et aussi agréables que ceux de leur pays natal, et ensuite parce qu'ils ne peuvent économiquement lutter avec les Chinois qui, se trouvant à un niveau de vie très bas, travaillent la terre avec beaucoup de tenacité et de patience (1).

D'ailleurs, la question de la surpopulation au Japon n'est pas aussi importante qu'on se l' imagine. « Il ne faut pas s'y tromper, écrit M. Robert Poulaine, qui fit récemment une enquête au Japon, la politique japonaise d'expansion n'est nullement dictée, comme on est trop souvent tenté de le croire, par pléthore de population, mais bien par pléthore de production. Cela est si vrai que de vastes régions comme le Hokkaido pourraient hospitaliser deux fois plus de monde ; que la Corée, qui offrait une possibilité à l'immigration, n'a pas été plus favorisée que la Mandchourie, pour laquelle il est très difficile de trouver aujourd'hui des colons » (2). Il ne s'agit donc pas d'apporter une solution à la surpopulation du Japon, mais bien de trouver un marché extérieur pour ses produits industriels. Or, le marché de la Mandchourie était déjà grand ouvert aux marchandises japonaises avant septembre 1931. L'annexion déguisée de ces provinces ne peut pas augmenter l'écoulement des produits nippons, mais plutôt les diminuer, car, sous la

(1) V. Documents annexés au rapport de la Commission d'Etude, 1932, p. 177.

(2) *Le Temps*, du 26 septembre 1933.

domination militaire du Japon, il y a toujours, entre les Chinois patriotes et les envahisseurs, des luttes, des désordres et des hostilités, qui ont pour résultat d'entraver le développement commercial. Massacrer les habitants rebelles, même si on les baptise « bandits », c'est amoindrir la clientèle, c'est aggraver la pléthore de production ; ce n'est certainement pas en recourant aux baïonnettes que l'on peut maintenir un commerce extérieur florissant (1).

Au point de vue de l'économie internationale, cette conséquence néfaste est encore plus grave. Etant donné que la mainmise totale et exclusive du Japon sur les richesses de la Mandchourie ne peut certainement pas atténuer sa pléthore de production, mais bien au contraire l'aggraver, ce mal ne tombe évidemment pas sur le peuple nippon seul, mais sur le monde entier. L'envahissement du marché européen par les marchandises japonaises est déjà un fait trop connu. « La menace dirigée contre nous apparaît, écrivait tout récemment M. Edouard Herriot avec inquiétude ; voici le produit japonais qui gagne les Indes, traverse l'Asie, franchit le Canal de Suez, envahit les rives de la Méditerranée ; il vient, jusque dans nos comptoirs naturels, attaquer notre commerce et notre industrie de France, rendu plus redoutable par une vigoureuse discipline nationale, l'Etat étant, au Japon, une pyramide de familles au sommet de laquelle s'élève l'Empereur-Dieu » (2). La même alarme est donnée par Andrée Viollis. « Ils (les Japonais) ont inondé de marchandises l'Europe, l'Asie et jusqu'à l'Australie et l'Afrique, écrit-elle dans son livre *Le Japon et son Empire*. Tandis que l'Amérique reçoit leur soie grège, leurs cotonnades et leurs soies artificielles pénètrent en grandes quantités dans l'Inde et en Malaisie. En 1932, l'Inde a remplacé la Chine comme second grand marché d'exportation japonais. Ce qui n'est pas pour plaire aux Anglais. On signalait ces temps derniers l'arrivée à Hambourg d'un bateau japonais

(1) Le cabinet Wakatsuki (Minseito), qui n'approuvait pas les actions militaires en Mandchourie, avait prévu la conséquence néfaste pour les commerçants et les industriels nippons, que représente le Parti Minseito dans la Diète :

(2) V. l'article *La Conférence mondiale*, écrit par Edouard Herriot dans *Marianne* du 14 juin 1933.

plein de chaussures, et à Rotterdam celle d'un autre bateau chargé de 6.000 tubes d'acier, destinés à la Hollande et à l'Allemagne. Quant à l'Australie, elle est inondée de produits nippons, à tel point que les maisons anglaises ont vu leur chiffre d'affaires tomber à 15 % de celui de 1929. Le monde industriel tout entier s'inquiète d'une concurrence aussi provocante » (1).

Mais, hélas ! l'histoire n'est pas finie. Les capitalistes nippons n'ont commencé qu'à peine leur œuvre en Mandchourie. S'appuyant sur la force militaire, ils exploiteront plus largement et plus intensivement encore les richesses naturelles et l'immense masse laborieuse qui, sans aucune protection de la législation ouvrière, et vivant à un niveau de vie très bas, touche un salaire dérisoire et travaille pendant une journée excessivement longue. Dans ces conditions, le coût de production des marchandises japonaises sera beaucoup plus réduit encore. Que pourront faire les autres pays ? Devant une telle concurrence sans précédent, qui s'accroît chaque jour, comment pourra-t-on trouver dans le monde un marché pour les produits européens et américains ? Comment pourra-t-on sortir de la crise et résoudre le problème du chômage permanent, tel qu'il existe déjà en Angleterre et dans les autres pays ? Voilà des questions qui ne pourront se résoudre sans envisager le vrai « péril jaune » pour les Blancs.

II. — La conséquence politique : l'application de la « doctrine de Monroe asiatique ».

La deuxième conséquence de l'inapplication de la doctrine de la porte ouverte en Mandchourie n'est pas moins menaçante que la première, c'est la mise en pratique de la soi-disant « doctrine de Monroe asiatique ». Tout comme la précédente doctrine du « droit de vivre », qui est utilisée pour dissimuler les actes illégaux de l'expansion économique, celle-ci constitue un autre masque cachant la réalité de l'expansion politique du Japon sur le continent asiatique.

Commençons par tracer l'histoire de cette pseudo-doctrine de Monroe ; ensuite nous la confronterons avec la vraie, pour en voir les différences ; et enfin nous pourrions faire ressortir

(1) Andrée Viollis, *Le Japon et son Empire*, 1933, p. 254.

le danger de la pratique d'une telle doctrine — danger non seulement pour l'existence de la Chine, mais encore pour la paix mondiale.

Si la vraie doctrine de Monroe a déjà plus d'un siècle d'existence, sa contrefaçon ne date naturellement pas d'aussi loin. Tout récemment, en septembre 1932, le vicomte Kaneko, membre du Conseil Privé et ancien Ministre de la Justice du Gouvernement japonais, fit une propagande pour cette doctrine, disant que c'était le Président Roosevelt (Théodore) qui aurait, en 1903, conseillé que le Japon fasse sienne la doctrine de Monroe pour l'Asie. A cette époque, écrit le vicomte Kaneko, il informa son Gouvernement de cette suggestion et plus tard en fit un rapport à l'Empereur et au Cabinet. Aujourd'hui, comme la politique japonaise cause de l'inquiétude, et même de l'alarme, aux autres Puissances, le vicomte Kaneko pense que l'on doit faire connaître au monde l'opinion du président Roosevelt. D'après lui, dans une conversation intime, en 1903, le Président des Etats-Unis se serait exprimé à peu près en ces termes :

« La politique future du Japon à l'égard des pays asiatiques doit être similaire à celle des Etats-Unis à l'égard de leurs voisins sur le continent américain. Une doctrine japonaise de Monroe en Asie pourrait écarter la tentation de l'empiètement européen, et le Japon pourrait être reconnu comme guide des nations asiatiques et sa force pourrait former le bouclier derrière lequel elles pourraient réorganiser leur système national.

« La sphère de la doctrine japonaise de Monroe devrait inclure le continent tout entier de l'Asie, depuis Suez jusqu'au Kamchatka (la Sibérie orientale), excepté l'Inde, l'Annam, les Philippines, Hong-Kong et les autres colonies européennes et américaines. En même temps, le Japon devrait observer la politique américaine de la porte ouverte et des chances égales en Chine. Si le Japon déclarait une telle doctrine de Monroe asiatique après la paix de Portsmouth (qui termina la guerre russo-japonaise), je le soutiendrais de toutes mes forces, ou pendant ma présidence, ou après son expiration » (1).

(1) V. *Contemporary Japan*, revue trimestrielle, n° de septembre 1932. Tokio. Et le *Times* du 17 septembre 1932.

Voilà les paroles du Président Roosevelt, qui se retrouvent 27 ans plus tard sous la plume du vicomte Kaneko, et qui sont pour la première fois publiées au monde. En prenant la chose au sérieux, même au cas où le Président Roosevelt aurait fait une telle suggestion au diplomate japonais, il ne pensait probablement à cette époque qu'à encourager les Japonais à contrecarrer la politique d'expansion de la Russie tsarsiste en Mandchourie, pour laisser intacte l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Ce qui était dans sa pensée, c'était certainement la vraie doctrine de Monroe, et non pas une formule de la politique impérialiste qui, sous le couvert de son nom, comporte des choses contraires à ces principes.

Depuis la paix de Portsmouth, le Japon d'ailleurs n'a jamais pratiqué une doctrine ressemblant à ce qu'avait préconisé le Président Roosevelt. Immédiatement après la signature du traité de Portsmouth, au lieu de déclarer une telle doctrine, le Gouvernement du Mikado se hâtait de continuer la politique du tzar dans les provinces Nord-Est de la Chine. Le Baron Komura, premier délégué du Japon, après son retour de Portsmouth, adressa à la Diète un discours dans lequel, après avoir souligné la surpopulation du Japon, il ne préconisa qu'une politique de colonisation en Corée et en Mandchourie méridionale. C'était donc le contraire de la doctrine de Monroe que le Japon aurait pratiqué, depuis la soi-disant suggestion du Président Roosevelt.

En fait, ce n'est que depuis 1914, pendant la dernière grande guerre, quand les Japonais, à la faveur des circonstances internationales, tentaient de se servir d'une formule quasi légale pour établir un protectorat sur la Chine tout entière, que cette soi-disant doctrine de Monroe asiatique commença à faire du bruit dans la presse. Le 8 mai 1915, M. Shailer Mathews, doyen de l'Université de Chicago, après son retour d'Extrême-Orient, publia dans le *Chicago tribune*, un article critiquant la soi-disant doctrine de Monroe asiatique en vogue. « Si le Japon, écrit-il, projette de contrôler politiquement la Chine, et si, même en maintenant une intégrité quelconque de l'Empire, il se sert des concessions commerciales comme d'excuses pour intervenir dans la politique chinoise, il sera très loin de

copier sur l'Amérique la doctrine de Monroe pour l'Asie » (1). Il semble que cet article fut écrit pour réfuter la propagande japonaise, au moment où le Gouvernement de Tokio imposa à la Chine les fameuses vingt-et-une demandes. Mais alors, ce n'est que dans la presse que cette soi-disant doctrine fit son apparition. Nulle part, on ne peut trouver trace des déclarations gouvernementales ou documents diplomatiques ayant trait à cette doctrine.

C'est en 1917 que l'on entendit parler de cette doctrine pour la première fois par la bouche d'un diplomate japonais. Le vicomte Ischii, pendant sa mission en Amérique, aurait officiellement lancé cette formule ; mais, comme les dirigeants du Gouvernement de Washington refusaient de reconnaître au Japon le droit d'avoir en Chine des « intérêts dominants » (paramount interests), sous le couvert de la « doctrine de Monroe Asiatique », le vicomte Ischii fut obligé d'abandonner sa tentative, et même de désavouer, comme inexact, ce qu'il avait préconisé.

En fait, au cours de la négociation d'un accord américano-japonais, depuis le 6 septembre jusqu'au 2 novembre 1917, le vicomte Ischii avait parlé à M. Lansing, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, de cette doctrine. D'après les dires de M. Lansing, le chose se serait passée de la façon suivante :

« Pendant la même interview, nous parlions des « intérêts dominants », et il faisait allusion à la doctrine de Monroe pour l'Extrême-Orient. Et je lui dis qu'il paraissait y avoir un malentendu concernant le principe fondamental de la doctrine de Monroe ; que ce principe n'était point une affirmation de l'intérêt primordial ou dominant par les Etats-Unis dans leurs relations avec les autres Républiques américaines ; que son utilité était d'empêcher les Puissances étrangères d'intervenir dans les droits souverains de toutes les nations de cet hémisphère, et que son but, tout entier, était de conserver à chaque République la puissance de son propre développement. En outre, je lui dis qu'en tant qu'il s'agissait d'aider ce développe-

(1) Cité par C. Walter Young, dans son livre *Japan's special position in Manchouria*, pp. 333-334.

ment, les Etats-Unis ne prétendaient avoir aucun privilège spécial sur les autres pays » (1).

Alors, le vicomte Ischii, s'inclinant devant cette explication, n'osait plus parler des « intérêts dominants » du Japon sur les autres pays asiatiques. Dans son discours, prononcé le 1^{er} octobre 1917 devant le public, à New-York, il disait notamment :

« Dans mon discours de samedi soir (29 septembre), j'ai fait une allusion relative à la politique du Japon à l'égard de la Chine. Cette allusion prit la forme d'une répétition de l'engagement et de la promesse du Japon de ne pas violer l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de la Chine, et de toujours observer le haut principe de la porte ouverte et des chances égales. Je trouve maintenant que mes paroles sont prises pour l'énonciation d'une doctrine de Monroe asiatique. Je tiens à vous dire plus clairement que l'application de ce terme « doctrine de Monroe » à la politique et au principe que j'ai résumés et garantis volontairement, est inexacte.

« Il y a une différence fondamentale entre la doctrine de Monroe des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et l'énonciation de l'attitude du Japon à l'égard de la Chine. En premier lieu, de la part des Etats-Unis, il n'y a pas d'engagement ni de promesse, tandis que, pour le Japon, il a volontairement déclaré qu'il s'engage à ne pas violer l'intégrité politique et territoriale de son voisin, et à observer le principe de la porte ouverte et des chances égales, en demandant en même temps aux autres nations de respecter ces principes » (2).

Donc, c'est le vicomte Ischii lui-même qui a publiquement renoncé à une telle doctrine pour le Japon. Mais, plus tard, à la veille de la Conférence de Washington, il parut que la presse japonaise avait encore tendance à adopter cette

(1) V. U. S. Senate Documents, Treaty of Peace with Germany, vol. 10, 1919, p. 224.

(2) *New-York Times*, du 2 octobre 1917, The Imperial Japanese Mission to the United States, 1917 (Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D. C.).

doctrine. On peut en retrouver l'écho dans la presse française de cette époque. « La tendance du Japon, écrit *Le Temps* du 11 novembre 1921, est de faire admettre une sorte de doctrine de Monroe asiatique, « L'Asie aux Asiatiques », basée sur les affinités de race, la situation géographique et l'avenir politique. Mais les Etats-Unis répondent que la comparaison est spécieuse, que la doctrine de Monroe a pour but, dans l'intérêt des républiques américaines, de les protéger contre des agressions étrangères, tandis que le Japon vise simplement à annexer le continent asiatique ». Cependant, à la Conférence de Washington, et depuis la signature de neuf Puissances jusqu'à l'affaire de Mandchourie, devant la Société des Nations, la question d'une doctrine de Monroe asiatique ne se posa pas. Ce n'est qu'après la publication du rapport Lytton que cette vieille histoire a été rééditée.

D'ailleurs, c'est le même porte-paroles du Gouvernement japonais, le même vicomte Ishii, qui a lancé encore une fois cette soi-disant doctrine de Monroe Asiatique. « Généralement parlant, écrit-il au début de 1933, notre politique en Chine a été basée sur la croyance que l'établissement d'un *Imperium in imperio* sur son sol par quelque tierce Puissance, ou par quelque groupe de nations, est non seulement dérogoire à son intégrité, mais encore incompatible avec notre propre sécurité. En ceci, nous avons été animés par le même principe incorporé dans la doctrine de Monroe » (1).

Dans son rapport du 21 février 1933 à l'Assemblée de la Société des Nations, la délégation japonaise a déclaré notamment que « le Japon est responsable pour le maintien de la paix de l'ordre en Extrême-Orient ». Dans son discours prononcé le 21 janvier 1933 devant la Diète, le comte Ushida, alors Ministre des Affaires Etrangères, se référant à l'article XXI du Pacte de la Société des Nations qui reconnaît la validité de la doctrine de Monroe sous la désignation d'Entente régionale, a déclaré notamment « que le Pacte de la Société des Nations stipule très sagement que l'entente régionale doit être respectée. Dans ce sens, notre Gouvernement croit que tout plan

(1) V. l'article *The permanent bases of Japanese Foreign Policy*, écrit par vicomte Ishii, dans *Foreign Affairs* de janvier 1933.

établi dans le but de construire un édifice de paix en Extrême Orient doit être basé sur cette reconnaissance que la force constructive du Japon est le principal support de tranquillité dans cette partie du monde ». Bien que ces phrases soient vagues, l'intention du Gouvernement de Tokio de pratiquer la soi-disant doctrine de Monroe asiatique est claire.

En effet, par sa notification officielle du 27 mars 1933, le Japon a manifesté sa volonté de se retirer de la Société des Nations. Le Mikado a trouvé que l'institution de Genève n'était pas, en fin de compte, une seconde Sainte Alliance selon son goût, et il l'a quittée sans regrets. Mais ce qui est important, c'est que, par ce retrait, le Japon entend inaugurer officiellement la soi-disant doctrine de Monroe asiatique. Le 1^{er} octobre 1933, M. Koki Hirota, ministre des Affaires Étrangères, a chargé M. Akira Ariyoshi, Ministre du Japon en Chine, de protester auprès du Gouvernement chinois contre l'attitude du délégué chinois à Genève, M. Wellington Koo, qui a évoqué de nouveau le conflit sino-japonais devant le Conseil de la Société des Nations. (1) Ce faisant, le Japon voudrait étouffer la voix de la Chine, et commencer par là la pratique de sa soi-disant doctrine de Monroe asiatique. Désormais, il tentera probablement d'éliminer du continent asiatique les influences européennes et américaines, ainsi que celles de la Société des Nations.

Telle est l'histoire de cette pseudo « doctrine de Monroe ». C'est, en effet, parce que la doctrine de la porte ouverte est violée, que la Mandchourie est occupée, que l'on se sert de cette formule, d'une apparence quasi légale, pour masquer la politique d'expansion poussée vers l'établissement d'un protectorat sur la Chine tout entière. Cette éventualité ne pourra être mise en doute, si l'on étudie les significations de cette soi-disant doctrine de Monroe que pratique le Japon et si on les confronte avec celles de la vraie doctrine de Monroe qu'ont pratiquée les Etats-Unis d'Amérique.

Il importe de remarquer que les deux choses sont foncièrement différentes. En premier lieu, dans le message de Monroe, adressé le 2 décembre 1823 au Congrès américain, on peut

(1) *Le Temps* du 2 octobre 1933.

trouver le premier principe fondamental, le principe de non-colonisation. « Un principe touchant aux droits et intérêts des Etats-Unis est que les continents américains, *par la libre et indépendante condition qu'ils ont acquise et qu'ils maintiennent*, ne doivent plus désormais être considérés comme objets d'une colonisation ultérieure par aucune des Puissances européennes » (§ 7 du message). En fait, les Etats-Unis non-seulement ne laissaient pas coloniser par les Puissances européennes la terre des autres Républiques américaines, mais encore n'entreprenaient eux-mêmes aucune tentative de colonisation aux dépens de leurs voisins. Or, la politique du Japon, au contraire, est toujours une politique de colonisation aux dépens de la Chine. Avant la dernière grande guerre, le Japon avait fait, avec la Russie tsariste, la combinaison de coloniser la Mandchourie. Actuellement, il poursuit encore cette politique, et même beaucoup plus activement, en envoyant dans les provinces chinoises des milliers de colons armés et subventionnés par l'Etat. Donc, la politique du Japon est incompatible avec le premier principe de la doctrine de Monroe.

En second lieu, le deuxième principe de la doctrine de Monroe est un principe de non-intervention. Ce principe est, au fond, basé sur la défense du régime démocratique. « Le système politique des Puissances alliées est essentiellement différent de celui de l'Amérique, écrit le Président Monroe. Nous devons à la franchise et aux relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et ces Puissances de déclarer que nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système politique à quelques portions de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité ». Il s'agissait, en effet, de défendre les nouvelles Républiques américaines contre l'intervention de l'Espagne monarchique et de la Sainte Alliance, sorte de Syndicat des monarques européens. Ainsi envisagée, la doctrine de Monroe, intégralement démocratique, est incompatible avec le système politique du Japon, qui est encore fondé sur un Empereur-Dieu et des clans militaires féodaux. L'Empire du Mikado aurait été un bon adhérent de la Sainte Alliance, mais certainement un mauvais champion de la doctrine de Monroe ; il n'est point qualifié pour invoquer cette doctrine, puisqu'elle a justement

pour but de combattre son système politique et par conséquent toutes ses tentatives d'expansion.

En troisième lieu, à l'époque du Président Monroe, les moyens de communication n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui, et la situation géographique du nouveau continent, séparé du vieux monde par l'immense océan, avait encore favorablement contribué à l'application du troisième principe de la doctrine de Monroe, principe d'isolement. Or, dans le continent asiatique, les circonstances d'aujourd'hui ne sont pas celles de 1823 en Amérique. Comment peut-on creuser un fossé pour l'isoler des autres continents ? Où commence et finit le champ d'application d'une telle doctrine ? Adopte-t-on la thèse du vicomte Kaneko qui a préconisé que le continent asiatique, depuis Suez jusqu'au Kamchatka, sauf les colonies européennes et américaines, constitue le domaine de son application ? Les régions de ce domaine sont encore trop vastes et trop dispersées pour que le Japon puisse exercer efficacement son influence. Si l'on n'applique cette doctrine qu'à la Chine seule, alors ce n'est plus une doctrine de Monroe « asiatique ». C'est purement et simplement un prétexte pour empiéter sur les droits souverains de la Chine.

Donc, dans la soi-disant doctrine de Monroe asiatique, il n'y a rien, au fond, qui soit analogue à la doctrine de Monroe. En réalité, ce qui caractérise la doctrine japonaise, c'est tout autre chose. Les Japonais ont réclamé « l'Asie aux Asiatiques ». Certes, c'est un beau mot. Mais cette phrase ne signifie tout d'abord que « l'Asie aux Japonais », car le Gouvernement du Japon tente toujours de faire reconnaître par les autres Puissances son « intérêt dominant » (paramount interest), ou son hégémonie politique et économique sur ce continent ; cette phrase signifie encore que le Japon doit chasser tous les Blancs du continent asiatique. Écoutons le général Araki, actuellement Ministre de la Guerre, et le vrai dictateur du Gouvernement japonais. « Les Blancs ont fait des nations d'Asie de purs et simples objets d'oppression. Le Japon impérial ne peut et ne doit laisser plus longtemps leur imprudence sans châtiment ». Mais ce n'est pas encore le but de cette « glorieuse mission » du Japon. « Notre pays, écrit le général Araki, est déterminé à propager son idéal national à travers les sept mers, à

l'étendre et à le répandre sur les cinq continents de la terre, même s'il lui faut employer la force. Nous sommes les descendants des Dieux ; nous devons régner sur le monde ! » (1).

Cette parole confirme la thèse de l'ancien premier Ministre japonais, baron Tanaka : « Pour conquérir la Chine, nous devons d'abord conquérir la Mandchourie et la Mongolie. Et pour conquérir le monde, nous devons conquérir la Chine » (2).

Voilà la doctrine de Monroe asiatique, ses significations et ses applications, telles que les Japonais les ont préconisées et pratiquées, en commençant par la violation de la doctrine de la porte ouverte et par l'annexion déguisée de la Mandchourie et de la Mongolie orientale. Le danger est imminent, non seulement pour l'existence de la Chine, mais encore pour la paix mondiale. Le « péril jaune » a cessé d'être une chimère.

III. — La conséquence juridique : l'application de la doctrine de Stimson.

Les conséquences néfastes de l'inapplication de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie sont des menaces d'orages en Extrême-Orient, mais il ne faut pas perdre de vue que déjà un peu de lumière se montre à l'horizon. C'est le droit qui se dresse pour résister à la force, la justice internationale qui ne recule pas devant la politique impérialiste du Japon, c'est la mise en pratique de la doctrine de non-reconnaissance, connue sous le nom de doctrine de Stimson.

Cette doctrine a pris corps tout récemment. Le 7 janvier 1932, après l'occupation de Kingtchéou, c'est-à-dire après la mainmise totale de l'armée japonaise sur la Mandchourie toute entière, M. Henri L. Stimson, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, envoyant au nom de son Gouvernement une protestation près des Gouvernements de Chine et du Japon, annonça cette nouvelle doctrine en ces termes :

« Les récentes opérations militaires à Kingtchéou ont détruit

(1) V. un article écrit par le général Araki, publié dans le Kaikosha, une grande revue mensuelle du Cercle Militaire, n° d'août 1932, et cité par André Viollis dans son livre, *Le Japon et son Empire*, pp. 258-259.

(2) V. le Document n° 1 communiqué par l'assesseur Chinois à la Commission Lytton, p. 30.

les derniers vestiges de l'autorité administrative de la République chinoise dans le Sud de la Mandchourie, tels qu'ils existaient avant le 18 septembre.

« Le Gouvernement américain continue à avoir confiance que l'œuvre de la Commission neutre récemment instituée par le Conseil de la Société des Nations facilitera la découverte d'une solution aux difficultés qui existent entre la Chine et le Japon ; mais en raison de la présente situation et de ses propres droits et obligations dans cette zone, le Gouvernement américain estime qu'il est de son devoir de notifier à la fois à la Chine et au Japon *qu'il ne peut admettre la légalité d'aucune situation de facto*. Il n'a l'intention de reconnaître aucun traité ou accord intervenu entre ces deux Gouvernements ou leurs agents susceptibles de porter atteinte aux droits des Etats-Unis ou de leurs nationaux en Chine, *y compris ceux de la souveraineté, de l'indépendance ou de l'intégrité territoriale ou administrative de la Chine — connus sous le nom de politique de la porte ouverte*.

« *Il n'a pas l'intention de reconnaître une situation — traité ou accord — qui pourrait avoir été créée par des moyens contraires au Covenant et aux obligations découlant du Pacte de Paris auquel la Chine et le Japon, ainsi que les Etats-Unis, sont parties* ».

Il importe de remarquer deux éléments dans la doctrine de Stimson. Primo, c'est la nature de la situation créée, qui porte atteinte aux droits d'une autre nation, y compris les principes de la porte ouverte ; secundo, ce sont les moyens, employés pour créer cette situation, qui sont considérés comme infractions aux obligations que l'Etat accusé a acceptées par le Pacte de la Société des Nations et le Pacte de Paris. Toute situation, traité ou accord, qui comporte ces deux éléments, ne doit être reconnue, ni *de jure*, ni *de facto* par tous les autres Etats. Voilà la doctrine de non-reconnaissance.

Cette doctrine est adoptée par le Comité des douze du Conseil de la Société des Nations dans son appel au Japon (16 février 1932) dont voici les principaux passages :

« Les douze membres du Conseil n'oublient nullement les griefs invoqués par le Japon et ils lui ont, au cours des mois

écoulés, accordé toute la confiance à laquelle a droit un associé de la première heure, qui observa toujours scrupuleusement ses obligations et ses devoirs de membre de la communauté internationale. Ils ne peuvent cependant s'empêcher de regretter que le Japon n'ait pas jugé possible de s'en remettre sans réserve aux méthodes de règlement pacifique stipulées dans le Pacte de la Société des Nations ; ils lui rappellent, une fois de plus, l'engagement solennel du Pacte de Paris, aux termes duquel la solution des différends internationaux ne devra jamais être recherchée que par des moyens pacifiques. Les douze membres du Conseil doivent constater que, dès le premier moment, dans cette lutte qui se déroule sur son territoire, la Chine a porté son différend avec le Japon devant la Société des Nations et s'est engagée à accepter les propositions faites par celle-ci en vue d'un règlement pacifique.

« Les douze membres du Conseil désirent rappeler qu'aux termes de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations tout membre de la Société s'est engagé à respecter et à maintenir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. Ils ont le droit, à titre amical, d'appeler l'attention sur cette disposition, d'où il résulte notamment, à leur avis, *qu'aucun empiètement sur l'intégrité territoriale et aucune atteinte à l'indépendance politique d'un membre de la Société des Nations commis au mépris de l'article 10 ne sauraient être reconnus comme valides et effectifs par les membres de la Société* ».

L'assemblée de la Société des Nations, par sa résolution du 11 mars 1932, « proclame le caractère obligatoire des principes et des dispositions susmentionnés et déclare que les membres de la Société des Nations sont tenus de ne reconnaître aucune situation, aucun traité et aucun accord qui pourraient être obtenus par des moyens contraires au Pacte de la Société des Nations ou au Pacte de Paris ».

Plus tard, dans sa résolution du 24 février 1933, l'Assemblée de la Société des Nations a appliqué cette doctrine avec beaucoup de fermeté et de précision. Ayant recommandé au Japon d'évacuer ses troupes de la Mandchourie, l'Assemblée recommande aux autres Etats, membres ou non de la Société des Nations, de mettre en pratique la doctrine de non-reconnais-

sance à l'égard du régime actuel en Mandchourie. Voici le texte de la Partie IV, Section III, du rapport adopté à l'unanimité par l'Assemblée :

« En raison des circonstances spéciales de l'affaire, la solution ainsi recommandée diffère du simple retour au *statu quo* d'avant septembre 1931. Elle exclut également le maintien et la reconnaissance du régime actuel en Mandchourie, ce maintien et cette reconnaissance n'étant pas compatibles avec les principes fondamentaux des obligations internationales existantes, non plus qu'avec la bonne entente entre les deux pays, dont la paix dépend en Extrême-Orient,

« Il en découle qu'en adoptant le présent rapport, les membres de la Société entendent s'abstenir, notamment à l'égard du régime actuel en Mandchourie, de tout acte de nature à porter préjudice à l'exécution des recommandations dudit rapport, ou à en retarder l'application. *Ils continueront à ne reconnaître ce régime ni de jure ni de facto. Ils entendent s'abstenir, à l'égard de la situation en Mandchourie, de toute action isolée, et continuer à concerter leur action entre eux, ainsi qu'avec celle des Etats intéressés non membres de la Société.* En ce qui concerne les membres de la Société qui sont signataires du traité de neuf Puissances, il convient de rappeler que, selon les dispositions de ce Traité, dans le cas où une situation se produirait qui, dans l'opinion de l'une ou de l'autre d'entr'elles, comporterait l'application des stipulations du présent traité et en rendrait la discussion désirable, les Puissances contractantes en cause échangeront à cet égard de franches et complètes communications.

« En vue de faciliter autant qu'il est possible l'établissement en Extrême-Orient d'une situation conforme aux conclusions du présent rapport, le Secrétaire Général est chargé de communiquer copie de ce rapport aux Etats non membres de la Société, signataires du Pacte de Paris ou du traité des neuf Puissances, en leur exprimant l'espoir de l'Assemblée qu'ils voudront bien s'associer aux vues exposées dans le dit rapport et, le cas échéant, concerter avec les membres de la Société leur attitude et leur action ».

Enfin, au mois de juin 1933, le Comité consultatif, institué par l'Assemblée en vertu de sa résolution du 24 février 1933, a

donné ses avis aux Gouvernements des Etats membres ou non de la Société des Nations, en ce qui concerne les mesures à prendre pour pratiquer la doctrine de non-reconnaissance à l'égard du « Mandchoukouo ».

I. — *En matière de conventions internationales*, s'il s'agit des conventions fermées, où les parties doivent être consultées sur l'admission de nouveaux membres, les membres de la Société agiront en conformité de la recommandation de l'Assemblée, en refusant d'accepter l'admission du « Mandchoukouo ». S'il s'agit des conventions ouvertes, dont les dispositions prévoient que l'adhésion se fait simplement par acte unilatéral, les Etats chargés de recevoir en dépôt l'acte d'adhésion doivent consulter préalablement les parties contractantes à la convention en cause, au cas où le « Gouvernement du Mandchoukouo » manifesterait le désir d'y adhérer. Les membres de la Société, ainsi consultés, doivent donner un avis négatif, et le résultat de la consultation permettrait aux Etats dépositaires de se prévaloir, dans leur réponse au demandeur, de l'opinion des autres Etats contractants. En ce qui concerne les conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations, le secrétaire général de la Société ne saurait recevoir une adhésion éventuelle du « Mandchoukouo », et en ce qui concerne les conventions relatives au contrôle du commerce des armes et munitions et à la prohibition d'emploi des gaz asphyxiants, le Gouvernement français a été sollicité d'en référer, le cas échéant, aux Etats parties à ces conventions.

II. — *En matière de services postaux*, le « Mandchoukouo » ne peut pas devenir membre de l'Union Postale universelle. Les autres Etats doivent observer la notification du 24 juillet 1932, que le Gouvernement chinois a fait communiquer par l'Union Postale universelle :

1° Tous les services postaux en Mandchourie ont été suspendus temporairement.

2° Tous les courriers à destination d'Europe et d'Amérique seront dorénavant acheminés par le canal de Suez et par l'Océan Pacifique, respectivement. Le Gouvernement chinois prie tous les services postaux des Etats membres de procéder

de la même manière pour leurs courriers à destination de la Chine ;

3° Tous les timbres émis par le Gouvernement de fantoches seront non valables. Tous les envois et colis postaux portant lesdits timbres illégaux seront taxés comme non affranchis.

III. — *En matière monétaire*, le Comité consultatif juge inutile de proposer aux Gouvernements d'adopter des lois interdisant les transactions dans la monnaie du « Mandchoukouo », considérée comme marchandise sur le marché international, mais il désire appeler l'attention des pays ayant un marché officiel de devises étrangères sur l'opportunité de prendre toutes mesures utiles pour ne pas admettre à la cote officielle la monnaie du « Mandchoukouo ».

IV. — *En matière de rapports contractuels* entre les ressortissants des membres de la Société et des individus en Mandchourie, le Comité estime qu'il appartient à chacun des membres de la Société d'apprécier s'il y a lieu, pour lui, d'attirer l'attention de ses nationaux sur les risques spéciaux inhérents à l'acceptation de concessions ou de postes en Mandchourie.

V. — *En matière de passeports*, les pièces délivrées par les autorités dépendant du « Gouvernement du Mandchoukouo » doivent être considérées comme nulles par les Gouvernements des autres Etats. Ces derniers ne doivent pas, en conséquence, laisser apposer sur cette pièce un visa délivré par un de ses agents. En revanche, rien n'empêche un habitant de la Mandchourie, s'il désire se rendre à l'Etranger, de recevoir du Consul du pays dans lequel il doit se rendre, une pièce d'identité ou un laissez-passer, la même procédure pouvant être adoptée par les pays de transit.

VI. — *En matière de Consuls*, le Comité consultatif estime que les Etats membres de la Société des Nations peuvent, sans contrevenir au rapport adopté par l'Assemblée, pourvoir, le cas échéant, au remplacement de leurs consuls en fonctions en Mandchourie. En effet, l'envoi de consuls dans les conditions

envisagées n'implique pas reconnaissance du « Mandchoukouo », ces agents étant désignés pour la protection de leurs nationaux, et pour tenir leurs Gouvernements au courant. Les Gouvernements, en outre, doivent rappeler à leurs consuls d'éviter tout acte qui pourrait être interprété comme constituant une déclaration expresse ou implicite qu'ils considèrent les autorités établies en Mandchourie comme le Gouvernement légitime du pays.

Telles sont les principales mesures envisagées et proposées par le Comité consultatif aux Gouvernements des membres de la Société des Nations, en vue de mettre en pratique la doctrine de non-reconnaissance, conformément aux recommandations de l'Assemblée.

En somme, quelles sont les critiques que l'on peut formuler contre cette nouvelle doctrine ? Primo, on peut lui reprocher d'être superflue. Les Etats qui ne reconnaissent ni *de jure* ni *de facto* le « Mandchoukouo », peuvent invoquer simplement les principes généraux du droit international public, en constatant que les éléments de l'Etat ne sont pas réunis dans le cas du « Mandchoukouo », puisque le rapport Lytton a déjà indiqué clairement que « le régime actuel ne saurait être considéré comme le résultat d'un mouvement d'indépendance spontané et sincère », et que « dans le Gouvernement du Mandchoukouo les fonctionnaires japonais jouent un rôle prépondérant ». L'indépendance n'existant pas, ce n'est donc pas un véritable Etat. Or, la reconnaissance d'un Etat ne peut avoir lieu que lorsqu'il existe véritablement un Etat. Pas d'Etat, donc pas de reconnaissance. On n'a pas besoin de recourir à la doctrine de Stimson pour justifier son acte de non-reconnaissance.

Secundo, on peut reprocher à cette doctrine d'être trop passive. La non-reconnaissance seule, en effet, ne change guère le fait accompli, n'empêche pas l'Etat agresseur de consolider sa situation acquise par la force, et ne redresse pas le tort qu'a subi l'Etat victime. Désapprouver n'est pas punir. Voilà l'insuffisance de cette doctrine comme moyen de sanction du droit international.

Certes, c'est une doctrine passive, mais, dans notre époque où la force domine encore, une doctrine de la non-reconnaissance du fruit de la violence n'est pas inutile. C'est

insuffisant, mais c'est déjà quelque chose. Dans sa marche pénible au-devant de tant d'obstacles, le droit gagne tout de même un peu de terrain. Pensez au Pacte de Paris ; il n'y a pas de sanction prévue en cas de violation. Pensez encore au Pacte de la Société des Nations, les sanctions stipulées dans l'article 16 ne sont pas si faciles à exécuter que l'on peut se l'imaginer. La pratique de non-reconnaissance est donc une sorte de sanction additionnelle de ces Pactes. Dans l'œuvre de la paix, l'effort est hautement appréciable.

Avec l'introduction de cette nouvelle doctrine dans le droit international, les théories courantes en matière de reconnaissance des Etats pourraient subir des modifications. Tout d'abord, la théorie de la reconnaissance attributive de droit, soutenue aujourd'hui encore par certains auteurs, notamment l'auteur italien Cavaglieri, ne peut plus avoir un solide fondement. Car le point de départ de cette théorie, c'est que tout droit vient de la volonté de l'Etat souverain ; l'acte de reconnaissance, manifestation de cette volonté, confère à la nouvelle unité internationale le caractère d'Etat. Or, d'après la nouvelle doctrine de non-reconnaissance, le droit ne vient plus de l'arbitraire des Etats. La pratique de la doctrine de Stimson a pour conséquence de restreindre la volonté de l'Etat, de l'empêcher de se manifester. C'est la solidarité internationale, et non pas la volonté de l'Etat, qui confère à la nouvelle unité l'exercice de la souveraineté.

La théorie de la reconnaissance déclarative, exposée pour la première fois par l'auteur écossais Lorimer, se montre également insuffisante. Selon cette théorie, quand tous les éléments de l'Etat sont réunis, le nouvel Etat a droit à sa reconnaissance, de même qu'en sens inverse, s'ils n'étaient pas réunis, la reconnaissance serait sans effet. Or, d'après la doctrine de Stimson, un Etat n'a pas droit à sa reconnaissance, même lorsque tous les éléments de l'Etat sont réunis, s'il est créé par des moyens contraires aux Pactes de Paris et de la Société des Nations. La reconnaissance a pour base, non-seulement les éléments constitutifs de l'Etat, mais encore l'ordre public international. Voilà une chose nouvelle acquise au droit des gens.

Quittons le terrain théorique, et revenons à l'affaire de la Mandchourie. Si la pratique de la doctrine de Stimson ne peut

barrer la route à la politique d'expansion du Japon, elle peut tout de même juridiquement sauvegarder les droits souverains de la Chine sur ses Trois Provinces de l'Est. C'est à l'avenir qu'il faut penser. Dans sa fameuse lettre à M. Borah, M. Stimson a eu raison de dire que « si les autres Gouvernements du Monde prennent une décision semblable et adoptent une attitude analogue, l'opposition qui sera ainsi faite à une telle action suffira, croyons-nous, pour rendre désormais effectivement illégal tout titre ou droit que l'on aura cherché à acquérir par la pression ou par une violation de traité, et, comme l'a montré l'histoire du passé, aboutira en fin de compte à la restitution à la Chine des droits et titres dont elle a pu être privée ».

En fait, conformément aux recommandations de l'Assemblée de la Société des Nations, les autres Gouvernements du Monde ont adopté la même attitude que celui des Etats-Unis. La pratique de la doctrine de non-reconnaissance à l'égard du « Mandchoukouo » devient en quelque sorte générale et obligatoire : générale, car tous les Etats, membres ou non de la Société des Nations, ont reçu la recommandation de la pratiquer ; obligatoire, puisque tous les signataires des Pactes de Paris et de la Société des Nations ont l'obligation de remplir leur engagement dans l'action concertée pour renforcer les Pactes. Ainsi, s'appuyant sur la force morale du monde entier, la Chine lutte et luttera pour son intégrité territoriale et pour le triomphe du droit.

CONCLUSION

Munis de la doctrine de la porte ouverte comme d'une clef pour pénétrer dans l'imbroglio des données, passées et actuelles, de la question de la Mandchourie, nous parvenons enfin à voir clairement que tous les faits observés et constatés à ce sujet, quelque compliqués qu'ils soient, peuvent se résumer en une lutte entre la force et le droit, force d'une Puissance fondée sur des clans militaires et féodaux, qui poursuivent méthodiquement une politique d'expansion démesurée sur le continent asiatique, et droit de la Chine qui se défend, pour son intégrité et son existence. Cette lutte dramatique et parfois tragique dure depuis plus de quarante ans. Dès la fin du dernier siècle, chaque fois que la question de Mandchourie se posait, ce fut toujours parce que ce territoire chinois était convoité ou envahi, et chaque fois on opposait immédiatement la doctrine de la porte ouverte à la force envahissante, qui tentait de la fermer ; alors, la lutte s'engageait. Sous le drapeau de cette doctrine, on lançait des protestations, des notes diplomatiques, ou des recommandations de la haute institution de Genève : tout cela marquait, en effet, dans la route du droit le progrès des principes de la justice internationale. Mais hélas ! ce n'était pas toujours eux qui sortaient du conflit agrandis et fortifiés.

Cependant, la lutte n'est pas terminée. Elle se continue sournoisement, et n'est plus bornée à un coin de la Mandchourie, mais s'étend sur une arène plus vaste, où non-seulement la Chine défend ses droits souverains, mais encore les autres Puissances, elles aussi, sont prêtes à combattre leur ennemi commun, qui menace chaque jour leur marché, leurs intérêts et leurs possessions en Extrême-Orient. Ainsi s'amoncellent à l'horizon politique de lourds nuages, et se pose d'une manière angoissante le grave problème du Pacifique. Comment le

résoudre ? Voilà une question à l'ordre du jour de notre siècle.

Faut-il rétablir encore une fois cette malheureuse doctrine de la porte ouverte, qui a été tant de fois détournée, mutilée et violée ? Mais quelle est son utilité à l'heure actuelle ? Au temps de John Hay, elle n'avait de raison d'exister qu'en égard à la situation d'alors de la Chine. Puis, dans chaque lutte contre la force envahissante, si elle se trouvait assez souvent du côté du droit, elle n'était là qu'une formule diplomatique pour sauvegarder moins les intérêts de la Chine que ceux des autres Puissances. Elle gênait la Chine plutôt qu'elle ne la protégeait. Aussi se montrait-elle impuissante devant une politique d'expansion militairement pratiquée. La faiblesse de la doctrine de la porte ouverte réside, en effet, dans la contradiction de ses principes, qui ne sont pas tous cohérents et justifiables. Son premier principe, sous le beau nom de « chances égales », manque totalement de réciprocité et met la Chine dans une situation inférieure, en la livrant aux exploitations et aux intérêts de toutes les autres Puissances. D'où les empiètements étrangers, les entraves aux développements économiques nationaux, les ruines des industries locales, les misères du peuple, les guerres civiles et tous les maux dont la Chine a jusqu'ici supporté les conséquences néfastes. Mais la Chine en a assez, et veut à tout prix mettre fin à cette de politique.

Quant au deuxième principe de la porte ouverte, il est théoriquement justifiable, mais par le traité des neuf Puissances la Chine donne plus qu'elle ne reçoit. Elle s'engage, en effet, à pratiquer le principe des « chances égales » au profit de toutes les Puissances, pour obtenir le respect des huit Puissances en ce qui concerne sa souveraineté, ainsi que son intégrité territoriale et administrative. Or, ce qu'elle donne, ce sont des intérêts vitaux. Ce qu'elle reçoit n'est qu'une promesse vague. Encore, cette promesse n'est rien, puisque « respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative » d'un autre Etat, selon les principes généraux du droit des gens, c'est simplement le devoir de chaque Etat ; la Chine a bien droit à ce respect, même sans l'existence du traité des neuf Puissances. En outre, stipuler un tel principe à l'égard de la Chine, et sans réciprocité entre elle et les autres Puissances, c'est la mettre encore, en fait sinon en droit, dans

une situation inférieure. A cet égard le système du Pacte de la Société des Nations vaut beaucoup mieux, puisque, par l'article 10, « tous les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société », on ne laisse aucun membre dans une situation inférieure. Si l'article 10 du Pacte n'est pas efficace, le traité des neuf Puissances l'est encore bien moins. La preuve en est que, depuis septembre 1931, ce traité n'a donné aucun effet. Par exemple, pendant l'attaque de Shanghai en 1932, sous le feu des canons et les bombardements aériens des troupes japonaises, les civils, les enfants, les femmes et les vieillards chinois tombaient par milliers, brûlés et massacrés dans leur foyer, et cela pendant des semaines et des semaines : les signataires du traité des neuf Puissances avaient leurs navires de guerre dans le port, côte à côte avec ceux du Japon, et observaient — avec impassibilité — ces scènes d'atrocité, et laissaient même des troupes japonaises débarquer dans la concession pour envahir la ville chinoise. Voilà une expérience bien amère qui a appris aux Chinois à se méfier de cette sorte de principe tel qu'il figure dans le traité des neuf Puissances.

En réalité, ce ne sont pas les principes de la porte ouverte qui peuvent protéger la Chine. Elle se protège elle-même. Ce sont le sang, le courage, la vaillance et les forces défensives de ses enfants qui font reculer les envahisseurs. La doctrine n'y fait rien. Si la Belgique, éprouvée par l'invasion allemande, a trouvé préférable, après la grande guerre, de renoncer à sa neutralité, la Chine, elle aussi, après l'invasion japonaise, n'a pas moins envie de se débarrasser de la vieille doctrine de la porte ouverte. Cela ne signifie pas que la Chine tenterait de se fermer au commerce étranger. Au contraire, ce qu'elle veut faire, c'est développer son économie nationale, augmenter le pouvoir d'achat de son peuple, et relever son commerce extérieur avec toutes les nations. La porte de la Chine reste donc toujours ouverte, seulement la porte ouverte ne serait pas une porte sans maître. La Chine la garde, et ne laisse entrer chez elle que ceux qui observent strictement sa loi, qui la traitent sur un pied d'égalité, et qui n'empiètent pas sur ses droits souverains. Voilà ce que veut la Chine, et ce qu'elle va exécuter coûte que

coûte. Tout cela ne relève plus des vieux principes de la porte ouverte, qui l'avaient mise, en effet, dans une situation inférieure et déplorable.

D'ailleurs, la vieille doctrine de la porte ouverte, après tant de violations, se trouve déjà dans un état désespéré. Par quels moyens peut-on la rétablir? Encore une Conférence de Washington? Mais on ne voit pas comment on pourrait faire accepter des décisions ou des conventions à un agresseur qui a déchiré tous les pactes. Même si on pouvait lui faire accepter toutes ces choses, comme dans le cas du traité des neuf Puissances, ce serait encore une œuvre inutile. Car, si l'état de choses actuel en Mandchourie ne change pas, cette doctrine, même rétablie par des engagements solennels internationaux, n'existe que sur le papier. Sous la domination militaire du Japon, il est impossible d'appliquer à la Mandchourie cette doctrine, que les baïonnettes ont déjà vidée de son contenu, imaginée encore par les dirigeants américains comme une panacée à tout trouble sur le continent asiatique.

L'essentiel de la solution au problème du Pacifique n'est donc pas de rétablir la doctrine de la porte ouverte, mais de restituer à la Chine ses provinces arrachées. C'est le seul moyen de renforcer les Pactes, de réhabiliter l'autorité de la Société des Nations et de sauver la paix mondiale de la barbarie militariste et impérialiste.

Mais comment faire pour restituer à la Chine ses provinces? L'Assemblée de la Société des Nations a bien adressé au Japon ses recommandations d'évacuer ses troupes de la Mandchourie, mais elles furent toutes rejetées. Que pourra-t-on faire encore? La Société des Nations n'a pas une armée à sa disposition. Elle a indiqué le droit, mais elle n'a pas la force de l'imposer. Donc, la question de la sanction du Pacte se pose encore. Comment mettre en pratique l'article 16 du Pacte? Voilà la clef de la paix mondiale.

La justice sans la force est impuissante, comme l'a dit Pascal. Pour que la justice internationale existe en Extrême-Orient, pour que le problème du Pacifique puisse se résoudre, il faut avant tout une République chinoise assez forte pour exécuter le droit sanctionné par le Pacte et pour barrer la route au militarisme envahisseur. Que les autres Puissances

européennes et américaines cessent de traiter la Chine comme un objet d'exploitation, elle en deviendra certainement plus forte et sera un bon soldat de la paix, dans l'intérêt de tous. En tous cas, elle lutte et luttera sans faiblesse pour son existence et pour remplir cette mission de la paix, avec la plus grande espérance. Car le peuple chinois sait bien que le droit est avec lui et pense comme Metternich que « la vraie force, c'est le droit ».

Vu, le Doyen,
E. ALLIX.

Vu, le Président,
A. G. DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages et documents en langue chinoise.

1. — TIAN TCHIN TCHI. — *Li tai yen ko piao* (Tables de géographie historique sur les divisions administratives) 1814.
2. — *Li tai kiang yu piao* (Tables de géographie historique, depuis les origines jusqu'en 1644).
3. — *Hoang ming tchi kong fang ti thou* (Géographie de l'Empire des Ming) 3 vol., 1702.
4. — *Cheng king tong tche* (Géographie générale de la Province de Chengking), 20 livres.
5. — TCHIN-TCHUN. — *Ki-Lin tong tche* (Géographie générale de la Province de Kirin), 49 livres 1891.
6. — SEI-TCHING. — *Heilung-Kiang Wei ki* (Enquête sur la Province de Heilung-Kiang, 1810.
7. — HOU WEI. — *Yu Kong tchoul tchi* (Guide de la Géographie historique à l'époque de Yu), 1705.
8. — LIOU YIU. — *Histoire de Tang*. Ouvrage écrit vers la première moitié du dixième siècle.
9. — TA MING CHE LOU. — (Recueil de l'histoire des Ming.)
10. — *Hoang Tchuo kai kuo fang liao* (Histoire de la fondation de l'Empire Mandchou).
11. — TSIANG LIANG-KI. — *Tong hoa Lou* (Annales des empereurs de la dynastie mandchoue, de l'origine de la dynastie à 1735) 46 livres, 1765.
12. — *Kin Tin Mandchous yuan lieu Kao* (L'origine des Mandchous) ouvrage publié sous les auspices de l'Empereur Kien-long (1736-1794).
13. — *Pa ki Mandchous che tsou tong pou* (Les biographies des notables de huit Bannières Mandchoues), 1744.
(Tous les ouvrages sus mentionnés
se trouvent dans la Bibliothèque Nationale de France, à Paris).
14. — *Tong Pei Nien Kien* (Annuaire des Provinces du Nord-Est) Moukden, 1931.
15. — HIU KIAI-PING. — *Tsouei ki tche tong san cheng* (Les Trois Provinces de l'Est à l'époque contemporaine), Moukden, 1929.
16. — TCHOU TCHI. — *Tong san cheng ki lio* (Une esquisse des Trois Provinces de l'Est), Schanghai, 1916.

17. — HIU HING KAI. — *Japan Tikuo-tchou-yu yi tong San Cheng* (L'impérialisme japonais et les Trois Provinces de l'Est), Shanghai, 1930.
18. — HOA KI-YUN. — *Man Mou Wen ti* (Problèmes de la Mandchourie et de la Mongolie), Schanghai, 1931.
19. — TCHOU SEK. — *Japan tchunlio Man Mou tche Yan tchen* (Etude sur les empiètements du Japon sur la Mandchourie et la Mongolie), Shanghai, 1930.
20. — *Kouo tsi tiao yo ta tsiuan* (Recueil complet des traités internationaux), Shanghai, 1929.
21. — *Ching Pao* (Gazette de Pékin), Journal officiel du Gouvernement chinois à Pékin durant la dynastie de Tsing.

II. — Ouvrages et documents en langues européennes.

A. — DOCUMENTS ET RECUEIL DES TRAITÉS.

- Foreign Relations of the United States* (Recueil annuel des papiers officiels des Affaires étrangères des Etats-Unis, publié par le Washington Government Printing Office).
- Senate Documents of the United States*, Nos 126, 150, 67th. Cong., 2nd. sess., et Vol. 10, Nos 106, 66th. Cong. 1st. Sess.
- Conference on the Limitation of Armament* (Washington, 12 novembre 1921, 6 février 1922), Washington, 1922.
- Bureau of Statistic Reports*, U. S. Treasury Department, Washington, 1899.
- ROCKHILL, W. W. — *Treaties, Conventions, Agreements, Ordinances, etc., relating to China and Korea* (Octobre 1904, Janvier 1908), (A supplement to Rockhill's Treaties and Conventions 1894-1904), Washington Government Printing Office, 1908.
- MAC MURRAY, J. V. A. — *Treaties and Agreements with and concerning China, 1894-1919*, 2 vol. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1929 (Oxford University Press, New-York).
- Treaties and Agreements with and concerning China, 1919-1929*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1929.
- Manchuria Treaties and Agreements*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1921.
- The Consortium. The Official text of the Four-Powers Agreement for a Loan to China and Relevant Documents*. Pamphlet n° 40. Division of International Law, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1921.
- The Sino-Japanese Negotiations of 1915*. Japanese and Chinese Documents and Chinese Official Statement. Pamphlet n° 45. Division of International Law; Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1921.
- The Imperial Japanese Mission to the United States, 1917*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1918.

- Annals (The) of the American Academy of Political and Social Science : China*, edited by Henry F. James, Ph. I., Philadelphia, 1930.
- British and Foreign State Papers, 1890-1920*, London H. M. Stationery Office, 1920.
- Parliamentary Papers by Command*, London H. M. Stationery Office, China N° 1 (1898), China N° 2 (1899), China N° 2 (1904).
- Hertslet's Treaties between Great Britain and China, and between China and Foreign Powers*, 3^e édit., 2 vols., London, 1908.
- Parliamentary Debates* (C) Fourth Series 1903 (July August) N° 126; 1904 (Feb.), N° 129; 1908 (March), N°s 185, 186; (C) Fifth Series, 1910 (June), N° 17.
- Survey of International Affairs*, edited by Arnold J. Toynbee, London, 1931.
- Archives diplomatiques*, publiées sous la direction de M. Louis RENAULT, 1899 et suivants, Paris.
- Documents diplomatiques français*, 10 vol. Paris, 1929-1932.
- Documents secrets des archives du Ministère des Affaires Etrangères de la Russie*, par R. LALOY, Paris, 1919.
- Documents de la Société des Nations relatifs à l'affaire de Mandchourie* (depuis Septembre 1931 jusqu'à Juin 1933), Genève.
- Memoranda présentés par l'assesseur chinois à la Commission d'Etude de la Société des Nations*, Nankin et Peiping, 1932.
- Documents communiqués par l'assesseur japonais à la Commission d'Etude de la Société des Nations*.
- Observation du Gouvernement japonais sur le Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, Genève, 1932.
- The China Year Book*, 1931 publié par North China Daily News, Shanghai.
- The Manchuria Year Book*, Tokyo, 1931.
- Problems of the Pacific* (Proceedings of the Conferences of the Institute of Pacific Relations) 3 vol., Chicago, 1928, 1930, 1932.

B. — OUVRAGES RELATIFS A LA QUESTION DE LA MANDCHOURIE

- CHÉRADAME (André). — *Le Monde et la guerre Russo-Japonaise*, Paris, 1906.
- OLYDE (P.-H.). — *International Rivalties in Manchuria, 1689-1922*, Columbus, Ohio, 1926.
- DENNERY (E.). — *Foules d'Asie*, Paris, 1930.
- DUBOSQ (André). — *La Chine et le Pacifique*, Paris 1931. — *Le Problème du Pacifique*, Paris, 1927.
- ESCARRA (Jean). — *La Chine et le droit international*, Paris, 1931. — *La position et les droits du Japon en Mandchourie*, Paris, 1932. — *Le conflit sino-japonais et la Société des Nations*, Paris, 1933.
- ETHERTON (P.-T.), TILTMAN (H.-Hessell). — *Manchuria, the cockpit of Asia*, New-York, 1932. — *Japan : mistress of the Pacific*, London, 1933.

- FEIS (Herbert). — *The International trade of Manchuria*, New-York, 1931.
- LATTIMORE (Owen). — *Manchuria, cradle of conflict*, New-York, 1931.
- LÉVY (Roger). — *A qui la Mandchourie ?* Paris, 1932.
- LI (Chi). — *Manchuria in History*, Peipeing, 1932.
- LING (C.-Y.). — *La position et les droits du Japon en Mandchourie*, Paris, 1933.
- MAGNIEN (M.). — *La guerre en Mandchourie*, Paris, 1932.
- MARTIN (William). — *Le Japon contre la Société des Nations*, Genève, 1933.
- MENG (C.). — *China speaks on the conflict between China and Japan*, New-York, 1932.
- MONG (G.). — *La position juridique du Japon en Mandchourie*, Paris, 1933.
- PARLETT (Sir HAROLD C.-M.-G.). — *A brief account of Diplomatic Events in Manchuria*, Oxford, 1919.
- POLLARD (Robert T.). — *China's Foreign relations, 1917-1931*, New-York, 1933.
- SFORZA (Comte). — *L'énigme chinoise*, Paris, 1928.
- SIEBERT (B. DE) et SCHREINER (G.-A.). — *Entente Diplomacy and the World : matrix of the history of Europe, 1909-1914*, New-York and London, 1921.
- TANAKA. — *Secret memorial concerning Manchuria, Mongolia, China, U. S. A. and the World*, published by the China Critic, Shanghai, 1932.
- VIOLLIS (Andrée). — *Le Japon et son Empire*, Paris, 1933. — *Shanghai, et le destin de la Chine*, Paris, 1933.
- WILLIAMS (Edward-Thomas). — *China, yesterday and to-day*. Fifth edition, London, 1933.
- WILLOUGHBY (W.-W.). — *Foreign rights and interests in China*, 2 vol., Baltimore, 1927.
- WU (Herbert-Hantao). — *A Legal Study : Japan's Acts of Treaty Violation and Encroachment upon the Sovereign Rights of China in North-eastern Provinces*, Peiping, 1932.
- YOUNG (C. WALTER). — *The International Relations of Manchuria*, Chicago, 1929. — *Japan's special position in Manchuria*, Baltimore, London, Oxford, 1931. — *The international legal status of the Kwantung leased territory*, Baltimore, London, Oxford, 1931. — *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria, Railway Areas*, Baltimore, London, Oxford, 1931.

C. — OUVRAGES RELATIFS A LA DOCTRINE DE LA PORTE OUVERTE
ET AU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

- ALVAREZ (A.). — *The Monroe Doctrine*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1924.

- AMERICAN FOREIGN POLICY, Carnegie Endowment for International Peace, Division of Intercourse and Education. Publication n° 17, Washington, 1920.
- ANZILOTTI (D.). — *Cours de droit international*, Traduction de M. Gidel, Paris, 1929.
- BAU (MINGCHIEN-JOSHUA). — *The open door Doctrine in relation to China*, New-York, 1913.
- BUELL (R.-D.). — *The Washington Conference*, New-York, 1922.
- DENNIS (A.-L.-P.). — *Adventures in American Diplomacy, 1896-1906*, New-York, 1928.
- EBNER (Josef). — *La clause de la nation la plus favorisée en droit international public*, Paris, 1931.
- FAUCHILLE (Paul). — *Traité de droit international public*, Paris, 1922.
- HORNBECK (S.-K.). *Contemporary Politics in the Far East*, New-York, 1916.
- HSIEH PAO-CHAO. — *The Government of China (1644-1911)*, Baltimore, 1925.
- LE FUR (Louis). — *Précis de droit international public*, Paris, 1931.
- LE FUR (Louis) et CHKLAVER (Georges). — *Recueil de textes de droit international public*, Paris, 1928.
- LOUTER (I. DE). — *Le droit international public positif*, Oxford, 1920.
- MOORE (J.-B.). — *Digest of international law*, 8. vol., Washington Government Printing Office, 1906.
- MORSE (Hosea Ballou) AND MAC MAIR (H.-F.). — *Far eastern international relations*, Boston and New-York, 1931.
- TCHOU KI CHAN. — *La politique de la porte ouverte en Chine*, Paris, 1912.
- THAYER. — *Life and letters of John Hay*, 2 vol., Boston and New-York, 1915.
- TOMINAS. — *Open door policy and the territorial integrity of China*, New-York, 1919.
- WITTE (Comte). — *Mémoires (1849-1915)*, Paris, 1921.
- WONG CHINN-WEI. — *La Chine et les Nations* (Traduction), Paris, 1928.
- YEN EN TSUNG. — *The open door policy*, Boston, 1923.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les données économiques et démographiques de la Mandchourie

CHAPITRE PREMIER

La terre de la Mandchourie et ses principales richesses.

I. — La terre : vue d'ensemble.	15
II. — Les richesses agricoles	18
III. — Les richesses forestières	26
IV. — Les richesses minières.	27

CHAPITRE II

La population de la Mandchourie.

I. — L'évolution du peuplement en Mandchourie	33
A. Période préhistorique	33
B. Période ancienne (depuis l'antiquité jusqu'à 1368)	35
C. Période moderne (1368-1808)	38
D. Période contemporaine (depuis 1808 jusqu'à nos jours)	46
II. — L'état actuel de la population en Mandchourie	50
A. Les paysans chinois.	50
B. Les ouvriers et les industriels chinois	53
C. Les éléments étrangers.	55

DEUXIÈME PARTIE

Les données politiques et juridiques de la Doctrine de la Porte Ouverte

CHAPITRE III

L'origine de la doctrine de la Porte ouverte.

I. — L'origine de deux principes de la doctrine	63
II. — Les circonstances dans lesquelles la doctrine a pris naissance	67
III. — L'inauguration de la doctrine par John Hay	75

CHAPITRE IV

L'évolution de la doctrine de la Porte ouverte.

I. — L'enfance de la doctrine, depuis 1899 jusqu'à 1905 . . .	80
II. — Seconde période de la doctrine, depuis 1905 jusqu'à 1915. . .	82
III. — Troisième période de la doctrine, depuis 1915 jusqu'à 1931 . . .	86

CHAPITRE V

La base juridique de la doctrine de la Porte ouverte.

I. — La base injustifiable du premier principe.	97
II. — La base justifiable du second principe.	102
III. — L'antagonisme et l'indivisibilité de la doctrine	106

TROISIÈME PARTIE

**Les applications de la doctrine de la Porte ouverte
à la Mandchourie.**

CHAPITRE VI

Pourquoi la doctrine s'applique à la Mandchourie

I. — Parce que la Mandchourie est une partie intégrante de la Chine.	115
a) La thèse d'union personnelle et la réfutation	115
b) La thèse de dépendance et la réfutation	118
II. — Parce que la Mandchourie est la partie du territoire chinois la plus convoitée par les Puissances voisines.	122
a) L'expansion russe en Mandchourie	122
b) L'expansion japonaise en Mandchourie.	123

CHAPITRE VII

Les applications de la doctrine à la Mandchourie dans le passé.

I. — Les applications de la doctrine à l'égard de la Russie . . .	126
1. Les protestations contre l'occupation de la Mand- chourie par la Russie.	126
2. Le mémorandum de John Hay en 1902	127
3. Les diverses démarches pour mettre la doctrine en application	130
4. Les applications de la doctrine dans le traité de Portsmouth	131
5. La question de l'administration municipale de Khar- bin en 1907	132

II. — Les applications de la doctrine à l'égard du Japon . . .	136
1. L'application de la doctrine à l'ouverture de la Mandchourie en 1906	136
2. L'application de la doctrine au domaine des douanes	138
3. Dans l'affaire du Plan de Knox en 1909	139
4. Dans l'affaire du nouveau Consortium bancaire International	143
5. Dans la Conférence de Washington 1921-1922 . . .	144

CHAPITRE VIII

L'inapplication de la doctrine à la Mandchourie dans le présent.

I. — Première phase : l'expansion militaire du Japon en Mandchourie	160
1. La question de l'agresseur dans l'affaire de la Mandchourie	160
2. La lutte entre les militaires japonais et les défenseurs des principes de la porte ouverte . . .	161
II. — Deuxième phase : l'expansion politique du Japon en Mandchourie	161
1. La création et le maintien du « Mandchoukouo » . .	162
2. L'inapplication des principes de la porte ouverte .	163

CHAPITRE IX

Les conséquences de l'inapplication de la doctrine de la porte ouverte à la Mandchourie.

I. — La conséquence économique : la pratique de la « doctrine du droit à vivre »	170
II. — La conséquence politique : la pratique de la « doctrine de Mouroe asiatique »	176
III. — La conséquence juridique : la pratique de la doctrine de Stimson	185
CONCLUSION	195
BIBLIOGRAPHIE	201
TABLE DES MATIÈRES	206

